

État d'urgence sanitaire et social

*Projet économique et politique
pour une société moderne et solidaire
à développement durable*

Blanche de Weerd

Préface

Les combats de Madame Trucmuch

Vous avez ouvert ce livre et tout de suite vous m'interpellez. L'auteur est inconnue et n'a jamais fait parler d'elle. Que vient-elle faire ici ? Écrire un livre et proposer un projet de société comme si elle était quelqu'un d'important, dont on a entendu parler sur les ondes ou à la télé ? Que vient-elle faire dans cette galère sinon recevoir des coups et des peaux de bananes alors qu'elle mène une vie tranquille de retraitée. ? Avec un nom imprononçable comme le sien on dira plus facilement : « Connaissez-vous Mme Trucmuch »?

J'ai 73 ans, arrière-grand-mère (tout comme Juppé que l'on a caricaturé sur son âge et sa famille). Mes combats ont été ceux du quotidien, mais de ceux qui ont changé une société en profondeur. J'ai travaillé dans une entreprise autogérée en Algérie en 65. J'ai eu un compagnon pendant plus de 20 ans et quatre enfants sans être mariée alors qu'on montrait encore du doigt les filles-mères. En 67, j'ai pris la pilule considéré à l'époque au même titre que les toxiques obligeant à donner mon nom et signer un registre. J'ai traversé mai 68. Enfin, bref, vous avez compris que je n'ai jamais été la ménagère de 40 ou 50 ans que les sondeurs prenaient en référence, mais j'ai été de celles qui sans faire de bruit ont participé à l'évolution de la société.

Et je me pose des questions comme :
Comment peut-on retrouver en France, des Sans Domicile Fixe ayant un emploi en CDI à temps complet ?

Comment peut-il y avoir des retraités, personnes âgées ayant travaillé toute leur vie, qui ne peuvent plus payer leur loyer ?

Pourquoi des entreprises licencient-elles leurs salariés alors qu'elles font des bénéfices ?

Pourquoi avons-nous plus de 5 millions de demandeurs d'emploi ?

Pourquoi les salaires des fonctionnaires sont-ils bloqués alors que certains gros salaires ont augmenté de façon indécentes ? ¹

Etc.....

Eh bien oui, face à toutes ces questions sur lesquelles je ne peux agir directement, ni même par les représentants que nous avons élus à l'Assemblée, je suis une citoyenne en colère. En colère contre un gouvernement et des partis qui ne défendent plus les intérêts des citoyens, semant de roses une route pour l'extrême droite. Qui ont appris à l'ENA, à Sciences Po certaines règles économiques et politiques et qui maintenant sont dos au mur face à une crise où ils ont démontré leur incompetence. Qui aurait pu croire selon le « principe de Peter » ou « syndrome de la promotion Focus » que nos dirigeants auraient atteint la limite de compétence ?

Lorsque j'entends certains de nos hommes et femmes politiques donner de la voix en argumentant sur leurs motivations comme « mon devoir », « servir la France », « la France pour la vie » je continue à me poser des questions. Se confondent-ils avec ceux qui servent réellement la France tels les militaires, les agents du services publics ; facteurs, infirmiers, professeurs et tous ces anonymes que l'on ignore, tellement utiles au service de la collectivité, alors que ces mêmes politiques avouent dans l'intimité, aimer le pouvoir et ne rêver que de cela.

Eh bien là, j'ai un gros coup de colère, parce que certaines lois, trop de normes et de réglementations sont un frein à l'innovation. Parce que je vois mon pays se séparer en deux. Parce que vois mes enfants

¹ <http://www.capital.fr/carriere-management/special-salaires/2014/le-palmares-2014-des-salaires-des-patrons-922673>

et petits-enfants vivre sans espoir d'une vie meilleure.

Mais par quoi commencer ? Il y a tellement de sujets qui me mettent en colère. Par quoi commencer ? Cette France qui se laisse dépasser par sa politique étrangère, ou le chômage ? Ou cette France qui se coupe en deux ? Ou ces usines à l'abandon qui autrefois offraient une vie décente aux hommes et aux femmes de toutes origines ? Ou les prix des logements qui grèvent les budgets que les salaires au SMIC ne peuvent plus assumer ?

Mes réflexions m'ont amené à comprendre que nous ne pouvons pas sortir d'une crise économique et sociale avec des raisonnements conformes aux idées d'aujourd'hui. Nous avons besoin d'imagination. Nous devons réinventer sans toutefois mettre au rebut tout ce qui existe.

Et si on en parlait ?

Toutes les questions ne seront pas posées, toutes les réponses ne seront pas données. Elles viennent au jour le jour, suivant la politique et les enjeux mondiaux. Chaque jour, chaque événement, changent les paramètres. Il faut pourtant qu'une ligne générale soit donnée autant à notre politique nationale, qu'aux principes généraux et généreux des droits de l'Homme que nous souhaitons promouvoir en politique internationale et que cette politique soit suivie. Parce que c'est NOUS, les citoyens, qui écrivons l'histoire que nous enfants apprendront sur les bancs de l'école. Parce que c'est NOUS qui en ferons ce qu'elle sera. L'élection d'un président noir à la tête d'un état ségrégationniste 20 ans plus tôt nous a démontré que rien n'est impossible et qu'il ne faut pas croire que c'est une fatalité devant laquelle nous devons baisser les bras. Il ne faut plus croire que nous ne pouvons rien faire. Osons agir !

Bien que très avancé, ce travail ne sera jamais fini. Mais devant la

difficulté qu'on les instances gouvernementales et les partis politiques à trouver des solutions, pourquoi ne pas proposer au grand jour (au lieu de le garder en petit comité), un projet pour une société moderne à développement durable et soutenable.

Alors quoi ? Si au lieu de refermer la porte et de se renfermer sur soi, on en parlait.

Introduction

*On n'attend pas l'avenir comme on attend un train.
L'avenir, on le fait
(Georges Bernanos)*

Bien que notre Président veuille nous persuader que tout va aller mieux, il ne faut pas se leurrer, la France va mal, l'Europe va mal, le monde va mal. Regardons la vérité en face et appelons les choses par leur nom.

Nous sommes en guerre ! En guerre à la fois physiquement et psychologiquement. En guerre contre le manque de croissance² qui continue à engendrer une dette abyssale, en guerre contre le changement climatique qui prend les hommes de vitesse, en guerre contre cette pauvreté qui s'installe créant par un système de vase communicant l'extrême richesse pour d'autres, et enfin une véritable guerre armée contre l'EIL³ dont il faut le reconnaître, les états arabes, la France et les Etats-Unis ont une part de responsabilité dans son éclosion.

Si la sauvegarde environnementale de notre planète devient d'une

²L'augmentation de la population française est estimée à 0,8% par an. Donc, si notre taux de croissance due à la dépense des ménages est égal ou inférieur à 0,8% il est en réalité négatif.

³EIL (Etat Islamique du Levant) est un état fictif qui a déclaré la guerre à la France le 20/09/2014

évidence criante, ce dont les Européens ont moins conscience est la gravité et l'urgence de la sauvegarde globale de ses habitants et de la paix. Une grande majorité de Français refuse non seulement l'idée de la mondialisation mais sont de plus en plus nombreux à vouloir s'exclure de l'Europe pensant que si on rétablit nos frontières, si on quitte la zone euro, tout ira mieux pour eux et qu'ils seront à l'abri de tout. Déjà, en 1939 les Français pensaient que la ligne Maginot était « inviolable ». Plus tard, les Allemands jugeaient que les bunkers de la Manche empêcheraient le débarquement des alliés en Normandie. Mais comme pour le nuage radioactif de Tchernobyl, les frontières n'existent pas pour la mondialisation qui s'impose d'elle-même, pas seulement par la crise économique, face immergée de l'iceberg, mais aussi par les lobbys et les multinationales qui ont des ramifications partout dans le monde, ne pensant qu'à faire des bénéfices au détriment des salariés et des citoyens.

On pense avec justesse, que tout problème a une solution. Mais a-t-on pensé à chercher, connaître et analyser la cause du problème ? Or, depuis longtemps, les instances gouvernementales (quelles qu'elles soient) ne travaillent et ne réforment plus sur la cause, mais sur les conséquences d'une cause qui était la conséquence d'une autre cause qui était..... On remonte à Mathusalem et c'est le chien qui essaie d'attraper sa queue.

Et si tout se tenait ?

Si comme lorsqu'on joue les apprentis sorciers avec la chaîne alimentaire, en créant des pesticides pour éradiquer puces, pucerons, mauvaises herbes, l'on s'aperçoive que non seulement les abeilles meurent, mais que les hirondelles sont moins nombreuses et le tout à l'avenant. Et bien, que ce soit en politique, en économie, en sociologie, la logique est la même. Si l'on crée ou que l'on supprime quelque chose sans s'occuper des conséquences, il y a de fortes chances de se retrouver avec d'autres problèmes. Ce qui ne veut pas

dire qu'il faille jouer l'immobilise au contraire. Dans une situation bloquée, nous devons être innovants, créatifs, réformistes.... mais pas n'importe comment ! Il nous faut de l'ordre et de la méthode.

- Analyser les causes.
- Observer la globalité du problème et ses ramifications.
- Connaître les besoins
- Proposer des solutions et prévoir les conséquences.

Internet et les réseaux sociaux ont comme au début de l'industrialisation remis en cause la société. L'Open Source permet à tous l'accès à des milliards de données. La « chose publique » est devenue du ressort de tous les citoyens auxquels ceux-ci veulent participer. Ils n'ont pas l'ambition du pouvoir, mais savent se faire entendre, en imposant un contre-pouvoir, celui du mécontentement envers ceux qu'ils ont élu « démocratiquement » quelques mois plus tôt, ils se rallient maintenant aux partis extrémistes, - extrême gauche ou extrême droite- sans penser que ces dits partis ont les mêmes références « scolaires » en matière d'économie que ceux qu'ils combattent et qu'ils ne feront pas mieux.

Un projet de société

Un programme politique n'est pas un projet de société. Ce ne sont que des suggestions qui sont proposées aux électeurs afin de remédier aux carences existantes. Mais sans projet de société, il n'y a aucune vision future globale de cette dite société dans laquelle nous voulons vivre, aucun but, aucun idéal. Qui connaît encore le projet de société de la gauche ou de la droite si ce n'est par deux mots : capitalisme et socialisme ?

Les deux systèmes ont démontré leurs limites. De nombreuses nouvelles idées émergent, parce que nous sommes tous plus ou moins conscient qu'à l'heure actuelle nous avons besoin d'un

nouveau projet de société, que la gauche a vécu , que le capitalisme vit ses derniers soubresauts risquant de nous mener à la ruine, parce que si nous avons d'un côté le capital et pas de circuit économique pour faire fructifier ce capital, il s'effondrera de lui-même.

Imaginer une « nouvelle société » serait sans doute utopique et d'une redoutable naïveté. Nous dépendons trop de l'Europe, de la mondialisation. Cependant nous pouvons travailler sur un système réformiste ayant pour objectif la modification de nos institutions sociales, économiques et politiques en utilisant procédures et moyens légaux pour arriver à court terme - cinq ans - à un développement soutenable et durable, en tenant compte de notre environnement et de nos besoins matériels, mais aussi cherchant à favoriser la pleine réalisation de l'être humain.

Travailler sur des réformes aboutissant à une « société solidaire à développement durable », prenant en compte à chaque étape décisionnaire non seulement l'écologie mais aussi les exigences d'un développement durable est une nécessité avec :

- un système politique qui assure la participation effective des citoyens à la prise de décisions,
 - avec un gouvernement élu et non nommé
 - la participation des syndicats représentant toute la société civile et pas seulement une partie des salariés.
- un système économique capable de dégager des excédents,
 - avec une réorganisation des charges sociales et des impôts
 - l'externalisation des ressources humaines avec un seul contrat de travail.
- un système social capable de trouver des solutions aux tensions nées d'un développement déséquilibré,
 - Application d'un seuil de « niveau de vie tolérable », remplaçant le calcul du seuil de

- pauvreté afin de pouvoir calculer le « pouvoir d'acheter »
- Application du droit au travail
 - Application d'une reconnaissance sociétale pour tous
 - Application du portefeuille de compétences_
 - un système de production qui respecte l'obligation de préserver l'environnement,
 - avec des industries fonctionnant en symbiose capables de réduire et transformer leurs pollutions en matières premières.
 - Éradiquant les pesticides et autres produits chimiques nuisibles à la santé.
 - un système technologique toujours à l'affût de solutions nouvelles,
 - grâce à un système universitaire incluant la recherche de pointe
 - un système administratif souple capable de s'adapter
 - grâce à une véritable délocalisation au niveau régional

Pour réaliser un tel programme sur un court terme nous aurons besoin d'un état d'urgence sanitaire et social.

Il manque quelque chose d'essentiel chez nos politiciens.

Nos politiciens nous parle de pouvoir d'achat, de croissance économique. Depuis quelques années grâce à la mobilisation des associations ils ont rajouté l'environnement, mais ne manque-t-il pas quelque chose d'essentiel dans cette énumération ? N'avons-nous pas oublié l'Humain, en tant qu'individu pensant, non en tant que pion sur l'échiquier mondial, présentant un potentiel mesurable de main d'œuvre et d'intelligence ? On ne lui a pas posé pas la question : **Que souhaite-t-il ? Quels sont ses besoins, ses désirs, ses rêves ?**

Si ses désirs sont bassement matériels, si c'est seulement pour augmenter le taux de croissance, créer de la richesse pour le 1% de la population qui se partage 50% des richesses⁴, nous n'avons plus qu'un but, celui de produire pour continuer à les enrichir. Chaque service, chaque geste ou parole se paie ou va se payer. Plus rien n'est ou ne sera gratuit. En paramétrant mathématiquement l'environnement, le bien-être culturel et sanitaire, les économistes veulent leur donner une valeur monétaire, pour augmenter le PIB. Ils n'intègrent pas dans leurs estimations le stress dû aux bouchons de la circulation automobile parce que cette dernière fait vendre des voitures, de l'essence et des médicaments, ce qui entre par conséquence dans le calcul du taux de croissance. Tout comme la lutte contre l'obsolescence programmée des produits manufacturés n'a pas été jusqu'ici un objectif des gouvernements. Au contraire, devoir changer une télévision pour cause de changement de nombre de lignes ou la suppression des lampes à incandescences pour des ampoules plus chères à l'achat et polluantes (mercure) ont été une obligation.

L'économie politique et le « pouvoir d'acheter » contenu dans le porte-monnaie du consommateur ne peuvent se passer d'une pensée humaniste pour notre futur. On ne peut se contenter de la croissance économique. Si nos enfants partent faire le djihad, c'est qu'ils recherchent autre chose que l'argent. On peut mettre en formules mathématiques le potentiel créatif des humains, on ne peut mettre en équation les sentiments et les désirs. Même et surtout si l'argent est nécessaire, notre présent doit, avant tout, être une idée de notre devenir. Comment le souhaitons-nous ? Replié sur nous-même ou plus ouvert sur le monde ? Anticipant un manque de ressources, souhaitant laisser à nos enfants une planète préservée ou « après nous le déluge » ?

⁴ <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/10/14/20002-20151014ARTFIG00156-la-riche-ssse-mondiale-reste-concentree-aux-mains-des-americains.php>

L'HUMAIN : SES BESOINS D'EXISTENCE

**Il ne faut pas mépriser l'homme si l'on veut obtenir des autres et
de soi de grands efforts
*Alexis de Tocqueville***

Nous avons d'autres motivations que l'argent.

D'imminents érudits se sont répandus en analyses reposant sur des événements politiques, économiques, sociologiques ou historiques pour expliquer les motivations qui ont provoqués les soubresauts de la géopolitique passée, oubliant la cause, qui est souvent d'une raison simplissime. Par exemple, pourquoi, sous l'Ancien Régime, les émeutes avaient à leur tête des femmes et non des hommes ? Moi, qui suis une femme, je vous répondrais : « parce que mes enfants avaient faim et que je n'avais pas de quoi leur donner à manger ». Parce que si les hommes peuvent admettre d'endurer les famines, le froid, les guerres, les femmes n'en sont pas capables, quand elles entendent leurs enfants pleurer (le motif de la colère étant alors viscéral). Elles se révèlent des lionnes lorsqu'il s'agit de défendre ou de nourrir leurs petits. Il ne faut pas chercher plus loin.

On analyse rarement, si ce n'est jamais, les sentiments (sentiments et pas motivations) de ceux qu'on appelle la majorité silencieuse et qui se désintéresse de la politique des politiciens. De la même manière, on ne se demande pas assez pourquoi en France tant de personnes⁵

⁵ En France, de 6 à 10 p. 100 des hommes et de 12 à 20 p. 100 des femmes souffrent d'une

souffrent de dépression nerveuse, de burn-out, sans compter les personnes stressées. Les suicides de salariés sur leur lieu de travail auraient dû, en tirant la sonnette d'alarme, poser la question.

Si nous représentons mathématiquement une somme de travail que les statisticiens peuvent mettre en équation, les besoins d'existence qui nous sont nécessaires pour vivre sont autant philosophiques, émotionnels que basement matériels, afin que notre vie ait un sens et soit tolérable concrètement. Ce que les publicitaires ont bien assimilé. Créons l'envie, la chose devient un besoin, une nécessité, puis un manque et finalement un but. Nos aïeules l'ayant compris avant la lettre, (« elles » qui dépendaient entièrement de leur mari) disaient que « les besoins de la gente masculine » se situaient en dessous de la ceinture : nourriture et sexe. C'étaient avec cela que les femmes gouvernaient les hommes, donc le monde, sans que ceux-ci s'en rendent compte. N'ayant, selon les époques, aucun pouvoir légal, elles avaient contourné la question en agissant sur les besoins et les désirs de leur mari ou de leurs amants. Mais les besoins sont comme les inventions, ils peuvent être le meilleur et le pire de l'Homme. Ils peuvent en être son développement ou sa destruction selon son éthique et ses utilisations.

Nous avons besoin de buts et d'idéaux

Le but principal de tout organisme biologiquement vivant, qu'il soit humain, animal, végétal ou viral est de se reproduire. Face à « Dame Nature » que nous voulons dominer, nous nous sommes groupés pour assurer notre sécurité en unissant nos forces. Nous mettons au service de la communauté notre travail, notre temps, notre

forme quelconque de dépression durant leur vie, et des études indiquent qu'aux États-Unis, pas moins de deux personnes sur dix présentent de sérieux symptômes dépressifs à un moment ou un autre de leur vie. Si les troubles de la dépression touchent hommes et femmes de tous âges et de toutes les couches de la société, les études montrent que les femmes en sont plus souvent victimes.

http://fr.encarta.msn.com/encyclopedia_761578989/d%C3%A9pression_nerveuse.html

intelligence. En contrepartie, nous attendons que cette société nous procure nourriture et logement, qu'elle nous soigne, qu'elle nous protège, qu'elle subvienne au nécessaire et même qu'elle pourvoie au superflu.

Une fois que le but de la reproduction programmé dans son subconscient fut atteint, l'Humain s'ennuya. Il lui fallait autre chose pour se réaliser en tant qu'individu. Il lui fallait d'autres objectifs. La curiosité de voir ce qui existait ailleurs, lui a donné un premier but. Au fil des siècles, ce but en a créé d'autres, notamment celui de s'assurer une vie meilleure, pour lui et ses descendants. Alors l'Homme s'est mis à se donner des desseins à travers la guerre, les combats : explorer, chercher à asseoir son pouvoir sur les autres, devenir le chef du clan. Il a profité des temps de paix sur les territoires conquis pour s'installer. Pour cela il a créé petit à petit une société de consommation, d'abord avec le troc, puis en inventant l'argent, monnaie d'échange. Pour avoir encore plus de pouvoir, il a eu besoin de s'enrichir, en conséquence il fallait que ces concitoyens consomment des biens, des services, et même des idées. Tout était bon pour se transformer en argent.

Si la survivance est le but principal sans lequel l'individu n'existerait plus, il faut ajouter d'autres facteurs, qui eux, ne sont ni monnayables, ni comptabilisables. Quelques soient les buts, ils ont à la base un sentiment, véritable moteur de l'Humain qui cherche par tous les moyens, non seulement à ressentir des émotions, que ce soit haine, rancune, amour ou passion, mais aussi à les pérenniser. En général, il souhaite fonder une famille heureuse, avoir des enfants bien dans leur tête et dans leurs baskets, qui réussissent leur scolarité puis leur parcours professionnel et familial. L'état ne peut procurer cette finalité, de bien être moral, mais l'état peut et doit en fournir les moyens avec la sécurité, l'instruction, la formation, le travail, l'environnement. Donnant non seulement l'espérance d'une vie meilleure pour le futur, mais aussi en aidant à réaliser le présent.

Si le but est le terme que l'on se propose d'atteindre, l'idéal est ce qui tend à nous élever à la perfection. L'individu qui souhaite « réussir » a besoin d'un idéal comme but pour atteindre cette perfection. C'est souvent le cas d'artistes, de musiciens, de peintres, de professions à vocation. Ce sera cette orientation, ce « choix de vie » qui définira son existence. Il sera plus ou moins passionné pour y parvenir. D'autres moins poussés par un idéal seront plus fatalistes et se laisseront porter par les événements. Néanmoins la plupart des humains, parce qu'ils cherchent une raison de leur passage sur Terre en croyant à l'existence de la vie après la mort souhaitent donner un sens à cette vie. Ils ont besoin de croire, quelque soit leur religion ou leur athéisme, en Dieu, en l'Homme ou en eux-mêmes. Ils recherchent pour gagner leur paradis, un idéal de vie, qu'il soit sur terre où ailleurs, à travers un code qui évolue au fil des siècles. Ils ont besoin de valeurs morales, d'une éthique, qu'elles soient définies par la religion ou par la société.

Plus l'Homme est à la recherche d'un idéal (parfois seulement pour sa sécurité ou pour survivre, sachant qu'il ne peut l'atteindre dans les conditions où il se trouve), plus il est capable de prendre des risques. Il n'y a qu'à prendre pour preuve tous les clandestins qui risquent leur vie pour réaliser un rêve, quitter un pays pauvre ou en guerre pour un pays idéalisé, qui, pensent-ils, va les accueillir, où ils pourront vivre décevantement, en sécurité.

Le collectif a besoins d'idéaux autant que de buts.

Le collectif n'a pas les mêmes besoins que les citoyens. Le collectif ne fait pas et ne doit pas faire de sentiments. Il est sensé promouvoir la justice sociale, la protection ainsi que le développement de la richesse du pays afin que chacun des citoyens dont il a la responsabilité, puisse en profiter.

Le collectif lui aussi a besoin de buts. Il est important que la société,

par l'intermédiaire de l'État ait un but. C'est ce que représentent dans les pays démocratiques les programmes des partis politiques. A chaque campagne électorale les candidats ont des buts :

- Nicolas Sarkozy : le pouvoir d'achat,
- François Bayrou : le remboursement de la dette publique,
- Ségolène Royal : le changement de constitution.
- Marine Le Pen : Sortir de l'Europe et de l'Euro
- François Hollande : La lutte contre la finance

Et là, j'entends une petite voix ironique : « Et vous Trucmuche, quel serait le vôtre ? »

- La France a un savoir-faire, il faut le faire savoir. Parce qu'il résume à lui seul, le recul du chômage, le pouvoir d'achat, la potentialité de notre pays, le remboursement de la dette.

Si le collectif a besoin de buts, il a aussi besoin d'un idéal. Depuis 1848 celui de notre pays qui se retrouve au fronton de chaque école « *Liberté, égalité, fraternité* ». est-il toujours d'actualité ?

1) La liberté

La liberté est un idéal. On se bat pour la liberté de son pays. Certains peuples se battent encore pour la liberté de penser, de s'exprimer. On punit un Homme en le privant de sa liberté, en l'emprisonnant. C'est un bien très précieux et très fragile.

Mais sommes-nous vraiment libres ? De penser, de s'exprimer, de circuler, de choisir et de définir notre choix de vie ? Et qu'entend-on par liberté, qui n'est que l'ensemble des droits dont la jouissance est accordée aux citoyens ? Avons-nous la liberté du choix de faire ce que nous voulons de notre vie ? Pour la plupart d'entre nous, nous la subissons.

Il faudrait déjà regarder où commencent et s'arrêtent nos libertés,

toute liberté étant relative. Demandez à un patron s'il est libre de licencier un salarié de son entreprise comme il le souhaite ? Demandez à un ouvrier s'il est libre d'aller travailler quand il le souhaite ? Ou à un écolier, pour des cours qui ne l'intéresse pas ? Nous sommes de plus en plus fichés, enregistrés : papiers d'identité, numéro de sécurité sociale, permis de conduire, carnet de santé, carte bancaire, déclaration de revenus, GPS..... L'Homme est à peine né, sa nourriture est pesée, calculée par les nutritionnistes. L'école est obligatoire pendant dix ans. Non seulement, toute notre vie est régie par des lois, des réglementations, mais aussi par des us et coutumes, des religions, des qu'en dira-t-on. Nous avons tellement l'habitude de la machine administrative et étatique de la France que nous avons le sentiment d'être libre. Les lois récentes sur la sécurité intérieure et le renseignement donnent à réfléchir. La liberté serait de ne dépendre de rien, ni de personne. Pourtant, il faut le reconnaître et l'admettre, la vie en société ne serait pas tolérable, si elle n'était régie par certaines règles. Ces règles sont celles de la citoyenneté légiférées par l'État, complétées par un savoir-vivre en société ou ce que l'on nomme aussi politesse, civilités.

La liberté n'est pas un concept simple, elle réclame notamment qu'on respecte les autres, la liberté des uns s'arrêtant où commence la liberté des autres. Elle n'est plus qu'une autonomie morale,⁶ permettant à l'Homme de se déterminer dans ses convictions philosophiques, religieuses, politiques, de plus en plus contestée par les lois d'état d'urgence.

La laïcité devait permettre l'expression d'une liberté religieuse pouvant se définir par le principe de : « Rendons à César, ce qui appartient à César et à Dieu, ce qui est à Dieu » en séparant la

⁶Les idées politiques, idéologiques, d'opinions, sont inscrites en France selon l'article 26 de la Constitution et réservées aux parlementaires. –«Aucun membre du Parlement ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions ». Elles sont toutefois restreintes par l'article 2 de cette même Constitution « Les partis et groupements politiques ... se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie »

gouvernance de l'État des religions. En ne mélangeant pas ce qui est du domaine strictement privé du domaine public. Cela avait déjà été dit par un dénommé Jésus, il y a plus de vingt siècles. Cette liberté et cette laïcité sont cependant remises en cause par les autorités et les médias qui passent leur temps à nous parler de minorités françaises en les désignant par leur confession.

2) L'égalité

« L'égalité entre les hommes est une règle qui ne compte que des exceptions » (Ernest Jaubert)

Malgré de belles déclarations écrites dans notre Constitution, si hommes et femmes sont égaux en théorie, ils le sont de moins en moins en pratique. Sous la pression de minorités agissantes, croyant bien faire, ont été décrétés la parité et la discrimination positive. Et c'est ainsi que s'est créé une fracture supplémentaire entre Français car elles sous-entendent une distinction entre les origines, le sexe... Elles ne sont pas l'égalité véritable.

Je m'explique : Si on vous propose un poste par principe de parité, ou de discrimination positive, vous aurez toujours un doute « suis-je la personne qui a la compétence pour l'assumer, ou bien se contenterait-on de ce que je pourrai faire parce que je suis une femme, un black, un beur ». Vous ne le saurez jamais. Elle jette aussi l'opprobre sur vous, en soulignant que vous êtes différent de celui que l'on aurait souhaité embaucher. Seuls les compétences, les diplômes et/ou l'expérience devraient justifier des différences. La parité engendre pour beaucoup de femmes (surtout en politique) ayant obtenu un poste grâce à cette loi, le complexe de l'imposteur. Elle leur donne le sentiment d'être un alibi de bonne conduite et les oblige à fournir encore plus d'efforts et de travail pour faire reconnaître leurs compétences. Elle engendre pour des hommes compétents, un sentiment de frustration.

Tout en ayant le droit de reconnaître des exceptions logiques, ou des « exceptions de bon sens » comme dans le mannequinât, le cinéma, le théâtre, etc.... pour le sexe, la morphologie..., l'accessibilité d'un échafaudage à une personne handicapée pour des raisons de sécurité , etc... C'est aussi le droit de celui qui embauche. La sympathie et l'antipathie fonctionnent malheureusement à ce niveau dans les deux sens. Il est difficile de travailler avec quelqu'un que vous n'appréciez pas.

Bien appliqué le droit au choix ne conduit pas forcément au droit à la discrimination. La véritable égalité n'aura lieu que lorsqu'hommes et femmes cesseront aussi bien dans le travail qu'en politique, à faire référence à la vie privée pour déstabiliser leur interlocuteur. Elle ne sera réelle que lorsqu'on aura pris conscience que chacun, qu'il soit homme ou femme a le droit de faire ce qu'il souhaite de sa vie sans que lui soit imposé un dictat par un autre sexe ou par une minorité agissante.

La véritable égalité ne sera possible que lorsqu'il existera une véritable politique de la famille avec des moyens et des structures capables de libérer des obligations du quotidien les hommes et femmes qui ont charge de famille. Elles permettront de s'engager dans des choix où les contingences quotidiennes n'interféreront plus (charge de famille, éloignement ...) mais qui seront l'aboutissement d'un véritable souhait.

La véritable égalité sera, lorsqu'en lieu et place d'une proposition de loi où il était dit : « les époux n'ont pas à s'immiscer dans les choix personnels des femmes à l'égard de leur santé »⁷ on lira « le conjoint n'a pas à s'immiscer dans les choix personnels à l'égard de la santé, de la religion, de la liberté de penser, de s'exprimer de celui ou celle avec qui il partage son existence ».

La véritable égalité n'est pas dans notre devenir tout au long de notre

⁷ Programme législatif de l'UMP aux élections présidentielles de 2007.

vie qui relève de choix personnels. C'est nous qui choisissons consciemment ou inconsciemment ce que nous deviendront. La véritable égalité sera dans l'accessibilité aux secondes ou troisièmes chances que nous aurons, dans la possibilité de changer notre parcours. L'égalité sociale entre individus et l'égalité des chances ne se retrouvera pas dans une utopie faisant de nous des êtres clonés. Ce sont nos choix qui auront fait que nous serons pauvres ou riches, bien ou mal dans notre tête, pantouflard ou aventurier. Mais l'égalité exige de la part de l'État, que tous ses citoyens aient droit aux mêmes chances, avec des lois qui soient les mêmes pour tous, afin de faire de notre vie ce que nous en souhaitons, car c'est nous qui choisissons ce que nous serons et ce que nous en ferons. L'État ne peut faire les choses à notre place, mais il doit nous en fournir les moyens.

3) La fraternité

Au lieu de parler de fraternité, je préférerais entendre solidarité, identique à celle d'une famille unie dont les membres ont des caractères différents. La fraternité est un concept encore plus complexe que la liberté ou l'égalité, notre égoïsme primant souvent sur la solidarité. Les acquis sociaux se font souvent au détriment d'autres classes sociales ou d'autres corporations, engendrant une incompréhension et une rancœur légitime de la part de ceux laissés sur le bord de la route. Il est injuste, pensent-ils, que tout le monde n'ait pas la retraite au même âge. C'est oublier la pénibilité ou le danger d'un travail. Pourtant si on regarde de plus près, la somme de travail n'est-elle pas aussi pénible pour une femme seule ayant charge d'enfant avec plus de trois quart d'heure de transport/aller plus le retour pour assumer un emploi de secrétaire. Pourtant, si elle travaille dans le privé, elle ne pourra pas prendre sa retraite avant 65 ans (ou sous conditions de durée d'assurance entre 60 et 65 ans)

Pour qu'une société soit puissante, il faut qu'elle soit solidaire, unie.

Les syndicats⁸ en sont la preuve, puisqu'on leur demande pour prouver leur légitimité, de démontrer qu'ils sont capables de mobiliser non seulement leurs adhérents, mais aussi le reste de la population. Les citoyens, de leur côté, participent à la solidarité par le prélèvement des impôts que l'État redistribue, soit en travaux au bénéfice de la collectivité, soit en aidant les plus démunis.

Cela ne doit pas nous empêcher de nous prendre par la main. Rien, n'est plus individualiste, ni plus égoïste que l'Homme. C'est le plus souvent du chacun pour soi. C'est une constatation dont il faut tenir compte et c'est ce qui fait notre faiblesse. Combien de personnes âgées sont mortes, seules, abandonnées, l'été 2004, sans même personne pour réclamer leur corps. Cela a été reproché au gouvernement en place, et les ministres n'ont pas osé nous rappeler que c'était notre voisin de palier, notre parent, qui était là et qui est mort sans une main charitable pour le secourir ? L'état ou les représentants d'une association doivent-ils être là pour nous assister dans chaque fait et geste quotidien ? NON, sinon nous devenons nous même des assistés, non des êtres responsables de nos actes.

Nous avons besoin de sécurité physique, morale.

L'état est censé nous assurer la sécurité du sol avec l'armée, la douane, la police. Après les attentats perpétrés sur notre sol durant l'année 2015, le gouvernement a jugé nécessaire de décréter l'état d'urgence en matière de sécurité interne. Pourtant les lois à sa disposition étaient suffisantes si elles avaient été bien appliquées.

Sécurité physique et morale sont indissociables, mais il est triste de constater que nous ne la retrouvons pas forcément dans notre environnement familial ; violences conjugales, violences sur personnes âgées, violences sur enfants. Ici, comme ailleurs, la

⁸ La représentativité d'un syndicat : <http://www.neovote.com/syndicat-elections-professionnelles-du-personnel-dp-ce.php5>

sécurité commence par le respect de l'autre.

Nous avons besoin de justice sociale, financière

Il ne faut pas confondre la Justice des tribunaux avec la justice sociale que tout individu recherche dans ses idéaux ou dans ses besoins. La justice est un besoin impératif. Elle est le point de départ, non seulement de l'égalité entre citoyens mais aussi des chances de chacun. Elle est le fait de donner à tous en général et à chacun en particulier, les mêmes droits et les mêmes devoirs, et non des privilèges de toutes sortes. Y a-t-il une justice lorsqu'un Homme qui travaille se retrouve « SDF »? Y a-t-il une justice lorsqu'un retraité n'a pas de quoi vivre décemment ? Est-il juste qu'une catégorie paie pour pouvoir polluer et que les autres subissent leur pollution ? L'individu se révolte devant ce qu'il considère à juste titre comme des injustices, parce qu'à force de légiférer des exceptions, on parvient à des non-sens et à des citoyens que l'on rejette. Le citoyen réclame que la justice « équitable » de la loi lui permette de pouvoir vivre décemment par ce qu'on peut appeler « l'égalité des citoyens ».

La société évolue au cours des ans et modifie ses codes. C'est ainsi que la société française a décrété que la femme « qui ne travaille pas et s'occupe de son conjoint et de ses enfants » n'a pas de statut social, alors qu'elle accomplit un travail à plein temps. Il lui faudra l'aide de son mari ou de son compagnon pour un crédit, un logement. C'est ainsi que la société a décidé qu'une personne qui ne gagne pas trois fois le montant de son loyer ne peut trouver à se loger. C'est dans le maintien jusqu'à l'intolérance de certains de ses usages que l'état et les Français oublient fraternité, justice, et solidarité.

Nous avons besoin de rituels, de repères

L'individu est attaché à un besoin de rituels, de repères, de

références. Le lever et le coucher du soleil ont été ses premiers repères, ainsi que le cycle des saisons. Aujourd'hui, nos repères sont devenus des habitudes, qu'ils soient :

- Calendaires : semaines de 7 jours, fêtes nationales, Noël...
- Familiaux : fête de famille, naissance, mariage, décès
- Organisation du travail où il a été mis en place des protocoles

Il en est de même pour les repaires quotidiens individuels auxquels nous sommes attachés, qui tiennent autant aux habitudes qu'au rituel, ou aux petites manies, que ce soit au réveil, pour le repas, la façon de s'endormir.....

Le ciment d'une nation et notamment celui de la France n'est pas seulement dans sa langue, son drapeau ou son hymne national, il se retrouve aussi dans ses rituels ; défilé de la fête nationale, organisation des élections, intronisation du chef de l'état, commémorations, arbre de Noël Les grands événements doivent suivre un rituel, comme dans une famille. Ils représentent pour le citoyen des symboles forts.

L'importance de la mode.

Si le mode vestimentaire représente la liberté de s'exprimer dans un pays où la liberté d'expression est autorisée, elle a été à travers les siècles le reflet des couches sociales et la marque du pouvoir. Les codifications vestimentaires sont les marques de qui vous êtes, ou bien, dans certaines sociétés, de ce que vous voulez ou devez paraître. Sous la royauté, les talons rouges représentaient l'appartenance à l'aristocratie. Au XXI^e siècle, dans beaucoup de pays, les tenues traditionnelles sont remises au goût du jour pour plus de praticité, mais sans adopter « la mode ». Elles redéfinissent dans ce sens le refus à une mondialisation sans identité. « Je suis japonaise en passant le kimono », « je revendique l'appartenance à une religion

en me voilant », « je copie et je m'identifie aux européennes en m'habillant en minijupe ». Un refus de la société occidentale, sa morale et ses coutumes ou le contraire. Mais s'il est légitime que l'on interdise burqa et niqab qui cache le visage, doit-on condamner le hijab qui est une référence à la religion, si l'on autorise la kippa des juifs ainsi que les habits monastiques pour les prêtres, religieux et religieuses dans la rue et les lieux publics ? Là est toute la question de la laïcité et du vivre ensemble.

N'oublions pas le faste, le luxe, le rêve.

Et j'entends cette voix qui me hurle : « L'argent pourrit tout. Regardez les politiciens, les patrons, tous ceux qui ont du fric. Tous des pourris ».

Alors, pourquoi engraissez-vous la Française des Jeux ? Qui ne rêve un jour de gagner au loto ? Il n'y a jamais eu autant de participants aux jeux d'argent. Malgré tout ce que l'on dit ou voudrait nous faire croire, nous avons besoin de rêve. Il n'est que de voir l'engouement des lecteurs pour la « presse people », sur les us, gestes et faits des aristocrates, des vedettes, des politiques en smoking et robes du soir pour deviner à quel point le faste, le luxe, la beauté, font rêver.

Les publicitaires avec les études marketing l'ont bien compris. Ils présentent à travers les pubs retouchées de très beaux mannequins, des sportifs, des villas de rêve. C'est le rêve qui fera vendre un produit finalement très ordinaire. En septembre 2007, une affiche considérée comme choquante, représentant le corps nu d'une femme anorexique a dû être retirée. Elle ne faisait pas rêver. Elle dénonçait au contraire une réalité dérangeante.

Sait-on jamais demandé quelles étaient pour chacun de nous les définitions de la pauvreté, de la richesse et du luxe ?

Si pour certains, le luxe, est de manger du caviar tous les jours, car il est synonyme de faste, somptuosité, magnificence, avec une manière de vivre coûteuse et ostentatoire, pour d'autres ce sont les moments que l'on a pour se permettre d'apprécier certains instants ; celui de jouir du silence pour une personne vivant habituellement dans un environnement bruyant, ou pour d'autres, celui de vivre dans une caravane, pouvant ainsi se déplacer au gré de ses envies. En fait, le luxe se décrit pour la plupart d'entre nous par ce qui nous fait rêver, c'est-à-dire par la sensation de ce qui nous manque le plus physiquement ou moralement.

Avoir beaucoup d'argent sur un compte en banque, dans un coffre ou dans des placements financiers, ne sert pas à grand-chose. On ne l'emporte pas avec soi dans la mort. Certaines personnes qui sont riches au regard des autres, ont l'impression de ne pas avoir assez d'argent pour vivre comme elles le souhaitent. D'autres se sentent à leur aise avec un SMIC. Pourtant, nous serons toujours pauvres par rapport à quelqu'un, mais nous sommes riches par rapport à une grande partie de la population mondiale.

J'ai lu un jour que Marguerite Yourcenar, lorsqu'elle envisageait d'acheter quelque chose dans un grand magasin, se posait la question suivante : « serais-je plus heureuse quand je posséderais cet objet ? » L'achat de cet objet n'étant pas indispensable, il était un luxe, mais contribuait-il pour autant à la rendre plus heureuse, à son bien être ? Elle se posait donc la question, l'achat compulsif étant un leurre.

Nous recherchons tous une qualité de vie

A part quelques voix s'élevant contre ce postulat, on pense que la croissance économique engendre une meilleure qualité de vie. Or, qu'entend-on par qualité de vie ? Un état de bien être physique, psychologique et social contribuant à rendre l'existence aisée et agréable. Il ne correspond pas forcément au fait d'avoir plus

d'argent. On peut le trouver aussi dans notre environnement, dans notre manière de vivre. Une ville propre, agréable à vivre, où l'on peut sortir le soir sans problème, contribue à rendre l'existence agréable.

Selon la conception que l'on se fait de la qualité de vie, certaines populations amazoniennes pourraient avoir une meilleure qualité de vie que nous. Pas de stress, pas de travail obligatoire, chasse, pêche, cueillette suffisants à la nourriture Pour d'autres, il faudra piscine, sauna, femme de ménage et jardinier.

Ce n'est donc pas forcément lorsqu'il y a croissance économique, que l'on trouve la qualité de vie, mais suivant l'idée que l'on s'en fait. Il est vrai, qu'à force de voir les choses, on ne les regarde plus, qu'elles soient positives ou négatives. On s'y adapte. Pourtant deux conditions sont indispensables au maintien de cette qualité, subordonnées aux besoins : sécurité, justice, santé

- Respect de notre environnement,
- Respect des autres,

L'Homme et l'appât du gain.

Lorsque ces besoins vitaux sont assurés, les besoins matériels entraînent certaines dérives sur lesquels il faut se pencher, dérives financières, abus de pouvoir

L'appât du gain en est une. L'appât du gain n'a rien à voir avec l'épargne de Mr ou Mme Toutlemonde au sens d'une épargne raisonnable et raisonnée qui permet d'acheter une maison ou de prévoir une rente pour sa retraite.

L'appât du gain conjugué au progrès et à la démocratie, a permis la dérive du capitalisme libéral et a ainsi faussé une économie mondiale

en autorisant des financiers professionnels et amateurs, à spéculer en bourse. De même en thésaurisant plutôt qu'en investissant directement dans l'outil de production, ils empêchent l'argent de circuler. C'est ce côté sombre de l'individu, qui guidé par son intérêt personnel, vend ses stock-options juste avant d'annoncer qu'elles ne valent plus rien. C'est cet appât du gain qui autorise des montages financiers au détriment des citoyens. C'est lui qui va créer des bulles financières, c'est lui qui a, en autre, créé l'effondrement de la Bourse. C'est l'appât du gain qui permet à une partie du globe d'avoir des greniers qui regorgent et à l'autre de mourir de faim.

L'appât du gain peut aller jusqu'à transformer un individu en « délinquant en col blanc » avec la corruption et les « pots de vin ». La société sait qu'elle doit lutter contre les dérives, par souci de justice, mais aussi en raison du principe : « Et si tout le monde faisait la même chose que ce passerait-il ? ». Un état corrompu, où seuls les riches auraient des droits et des avantages qu'ils auraient monnayés ?

L'Homme et le besoin du pouvoir

Ah ! Le pouvoir ! L'exercice du pouvoir a toujours fasciné les hommes. En fait c'est lui qui mène le monde. Depuis sa naissance, l'Homme essaie d'exercer son pouvoir. Les pleurs du bébé ont un pouvoir sur son entourage et il apprend vite à s'en servir. Plus grand, c'est dans les cours de récréation, qu'il essaiera d'exercer son pouvoir. L'aîné exercera son pouvoir sur le petit frère ou la petite sœur. Que ce soit dans le cadre de la famille ou du travail, consciemment ou non on essaie d'être supérieur à l'autre. Le pouvoir de tout individu devrait rimer avec responsabilité. Or le pouvoir va fréquemment avec le sentiment d'ego supérieur, de potentat dictatorial. « Je règne, donc on me doit obéissance, aux autres de se débrouiller et de me servir ; je n'ai aucun devoir, que des droits ».

C'est pourquoi trop souvent pouvoir et violence vont de paire. Que

se soit violences conjugales, harcèlement moral, harcèlement sexuel, agressions verbales, physiques Ces différentes agressions en sont les manifestations. L'Homme agit agressivement pour provoquer l'obéissance par la peur chez sa victime afin d'assurer son pouvoir. Les tortionnaires le savent bien. Si l'Homme n'a plus d'autre but que celui d'attendre avec la peur au ventre, le retour de son bourreau, il est à la merci de celui-ci.

Quant aux jeunes délinquants, c'est leur façon à eux de faire savoir qu'ils sont là. La répression n'est pas forcément la bonne solution. Elle est la dernière solution. Elle ne fait qu'ajouter la rancœur à la violence. Lorsqu'ils regardent autour d'eux, ces gosses ne voient que des « cages à lapins », sales, mal entretenues, des parents qui vivent des aides de l'Etat et qui en vivent mal, une éducation que les parents ne peuvent assumer, une instruction pour laquelle ils ne sont pas motivés, une télévision et des journaux qui leur montrent les extravagances des « peuples ». Alors, ils rajoutent les voitures incendiées, la drogue, le vol, les viols, le racket parce qu'ils ne connaissent que la violence pour asseoir leur pouvoir. Cette prise de pouvoir, notamment dans les grandes cités, s'est développée en même temps que la suppression du service militaire obligatoire, qui était un brassage social et contribuait à l'insertion ainsi qu'au rituel du passage de l'adolescence à l'état d'adulte.

Mais c'est un faux problème de citer nominativement les grands ensembles immobiliers, sur lesquels on focalise, avec comme prétexte la pauvreté, l'immigration. La violence est partout, parce qu'elle fait partie de la prise de pouvoir. Le pouvoir ne veut pas qu'on lui tende la main, puisqu'il est le pouvoir. Il n'y a plus que les garçons qui soient violents, les filles aussi le deviennent. Certains jeunes ne souhaitent pas prendre la main qu'on leur tend, parce qu'ils sont sortis du circuit économique « normal » et rentrés dans un circuit économique « parallèle » qu'ils jugent beaucoup plus rentable pour eux.

Le citoyen demande à l'État, par l'intermédiaire de la loi, des repères pour définir les limites du pouvoir des gouvernants et de ces concitoyens, car tous les moyens sont bons pour exercer ce pouvoir. Il pense trop souvent, que ce pouvoir sera limité pour les autres, mais pas pour lui. Le pouvoir règne, soit par le contrôle des organismes de l'état, la hiérarchisation, le niveau des revenus, l'éducation, soit par la séduction, le charisme d'un individu, soit par l'agression. Il règne aussi par l'intermédiaire de l'argent, de la corruption, dans le cadre d'un état ou dans le cadre d'un groupe marginalisé hors de la société de droit, (maffia, sectes, certaines bandes de jeunes...). Tout s'achète, et il faut avouer que nous sommes tous achetables moralement ou matériellement, à quelque niveau que ce soit, depuis la mère qui cède par lassitude devant les demandes répétées de ses enfants, au gouvernement d'un état qui « négociera » de très grosses ventes, des achats de matières premières, de matériels, ou des aides.

Dans certains pays islamistes ou musulmans, règne une autre forme de pouvoir. Le pouvoir est inquisitorial, comme celui qui régna dans nos régions jusqu'en 1560. Le pouvoir des Hommes agit au nom de l'autorité d'Allah, et se réfugie derrière Lui, pour justifier leur domination. Certains autres gouvernements exerceront leur pouvoir en se maintenant si ils sont contestés, avec des régimes de plus en plus policiers, puis militaires.

Le pouvoir peut aussi se transformer en contre-pouvoir qui est lui-même un pouvoir. Grève, contestation, en sont les signes. Mais il en existe un autre aussi efficace : le « tire-au-flanc ». Si le pouvoir s'exerce par la hiérarchisation, trop de niveaux de hiérarchisation diluent le pouvoir, par le pouvoir du « tire-au-flanc ». Plus il a y de niveaux, puis nombreux sont les « tire-au-flanc » et moins le pouvoir s'exerce. Dans ce cas, la hiérarchie pense rétablir le pouvoir par un management agressif qui engendre stress et peur.

OU EN EST NOTRE SOCIETE ?

**La mondialisation est un jeu de poker menteur
dont le pouvoir est l'enjeu
et les populations, les jetons**

Idées reçues et réalité

La France est accusée d'immobilisme. Or, bien des choses ont changé depuis la création de la Ve République en 1958 qui régit la structure étatique de la France et mai 68 qui a « fait valser les soutiens-gorge par dessus les balcons » grâce à :

- La liberté de circulation des marchandises et des voyageurs à travers l'Europe et dans le monde.
- La rapidité des transports.
- L'informatique et la robotique qui accélèrent l'émergence d'autres découvertes.
- Une information qui nous parvient depuis les antipodes au moment où elle est émise par l'intermédiaire des médias, de la télécommunication, de la satellisation.
- La médecine qui nous permet de vivre plus longtemps (la moyenne française est passée de 70 ans en 1968 à 78 ans pour les hommes et 85 ans pour les femmes en 2010)
- La prise en charge par les femmes de leur fécondité.

Comme pour tout, il y a le revers de la médaille. La croissance économique et le progrès dont nous avons profité pendant les 30 glorieuses sont devenues des drogues. Plus nous en avons, plus nous en voulons. Nous sommes tous des drogués. Des drogués de la consommation. Des drogués des dépenses énergétiques (voiture/essence, chauffage/électricité, chauffage/fuel, éclairage provenant de diverses énergies fossiles). Nous travaillons plus pour pouvoir nous les payer. Les lobbys qui ne pensent qu'à engranger de l'argent font de nous des esclaves consentants. C'est pourquoi nous avons l'impression, et ce n'est pas seulement une impression que notre pouvoir d'acheter s'amenuise, parce que pour rester dans la course, nous avons besoin du dernier écran de télévision à haute technologie, du portable de dernière génération, du PC le plus performant, des fruits et légumes hors saisons qui viennent des antipodes, des soins qui font de nous des personnes âgées alertes. Parce que notre éducation n'admet plus la frustration que le marketing développe avec les publicités de rêve.

Avec le progrès, nos besoins personnels ont évolué. Dans les années 50, nos parents et grands-parents étaient satisfaits avec un appartement sans salle de bains, seulement un lavabo dans un coin, le téléphone fixe, les légumes de saisons. La moyenne d'âge des français était de 65 ans, en même temps que l'âge de la retraite. Ils respiraient, parce qu'ils venaient de traverser une guerre avec tout ce que cela comportait de sacrifices et de restrictions. On était moins stressé. Nous n'étions pas encore entrés dans la société du jetable. Ils réparaient, ils raccommodaient, ils transformaient, ils gardaient « parce que cela pouvait servir un jour ». Le pouvoir d'achat était en relation avec les besoins et les envies. Le crédit n'était pas entré dans les mœurs. Avec la société de consommation, nous sommes passés à la civilisation de l'éphémère.

En réalité, notre pouvoir d'achat a augmenté avec les années, mais nos besoins ont évolué et notre « pouvoir d'acheter » n'est plus en rapport avec nos envies de techniques et de confort. On ne peut tout

payer, le loyer ou l'achat de la maison, les intérêts des crédits, la nourriture, les complémentaires de santé, prévoir la retraite, les impôts, les vacances, les transports, l'entretien et les réparations de la voiture, les assurances, et même le petit resto où l'on aimerait bien manger de temps à autre. Nous sommes contraints la plupart du temps à dépenser plus que nous gagnons, parce que nous avons ajouté à nos besoins de base, dont se contentaient nos grands-parents, des besoins indispensables qui coûtent chers, et qui sont justifiés par l'éloignement du lieu de travail ; voiture, accès à Internet, téléphone portable, devenus obligatoires pour travailler.

Selon une étude réalisée en 2014 à partir des données collectées sur le site Panoranbanques entre les mois d'avril 2013 et mars 2014. deux Français sur trois sont à découvert au moins une fois par an. ⁹
« Ainsi, 51% des Français qui effectuent des versements mensuels supérieurs à 3 000 euros sont en dépassement de découvert autorisé au moins une fois par an ».

Comme pour chaque grande avancée technique, les modes de communication et Internet ont changé notre mode de vie. Ne clamons pas, que c'était mieux avant et vouloir revenir en arrière. C'était différent. Comme à chaque grande révolution industrielle, la société est obligée de se remettre en cause. Le numérique a changé notre vie. La recherche a engendré le progrès et le progrès a développé la croissance économique. Le progrès (qu'il soit technique, scientifique, médical) est une courbe exponentielle qui ne peut s'arrêter sans retour en arrière. Il est seulement plus rapide que notre adaptabilité culturelle, politique, sociale et individuelle.

Chaque avancée technique, chaque découverte scientifique a son côté positif et son côté négatif. Chaque progrès bienfaisant est, si on n'y prend garde, transformé par l'individu en arme. Les découvertes de Pierre et Marie Curie sont à l'origine de la radiographie des poumons

⁹ http://www.francetvinfo.fr/economie/votre-argent/deux-francais-sur-trois-sont-a-decouvert-au-moins-une-fois-par-an_713845.html#xtor=AL-79-%5Barticle%5D

de l'Homme,¹⁰ mais elles sont aussi le commencement des recherches sur la fission nucléaire. Les théories d'Albert Einstein sont à l'origine des centrales nucléaires, mais aussi de la bombe atomique. Le Net n'échappe pas à cette règle. Il nous permet une communication internationale en temps réel, il est une véritable encyclopédie nous renseignant sur tous les sujets, mais il peut être aussi le roi de la désinformation.

Avec les temps modernes, le progrès est devenu une idéologie, une obsession, une arme entre gouvernants, entre pouvoirs. On se sert du progrès pour tuer plus facilement son ennemi, pour asseoir sa souveraineté sur le monde. Le Général de Gaulle, dans son appel du 18 juin 1940, le souligne : « Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pouvons vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là. »

On exige plus de progrès, parce que le progrès engendre le pouvoir, la richesse d'un état. Cet essor doit engendrer théoriquement plus de bien être et de pouvoir d'achat. Pourtant, à chaque fois, il faut continuer à se poser des questions sur les effets d'un progrès scientifique qui pourraient avoir des répercussions problématiques et chercher à y répondre avant de mettre un produit sur le marché. Par principe de précaution ? Pas forcément, parce qu'à ce compte, la recherche scientifique et technique n'avancerait plus; mais pour anticiper. De la même façon, faut-il attendre pour se poser des questions sur des sujets tels que le clonage, la gestation pour autrui, la stabilisation des cellules sur l'humain, progrès indéniable qui risque de poser des questions de déontologie et d'éthique? Pourquoi faut-il qu'il y ait un drame, pour qu'une loi soit votée sans avoir débattu du sujet ? Sujets de société dits « délicats », qui nous toucheront tous, un jour ou l'autre. Il est regrettable de légiférer dans l'urgence, sous le coup de l'émotion. Ne vaut-il pas mieux légiférer en impliquant notre cœur, autant que notre sens moral, avant que des

¹⁰ Pour simplifier le raisonnement, et parlant en terme d'égalité, considérons que l'Homme avec un grand H représente la race humaine des deux sexes, qu'il soit homme ou femme

dérives irrémédiables ne se manifestent ? Il ne faut pas séparer le progrès de l'éthique. Il ne faut pas séparer le progrès du pourquoi et du comment, de ce que nous sommes et de ce que nous voulons devenir.

D'autres constats : démographie, un avenir sombre

Aujourd'hui, nous sommes sur la planète plus de 7 milliards d'êtres humains. Dans peu de temps, nous serons le double. La démographie est le principal critère dont il faudra tenir compte si nous souhaitons faire du développement durable ou plus sérieusement du développement soutenable. L'oublier serait une grave erreur.

Des statistiques prévisionnelles ont été établies qui nous prévoient un avenir sombre pour 2050. Le sachant, à nous d'en tenir compte.

- Doublement ou triplement des besoins alimentaires mondiaux
- De nouvelles utilisations des ressources végétales pour la production d'énergie et autres bio-produits 0,6 Mha en France en 2005, 7 Mha (million d'hectares) en 2050
- Une diminution de la Surface Agricole Utilisable (SAU)
 - En France: perte de Surface Agricole Utile (SAU) -3Mha en 40 ans – Pour la planète: 0,5 ha/hab en 1950, 0,3 ha en 1990, 0,1 ha/hab en 2050

Lorsqu'on regarde ces données, nous devons penser sérieusement à revoir notre agriculture, notre urbanisme, en un mot... nos politiques de développement.

Croissance ou décroissance ?

La société est en mutation. Les places financières ne savent plus à

quel saint se vouer. Un des plus gros problème qui se pose est de se demander s'il est raisonnable ou non qu'un pays puisse se stabiliser durablement avec un taux de croissance négatif tout en étant productif. Toutes les réformes visant à la décroissance de la consommation seraient-elles de l'utopie ?

Parce qu'il est plus important de parler de la protection de notre planète et du partage de nos matières premières que du bénéfice de quelques multinationales qui ne sont même pas françaises. Or, qu'avons nous besoin ? D'une balance équilibrée, de rembourser la dette et d'aller vers le plein emploi.

Produisons des biens de qualité, durable dans le temps, et réparable. Nous produirons en moins grande quantité, mais ce sera le premier geste envers notre planète. Si nous produisons moins nous parlons forcément de décroissance puisque le PIB est calculé sur la valeur ajouté de la production. Autant la croissance peut être augmenté par l'apport d'une nouvelle technique, c'est-à-dire par la création d'un besoin, autant la décroissance peut s'effectuer par la suppression d'une charge sociale ou d'une technologie dépassée. Par exemple, si les ampoules « led » qui durent beaucoup plus longtemps qu'une ampoule à filament étaient vendus à un prix normal, leur achat ne compense pas pour l'entreprise le manque à gagner du non renouvellement de cet article, En même temps, cela entraînerait une chute du PIB, tellement minime il est vrai que l'on ne s'en apercevrait pas, mais additionné à d'autres exemples Calculez ! L'État est donc gagnant dans le « jetable » et le renouvelable.

Parce que les états ont toujours besoin de plus d'argent pour montrer leur puissance, les diverses commissions consultées ont répondu à l'unique question de comment faire redémarrer la croissance économique. Le politique a laissé la finance prendre le pas sur le devenir de l'Humain et de la planète, sans voir que l'agriculture intensive appauvriissait la terre, que les multinationales creusent une fracture enrichissant ces dernières mettant au chômage les salariés

des pays riches, sans enrichir la main d'œuvre des pays pauvres

Il faut donc prévoir sur le long terme. Un plan quinquennal ne suffit pas. Certains programmes demandent 20 ans et même parfois plus, pour être mis complètement en place. La disparition des pesticides dans les terres agricoles et dans les nappes phréatiques demanderont des années.

Croissance ou décroissance d'une économie ne concerne pas seulement les questions écologiques. Nous avons aussi un autre problème aussi important que le changement climatique et la réduction des gaz à effets de serre qui est celui de régler le problème de la fuite des capitaux qui sont la richesse d'un pays tout en garantissant la libre circulation et le libre emploi.

On est parti d'un vieux principe que ce qui rapporte le plus qui doit servir en premier. Ce principe n'est pas faux en soi, lorsqu'il est sur une petite échelle, par exemple l'échelle familiale, sauf que sur une échelle mondiale, certaines dérives ont fait que l'on prend en considération l'intérêt de la rentabilité de l'argent et non l'intérêt de la collectivité et de l'individu. A partir de là, on crée conflits sociaux, violence, pauvreté. Cela ne se réglera que par la confiance. Sans vouloir une révolution, c'est en mettant en place une nouvelle conception politique, que petit à petit l'on transformera les paramètres économiques. L'historique des sciences économiques nous le prouve. Depuis Aristote, les systèmes économiques ont changé plusieurs fois de visage.

Et un dernier constat, la spéculation de l'agro-alimentaire

Tous les financiers en sont conscients, les matières premières fossiles permettant la consommation énergétique ne sont pas illimitées. En est-il de même pour les matières premières agro-alimentaires ? Ils le pensent et l'affirment, aussi spéculent-ils dessus. C'est un pari qu'ils

prennent sur le futur portant sur l'évaluation entre natalité, longévité de l'humain et raréfaction future des biens de consommation produits par la nature grâce à une mauvaise gestion.

L'importance d'une prise de conscience. Nous sommes tous consommateurs !

Pour qu'un état perdure il lui faut une économie, et pour qu'il y ait une économie il faut qu'il y ait des consommateurs. Nous l'avons dit, nous sommes tous consommateurs. On pense que c'est celui qui est en haut de la pyramide qui a le plus grand pouvoir. On oublie trop facilement que celui qui est en bout de chaîne a en réalité, autant de pouvoir. S'il n'y a plus de moustiques et de mouches, l'hirondelle ne peut se nourrir, etc. C'est la prise de conscience du consommateur qui, en agissant seulement sur ses achats peut changer radicalement des états de faits. Si nous faisons attention à notre consommation, si nous refusons d'acheter certains produits, nous agissons sur l'environnement. Si nous refusons d'acheter la drogue, la contrefaçon, c'est aussi une façon d'influencer sur la baisse de la violence, de la délinquance. Ne pas oublier que la demande entraîne l'offre.

Les médias nous disent qui aimer, pour qui voter, qui détester, de qui et de quoi avoir peur, quoi penser. A nous de faire la différence entre la manipulation et la prise de conscience qui est une réflexion personnelle. Il est plus facile pour l'individu de croire ce qu'on lui dit, surtout si l'orateur a du talent. Combien d'hommes et de femmes ont élu démocratiquement un dictateur, croyant bien faire, croyant en une vie meilleure. Les premiers mois leur donnant souvent raison.

Proposition d'un projet de société intégrant le développement durable

La société idéale ?

Il n'y aura jamais de société idéale. Le pays des bisounours n'existe pas, chacun de nous ayant des demandes particulières et des opinions divergentes.

Le communisme était une utopie. Les dictatures, les mafias, les sectes, en sont d'autres, dues à la manipulation et à la prise de pouvoir d'une minorité infime qui se crée leur propre société au détriment de la majorité de la population. Parce que si nos besoins de but, de sécurité, de justice sont légitimes, ils en existent d'autres qui conduisent à des dérives : ce sont les besoins de pouvoir et de l'appât du gain. Malheureusement les Hommes ne sont assez passagers pour se raisonner et comprendre par eux-mêmes qu'ils ne peuvent pas tout avoir. Le beurre, l'argent du beurre et par surcroît la fermière, jeune et jolie, même s'ils en rêvent. De ce fait, ils créent par leur comportement égoïste du chacun pour soi, cette fracture sociale qui s'élargit de plus en plus et dont même les meilleures lois ne pourront venir à bout.

Par quoi commencer ? L'humain ou son environnement ? Les deux étant indissociables.

Des critères de base sont nécessaires à la définition du projet.

Jusqu'à présent développement durable et/ou écologie sont légiférés séparément de chaque étape des décisions politiques que ce soient lois, décrets, circulaires. Aucune de celles-ci ne sont pensées en intégrant développement durable et reconnaissance sociétale¹¹. Dans un projet de société intégrant ceux-ci il y aura des projets à court terme, à moyen terme et à long terme

Il devient indispensable d'instaurer l'état d'urgence sanitaire et social.

Intégrer le développement durable dans tous raisonnements

- Nous avons presque tous envie d'avoir des enfants ainsi que celui de vivre plus vieux en bonne santé. Il faut donc prendre en compte les notions de démographie, et de carte géopolitique en prévision du déplacement des populations causé par le dérèglement climatique, les catastrophes naturelles, ne serait-ce que dans notre propre pays.
- Toujours pour des raisons démographique, la gestion des matières premières qui ne sont pas inépuisables.
- Plus nous seront nombreux, plus notre environnement sera menacé. C'est un bien collectif où les égoïsmes non pas lieu d'être. Nous en profitons, aussi avons-nous le devoir de le laisser en bon état. La nature se modifie naturellement, par le déplacement des plaques tectoniques, l'érosion des côtes dues aux marées, l'éruption des volcans, etc., mais la nature panse elle-même ses plaies. L'Homme malheureusement contribue à certaines modifications, sans se soucier des conséquences, de l'enchaînement des causes et des conséquences. Bétonnage, domestication des cours d'eau,

¹¹Qui se rapporte aux divers aspects de la vie sociale des individus, en ce qu'ils constituent une société organisée

http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/societal_societale_societaux/73148

pompages et excavation dans le sol, milliards de tonnes de déchets à l'air libre, etc..... Gérer notre environnement est avant tout une question de bon sens et non de gros sous.

Réfléchissons avant de faire n'importe quoi que ce soit pour une grande cause ou un détail. Exemple : celui des ampoules à économie d'énergie très chères. On a supprimé les thermomètres à mercure car dangereux mais on autorise ces ampoules qui en contiennent.¹²

Prenons un autre exemple, le cas des chauffeurs de taxis qui se trouvent confrontés au numérique engendrant du travail au noir. Si je réagis comme nos politiques je ne chercherais qu'à trouver le moyen d'interdire U-Ber. Si je raisonne en incluant l'environnement, ceci peut donner cela.

Les taxis roulant à l'essence ou au diesel polluent. Plus il y a de circulation, plus il y a de pollution. Faut-il pour cela interdire les taxis ? Bien sûr que non. Les remplacer par des voitures électriques ? Se pose alors le problème des recharges. Reste la nouvelle technique des routes permettant de recharger en roulant. Mais combien de centrales en plus faudra-t-il ? Reste à se poser la question, qu'est-ce qui occasionne les embouteillages ? Trop de voitures ou pas assez de places de stationnement ? Pour trouver une place, l'automobiliste « tourne » pendant un bon moment en augmentant pour rien le flot de voitures.

Pour régler le problème des taxis en incluant l'environnement on pourrait arriver à cette solution :

¹² Le mercure des lampes fluocompactes a diminué, passant en quelques années de 12 mg à 4 mg (et souvent à moins de 2 mg en 2011) mais dans le même temps, le nombre de lampe a beaucoup augmenté. En France, bien qu'« aucun accident impliquant le mercure contenu dans les lampes n'a été enregistré par l'Institut de veille sanitaire (InVS) », la diffusion de ces lampes a reposé la question des risques liés aux vapeurs de mercure, en cas de bris, pour l'air intérieur, et via les filières d'élimination ou incinération pour l'air extérieur. Si les lampes étaient évacuées dans les ordures ménagères et incinérées, en considérant qu'une ampoule contient 5 mg de mercure, et qu'il y a en environ 30 millions, 150 kg de mercure seraient rejetés en plus des 6,7 tonnes déjà rejetés dans l'air (en 2007) selon le CITEPA. Or, la réglementation limite le taux de mercure dans les lampes (à 5 mg⁵⁷), mais n'a toujours pas produit de norme pour la teneur en mercure de l'air intérieur ou extérieur, tant pour une exposition de courte durée que pour une exposition à long terme.

- Interdire dans les grandes villes le stationnement. Tolérer le stationnement minute pour chargement et déchargement..
- Rendre toutes les rues « porteuses d'électricité » par induction.
- Que tous les taxis soient remplacés par des voitures électriques hybride. (si panne d'électricité, plus rien ne roule)
- Qu'il puisse y avoir plus de taxis (licences gratuites)
- Que les voitures avec chauffeurs (U-Ber) aient des plaques minéralogiques reconnaissables.
- Que l'État rachète les licences des chauffeurs de taxis lorsque ceux-ci cessent leur activité.

Il restera à résoudre les problèmes suivants : des places de parking, la production d'électricité.

Comme vous le voyez, rien n'est simple. Pour pouvoir arriver rapidement à des résultats il faudrait un état d'urgence sanitaire et social. Autrement cela ne prendrait pas cinq ans mais trente ans et encore si on y arrive.

Intégrer la « reconnaissance sociétale » pour tous.

Nous sommes devenus des pions sur l'échiquier de la mondialisation. Replacer l'individu dans la société comme un membre que l'on reconnaît par sa seule présence et non comme un numéro de sécurité sociale ou d'INSEE est une priorité.

Chaque étape de la décision politique doit être pensée en tenant compte de sa portée sur TOUS les citoyens. Sans parler des SDF, la plupart de nos lois crée au fur et à mesure des exclus. Tous ceux qui « ne rentrent pas dans le système » sont des marginaux, plus nombreux que ce que l'on croit d'ailleurs. Parce que nous le devenons tous pour une raison ou autre. Dans le système sociétal actuel nous faisons tous partie à un moment ou à un autre d'une minorité ne rentrant pas dans le moule des réglementations. La

personne ne pouvant justifier d'un revenu trois fois supérieur à un loyer n'a pas accès au logement (ce qui se passe avec un SMIC et encore plus avec un temps partiel au SMIC), une autre à un emploi ou une formation n'ayant pas assez de jours comme demandeur d'emploi (et oui, il y a de quoi se demander si on rêve) etc. ...

Malheureusement, et c'est une question à laquelle personne ne peut répondre, nous ne naissons pas tous véritablement égaux, car potentiels et dons naturels ne sont pas répartis à égalité entre chaque individu. Puisqu'il existe des personnes plus ou moins intelligentes, plus ou moins douées, plus ou moins belles, c'est à la société de leur donner la chance de pouvoir cultiver et exercer ce qu'il a y de meilleur en chacun d'elles. S'il n'y a pas de possibilité d'accéder à l'égalité des chances, il n'y a pas de choix personnel possible - en correspondance avec nos capacités - permettant l'évolution de notre existence tout au long de celle-ci. Il n'y a que des choix imposés par des événements extérieurs ou par des critères sociétaux.

La socialisation de la petite enfance

L'intégration de TOUT individu à la société est une obligation, sans laquelle la vie collective serait insupportable, si chacun n'y mettait du sien. Pour cette raison, il existe une intégration collective à la société avec des lois, des codes réglant la vie communautaire.

La socialisation ou intégration est l'acte majeur dont dépendra toute la vie d'un adulte. C'est au biberon que notre inconscient se forme. C'est lorsqu'il accomplit ses premiers pas que cet enfant, qui deviendra adulte a besoin de connaître des marques et des repaires. Comme toujours un acte en entraîne un autre, qu'il soit positif ou négatif.

La nature est très bien faite, tant qu'on ne mêle pas la technique et la science à la nature. Tant que l'Homme vivait en symbiose avec la

nature, tant que les générations vivaient en commun, que l'âge moyen de la vie était peu élevé, il était plus que normal que les parents aient des enfants pendant qu'ils étaient jeunes. Les parents et grands parents étant là pour les conseiller, les aider à élever leurs enfants. La cohabitation des générations était le lien et l'expérience vécue. Si la société a évolué, la nature et l'horloge biologique des femmes n'ont pas changé . Par contre, le travail des femmes et la reconnaissance de l'égalité des sexes ont modifié les paramètres. Les mères et grand-mères et parfois les arrières grand-mères encore jeunes travaillent à l'extérieur, ou bien la distance géographique les sépare. Les enfants sont confiés au personnel des crèches, ou à des assistantes maternelles, qui les nourrissent, les soignent, leur font faire leurs premiers pas, mais ne peuvent avec la meilleure volonté du monde, leur donner ce lien qui va les relier à leur famille. Ces mêmes parents qui ont leur premier enfant sont souvent perdus, car ils sont devant un inconnu et ils n'ont plus cet entourage qui les aidait à surmonter cette épreuve.

Ces jeunes parents doivent chercher, expérimenter, trouver, se former leur expérience propre et souvent ils échouent. La société, que ce soit par l'intermédiaire des ascendants ou de l'État, se doit de les aider, de leur donner cette aide qui leur manque lors de la naissance de leur enfant car il est difficile ensuite d'affirmer une autorité à l'école auprès de certains enfants, quand, dans les trois premières années, ce même enfant n'a pas fait l'apprentissage du respect des autres.

Encore faut-il que ces parents puissent avoir la possibilité de choisir leur parcours de vie. C'est une priorité ! Une femme qui travaille n'est pas une mauvaise mère, mais pourquoi obliger une femme qui vient d'avoir un enfant de retravailler parce qu'elle n'a pas la possibilité financière et/ou carriérale de faire autrement ? Pourquoi en pénaliser une autre par l'obligation d'un arrêt de congé maternité alors qu'elle souhaite reprendre de suite son travail ? Pourquoi ne pas laisser le choix et les moyens pour un des parents, que ce soit le père ou la mère, d'élever leur enfant, en l'assimilant au statut

d'assistant(e) maternel(e) ? Leur faire suivre le même parcours de formation que pour ceux et celles dont c'est le métier, ainsi que le suivi. D'autre part, donner les structures nécessaires pour laisser la possibilité matérielle et morale à celles qui travaillent à l'extérieur, de pouvoir le faire sans soucis majeur de garde d'enfant. La liberté d'avoir ou non un enfant commence avec la liberté du choix de comment élever celui-ci.

Nous avons parait-il, la meilleure politique familiale, ce qui fait que nous avons, avec l'Irlande, la meilleure natalité d'Europe. En Allemagne, 40% des femmes n'ont pas d'enfant parce qu'elles souhaitent faire passer leur carrière avant la famille. Encore faut-il que notre politique ne soit pas seulement une politique de natalité, mais qu'elle soit aussi une politique d'égalité et de liberté.

L'éducation et l'instruction

Il serait temps de changer profondément certaines de nos idées, autant en théorie qu'en pratique, notamment celle de l'emploi avec le « droit au travail » et à la formation tout au long de notre vie.

Si nous sommes solidaires depuis notre naissance, puisque nous sommes consommateurs, notre participation à la société commence réellement avec l'entrée en maternelle. C'est aux éducateurs, professeurs, formateurs, qu'il revient la lourde charge de donner à partir de l'accession au savoir, une chance à tous, tout en respectant l'identité, les dons, les capacités et les désirs de chacun. La place de l'enseignement, qu'il soit général, technique, manuel a indéniablement la place la plus importante de notre existence, car c'est elle qui fait de nous les citoyens que nous sommes. A ce titre, les professeurs et les maîtres, j'insiste sur ce dernier mot, car il a ici toute sa signification, doivent avoir notre respect, qu'ils fassent partie de l'éducation nationale ou du privé, de l'entreprise ou de personnes que l'on rencontre au cours de sa vie, car ils nous

transmettent leur connaissance, leur savoir et leur savoir-faire. A ce titre, je dis merci à tous mes maîtres.

L'enseignement avec la formation initiale et continue sont indissociables de l'emploi. C'est lui qui nous donnent notre savoir faire, notre compétence. Nous nous instruisons pour pouvoir exercer un métier, une profession, mais c'est la pratique par l'intermédiaire de l'emploi, qui donne l'expérience et qui oriente in fine nos nouvelles demandes de savoir. A force de se l'entendre dire, l'individu s'est senti dévalorisé par ce que certains ont surnommé « les petits métiers », qui sont si utiles à la communauté. Nos aïeux disaient à juste titre : « Il n'y a pas de petits métiers, ni de sots métiers, mais de sottes gens, pour avoir un pareil discours ». On a autant besoin d'artisans, de cantonniers, que de professeurs, ou de chercheurs. Ces métiers et « services » et non ces « boulots » doivent être revalorisés. Ainsi le préadolescent pourra sélectionner les filières scolaires vers lesquelles il souhaite s'orienter. A l'heure actuelle, s'il lui est tellement difficile de trouver un emploi à la sortie de l'école, c'est qu'il ignore totalement le métier qu'il souhaite exercer et encore moins les nombreuses filières qui en découlent.¹³ Un panel commenté de la diversité des professions¹⁴ éviterait à beaucoup d'enfants de s'ennuyer dans des cours dont ils ne voient pas l'utilité, puisque l'école est pour eux une obligation, non un tremplin pour un but ou un idéal. Car il faut admettre que les difficultés que rencontrent certains enfants viennent non seulement des programmes, de la relation enseignants / enfants, mais aussi des

¹³ Le sociologue Louis Chauvel dénonçait "le sacrifice des jeunes". "Les nouvelles générations connaissent une désespérance profonde et leur soutien au système se délite progressivement : les adolescents des banlieues voient qu'ils n'ont rien à attendre ; les étudiants en licence constatent que leurs diplômes ne leur donnent pas la place que leurs parents auraient eue avec un baccalauréat". Les étudiants ne souffrent pas que de difficultés d'orientation. Ils sont d'abord victimes de l'inflation scolaire qui diminue fortement la valeur de leur diplôme et les contraint à des études de plus en plus longues sans forcément décrocher de diplôme ou de perspectives d'emploi intéressantes.

¹⁴ Les ROME (fiches descriptives des métiers) devraient être non seulement à disposition, mais aussi commentées.

enfants eux-mêmes : désintérêt pour le cours, manque d'attention, pas l'envie, n'aime pas le professeur...

La formation tout au long de la vie depuis la maternelle jusqu'à la fin de notre vie active, - la retraite n'étant pas un arrêt de toute activité, - devient une obligation, non seulement formulée par un désir politique, mais surtout par un constat de nos besoins engendré par notre société. Elle nous permet d'évoluer, de ne pas nous couper du monde social et de nous adapter aux nouvelles techniques. Quant à ce que nous voulons apprendre, et jusqu'à quel niveau, cela doit rester un choix personnel, et non imposé par des plans de formation ou des orientations trop précoces.

La petite voix me pose une question : L'école travaille-t-elle pour la société, l'enfant ou pour elle-même ?

L'école a, depuis les années 60, subi bien des aménagements et des réformes, qui, sans mettre en cause le dévouement et les compétences des enseignants, a du côté administratif et pédagogique bloqué complètement son dynamisme. L'éducation nationale travaille-t-elle pour faire des universitaires laissés sur le carreau, ou bien pour faire, des enfants qui lui sont confiés, des adolescents et des adultes qui seront « bien dans leur tête et leurs baskets » ? L'on en revient toujours aux orientations qu'il faut définir lorsqu'on souhaite parler d'égalité. Est-ce le développement des compétences que l'on recherche ou celui du « clonage » ? A vouloir faire de l'égalité à tout prix, à vouloir mettre tout le monde dans le même moule, pour que les enfants puissent « suivre », on tire vers le bas, par un système d'uniformisation sans tenir compte des souhaits et des aptitudes de chacun. Ou bien on parle de l'égalité des chances tout au long de notre vie, qui prend en compte l'identité de l'individu et qui créera forcément des inégalités intellectuelles et par suite des inégalités sociales ? Ou bien on montre du doigt les lacunes au lieu de développer et de faire fructifier le potentiel qui est en chacun de nous ?

Il ne faut pas confondre éducation et instruction. Les deux termes sont trop souvent mélangés. C'est l'éducation qui en associant socialisation et savoir vivre inculque les valeurs d'éthique et de citoyenneté. C'est l'instruction qui apporte une culture, un métier, un savoir-faire. C'est en associant les deux que l'on donne les moyens aux futurs adultes que sont nos enfants de devenir des citoyens responsables. C'est avec l'éducation et l'instruction réunies que l'on peut lutter contre la délinquance des jeunes.

Suite à de nombreuses réformes, l'Education Nationale a perdu, du côté programmation, ce côté éducatif et ne transmet plus que l'instruction. Ce n'est pas en introduisant ce qu'on appelle des leçons de morale, qu'on rétablira ce qui est un ensemble de paramètres commençant par le respect des autres. Mais comment les enfants peuvent-ils respecter les autres quand leurs parents ne commencent pas par respecter les enseignants, ni très souvent leur conjoint¹⁵ ? Une reconnaissance de l'école et des professions de l'enseignement est nécessaire et urgente afin qu'on accorde plus de respect, à ceux qui délivrent le savoir. Qu'un maître ou un professeur ait une véritable autorité qui soit reconnue non seulement par les enfants, mais aussi par les parents. Que leurs décisions ne soient plus contestées directement par ceux-ci. Il faut protéger nos enseignants. Il y a pour cela une hiérarchie qui doit s'interposer entre les parents et les enseignants. Ceci étant le premier point qu'il faut aborder, avant de parler de réforme de l'enseignement, car il ne peut y avoir

¹⁵ « Une agression sur deux à lieu à la maison. Selon l'enquête publié hier par l'Observatoire de la délinquance, 1 750 000 personnes, soit 5,6% de la population française de plus de 18 ans ; disent avoir été agressées au moins une fois physiquement ou sexuellement en 2005-2006. Et dans près de la moitié des cas, l'agression survient au sein du ménage. Pour Alain Bauer, président de l'OND, cela « démontre qu'il y a autant de violence à l'intérieur qu'à l'extérieur de la famille. C'est un élément dont on avait une très faible connaissance. » Près de la moitié des femmes victimes de violences conjugales ont déclaré aux enquêteurs « avoir subi des dommages psychologiques importants ». Quelques 9% des personnes violentées à domicile ont porté plainte pour agression physique, et 5,5% pour agression sexuelle. »

(20 Minutes du 13 novembre 2007) *NDR : Une constatation. Ce sont des enseignantes femmes qui sont le plus souvent agressées. Y a-t-il cause à effet ?*

d'enseignement efficace que si ceux qui transmettent le savoir et le savoir faire le délivrent dans de bonnes conditions.

L'éducation reste à l'heure actuelle, à la seule charge des parents, souvent dépassés par les événements, alors que les enfants passent plus de temps à l'école, avec les maîtres, qu'en compagnie effective de leurs parents. Ces mêmes parents, qui rentrent tard de leur travail le soir, fatigués, qui ont la préparation des repas, l'entretien de la maison, n'ont guère le temps de vraiment s'occuper de leurs enfants et de leur donner cette éducation dont ils ont tant besoin.

Scolarisation, formation et emploi

Suite à une étude de l'OCDE, sur la scolarisation et la formation en général, dans les pays à travers le monde, il en ressort que le système scolaire n'est plus adapté dans aucun pays, au travail, à l'entreprise et à l'économie en général. De plus, il ne faut pas se cacher derrière des mots et de belles phrases en langue de bois. Si la formation initiale (scolaire) est enseignée pour permettre à chacun d'avoir les bases d'une culture générale, elle est surtout enseigné pour permettre à la société toute entière d'en profiter par l'apport que chacun de nous peut faire à cette société en faisant accroître la productivité, et par là même le taux de croissance.

On ne dira jamais assez que l'emploi et la formation vont de pair. Nous en sommes d'ailleurs tous conscients. Mais on nous fait croire, que c'est grâce aux diplômes que nous aurons notre place dans la société, alors que nous avons tous DES compétences. On peut par exemple, échouer à un simple brevet, ne jamais passer son bac, mais savoir mieux qu'un bachelier parler une langue étrangère, qui peut ouvrir les portes à des emplois intéressants, pouvant par la suite, permettre une carrière, avec des formations ou des expériences complémentaires. Il est dommage que Pôle Emploi et la plupart des entreprises recrutent sur diplômes, non sur compétences. Seules,

certaines PME et PMI, ainsi que des entreprises individuelles osent aller à contre-courant et recherchent les compétences et non les diplômés.

S'il est important de savoir lire, écrire, compter, raisonner, (le manque de vocabulaire empêche souvent d'exprimer sa pensée ou de lire un livre qu'on ne comprend pas),¹⁶, ce n'est toutefois pas le diplôme généraliste ou trop ciblé, ne menant nulle part, qui est indispensable. Le diplôme n'étant que la reconnaissance d'un enseignement théorique, très vite oublié les trois quarts du temps. A combien de bacheliers la résolution d'équation à trois inconnues sert-elle au cours de sa vie ? A quoi sert de connaître Kant et Montaigne, si on n'a pas appris à se servir de sa propre capacité à raisonner, si on n'a pas les moyens d'évoluer parce que bloqué par des diplômés trop généralistes, trop spécifiques ou pas de diplôme et si on se retrouve au chômage ?¹⁷ A vouloir que tout le monde ait le BAC, celui-ci n'est plus à l'heure actuelle que la clé permettant la continuation des études. Il perd de son propre pouvoir par sa généralité acquise par un trop grand nombre.

¹⁶ 7 % de la population adulte âgée de 18 à 65 ans ayant été scolarisée en France est en situation d'illettrisme, soit 2 500 000 personnes en métropole.

Sur ces 2 500 000 personnes en situation d'illettrisme : La moitié a plus de 45 ans. Les difficultés augmentent avec l'âge.

Plus de la moitié exerce une activité professionnelle. La lutte contre l'illettrisme touche donc de très près le monde du travail, de l'entreprise.

71 % d'entre elles parlaient uniquement le français à la maison à l'âge de 5 ans.

<http://www.anlci.gouv.fr/Illettrisme/Les-chiffres/Niveau-national>

¹⁷ En avril 2006, le rapport de la Commission du débat national université – emploi, présidée par le recteur Hetzel a souligné avec raison le fort taux d'échec dans l'enseignement supérieur : 80 000 sorties sans diplôme universitaire par an, un étudiant sur trois contraint de redoubler ou se réorienter. La situation des bacheliers technologiques et professionnels est encore pire. Seulement 39% des premiers réussissent à décrocher un DEUG. Un taux qui descend pour les seconds à 17% ! Les chiffres ne sont pas meilleurs en 2013. Chaque année, on estime à 140.000 le nombre de jeunes quittant le système scolaire sans diplôme de niveau professionnel type BEP ou CAP, ni baccalauréat. «Un désastre: c'est 25% d'une génération», a regretté Vincent Peillon

Toute notre vie nous avons besoins de réactualiser nos savoirs, ou d'en apprendre d'autres. Les technologies et les sciences progressent tellement rapidement que nous sommes souvent laissés sur le bord du chemin. Mais il ne suffit pas de réactualiser les parcours professionnels, la culture générale est aussi indispensable. Si l'illettrisme progresse tellement dans les pays industrialisés, c'est justement parce qu'on privilégie auprès des classes dites laborieuses les formations professionnelles, au détriment des savoirs de bases, qui, s'ils ne sont pas opérationnels tous les jours, sont vite oubliés. Même une langue maternelle non pratiquée pendant un certain nombre d'années s'efface de notre mémoire. Il suffit de réactualiser ce savoir pour qu'il nous revienne, enfuie qu'il était au fond de notre mémoire.

Le droit au travail, la sécurité de l'emploi

A ne pas confondre droit au travail et droit du travail. Ici, on va parler du droit au travail, qui est un des droits fondamentaux de l'individu.

Pour quelques-uns, le travail est une drogue, pour d'autre une nécessité, pour d'autres encore un choix. Mais pour tous c'est un droit que l'on ne peut nous refuser, puisque c'est celui qui va nous permettre de nous nourrir, donc de vivre. Il arrive dans notre existence que pour des raisons physiques ou psychiques, nous soyons dans l'incapacité d'exercer ce droit. C'est alors à la société de nous aider, non seulement en nous prenant en charge, mais aussi en nous aidant à exercer dans les possibilités de nos capacités, ce droit inaliénable.

Lorsque la gauche a mis en place les 35 heures, il nous a été expliqué qu'outre le fait qu'il fallait partager le travail, nous entrions avec les RTT dans la société dite « de loisirs ». Celle-ci s'ajoutant à la société de consommation doit nous apporter tous les bienfaits. Mais est-ce

vraiment des loisirs lorsqu'on ne peut accéder, pour des raisons financières, à ces fameux loisirs. Que l'on stresse parce qu'on ne peut joindre les deux bouts aux fins de mois. Que l'on vit dans des grandes cités qui ressemblent à « des cages à lapins » Si les habitants des grandes villes travaillent moins, certes, il faut ajouter à leurs heures de travail, le temps passé dans les transports, ce qui pour eux, est équivalent. Le gouvernement de Sarkozy souhaitait « redonner aux français le goût du travail » ! Comme si nous l'avions perdu ! Ce n'est pas le goût que nous avons perdu, c'est le travail.

Or du travail, il y en a pour tout le monde. Tous les jours, nous entendons que nous manquons de personnel dans la police, les hôpitaux, l'éducation nationale, les entreprises. Ce n'est qu'une volonté politique. Vouloir réduire le chômage est un vœux pieux, créer du travail n'en n'est pas un. C'est faisable. Pour cela il suffit de deux choses : un peu d'imagination et changer de poste les enveloppes du budget.

La retraite

C'est dans ce dernier volet que toute la solidarité prend sa valeur.

Tout Français a droit de vivre décentement ces « vieux jours ». Mais est-ce une raison pour obliger un salarié de prendre sa retraite à un âge donné ? L'égalité n'étant pas ici l'âge, mais la possibilité d'exercer. Là aussi, il n'y a pas de liberté de choix pour certains. Un indépendant, un artiste, peut continuer à travailler. Si à 55 ans en moyenne, il arrive à un salarié d'être au chômage, sous prétexte qu'il n'y a pas de travail pour tout le monde, qu'il faut laisser la place aux jeunes, on le coupe du monde du travail, de la société, on l'enferme sur lui, sur la pensée qu'il lui reste X années à vivre ! On le met à la retraite par anticipation.

L'âge du « retrait de pénibilité », qui n'est pas la même chose que la

retraite, doit aller de pair avec le seuil de tolérance physique (ou de pénibilité) du travail que l'on a effectué. Ne plus faire un travail pénible, avec des heures décalées, oui, mais pourquoi ne pas effectuer un travail administratif ou permettre de devenir tuteur des jeunes travailleurs, les former, leur passer l'acquis des expériences d'une vie et d'un métier. Transmettre ce savoir et ce savoir-faire, qu'il soit rémunéré, le droit au travail sera là pour cela. Transmettre ce savoir est un bienfait pour l'entreprise, l'état et la société.

Pourquoi ne pas lui laisser la liberté de continuer à travailler, à avoir la sensation d'être utile, à ne pas devenir un « laisser pour compte ». C'est le meilleur remède à la maladie, au stress. Donner le droit à une retraite active.

Retraite et santé vont de pair. Les personnes âgées nécessitent plus de soins, de prise en charge. La santé comme les retraites sont devenus des enjeux politiques sur lesquels gauche et droite se chamaillent. Pourtant, tous sont d'accord sur le fait qu'il faut réformer ces mastodontes qui grèvent le budget de l'état. La population européenne vieillie. La France n'échappe pas à cet état de fait.

Mais nous n'avons plus confiance dans le système parce qu'il n'anticipe pas sur le long terme. On ne sait pas de quoi demain sera fait, puisque tous les six mois on remet en question ce qui a été voté la veille.

On parle de retraite par répartition, alors expliquez-moi comment certaines personnes ont des retraites pharaoniques payées par « répartition ! », alors que des personnes âgées ayant travaillé toute leur vie ont des retraites qui ne leur permettent pas de payer leur loyer et de vivre décemment. Où est la répartition des cotisations ? Parce que les cotisations des salariés payent les retraites actuelles ? Finalement, nous n'avons jamais cotisé que pour nous-même. Puisque nos retraites sont calculées sur ce que l'on a cotisé. Cela me fait penser au système Madoff, qui payait les intérêts avec l'argent

des nouveaux actionnaires. Les gouvernements pensent qu'en augmentant le taux de cotisations et s'il y a du plein emploi tout ira mieux. C'est ne pas voir plus loin que le bout de leur nez. La robotisation, le numérique vont à plus ou moins longue échéance changer la perception des mots entreprise et travail. Ce ne sera plus 35 heures, mais 30 ou 28 heures qui seront effectués pour que tout le monde puisse travailler. C'est donc sur le chiffre d'affaire qu'il faudra calculer les cotisations et non plus sur les salaires.

Ce droit deviendrait une « retraite de base » qui serait la même pour tous et qui serait l'équivalent d'un « seuil de tolérance ». Car si nos besoins ne sont plus les mêmes, ils sont aussi importants. même si l'on n'a jamais travaillé. A 65 ans simplement par la reconnaissance sociale. Pour les étrangers devenus Français ou demeurant en France et ayant cotisés, la retraite de base serait calculée au prorata des années travaillées.

Il faut toutefois que chacun puisse garder la liberté de choisir l'âge de son départ réel à la retraite. Pour compléter cette retraite basée sur la solidarité et que l'on appelle actuellement « retraite par répartition », tout adhérent à un organisme¹⁸ pourrait tout au long de sa vie cotiser pour se constituer une retraite complémentaire. Ainsi, les régimes spéciaux par l'intermédiaire des retraites complémentaires pourront subsister.

Le droit au logement

Lorsqu'on devient adulte, on souhaite voler de ses propres ailes et le premier acte est la location d'un « chez soi ». Encore faut-il trouver un logement à prix raisonnable et un propriétaire qui fasse confiance à quelqu'un qui n'a pas encore « fait ses preuves ».

Trouver un logement à un prix abordable, devient de plus en plus

¹⁸ Voir chapitre sur les syndicats

difficile, et on peut se poser la question : Pourquoi l'immobilier n'est plus accessible et à qui ça sert ?

C'est un problème récurrent depuis plusieurs années Il a d'abord été invoqué: la surenchère de l'offre des étrangers qui viennent s'établir en France. Une autre raison qui, elle, n'est pas évoquée, et qui nous ramène aux besoins de l'Homme. L'appât du gain par les vendeurs. « Si mon voisin a vendu sa maison 200 000€, je peux la vendre 210 000 € » et puis quand on l'a acheté 210 000 on ne veut pas la revendre en dessous du prix. Ce qui amène une croissance fictive qui n'est pas la réalité réelle du prix de l'immobilier, mais arrange les affaires de l'État et du vendeur. A cause de la flambée des prix, les ménages partent dans des lieux géographiques plus abordables, de plus en plus éloignées de leur lieu de travail.

Quarante-deux milliards sont consacrés à la politique du logement. Consacrions chaque année 10 milliards à rénover des logements anciens ou des locaux appartenant à l'état et aux collectivités locales pour les transformer en logements à petit loyer sans recours aux allocations logements.

D'autres problèmes viennent se greffer, relatifs à l'aménagement du territoire notamment celui des transports, donc de la dépense d'énergie fossile et de temps pour rejoindre ce lieu, ainsi que celui de la construction en étendue au détriment de l'environnement. C'est sur l'aménagement du territoire qu'il va falloir agir. C'est notre mode de vie qu'il va falloir repenser. Pourquoi créer des centres d'affaires avec des tours gigantesques, si c'est pour désertifier au point de vue travail les banlieues en accumulant des heures de trajet, et augmentant la pollution avec les transports ?

Oui, mais, Cela fait les affaires de l'Etat Tout cela fait dépenser de l'argent au consommateur et permet d'augmenter ce fameux point de croissance.

Le droit aux soins

Sur le site officiel de la Sécurité Sociale : « amelie.fr » on peut lire : « L'Assurance Maladie permet ainsi à chacun de se faire soigner selon ses besoins, quels que soient son âge et son niveau de ressources. Aujourd'hui, elle garantit l'accès aux soins de près de 55 millions de personnes ». Or nous sommes plus de 66 millions de résidents en France à notre dernier recensement. Comment sont soignés les 11 millions non comptabilisés ?

On a déshumanisé le médical par des traitements de plus en plus lourds, que les médecins appliquent de peur de se retrouver au pénal pour faute professionnelle. On préfère prolonger un traitement douloureux plutôt que d'être accusé de non-assistance à personne en danger et de faute professionnelle. Il ne faut pas rejeter toute la faute sur les professionnels de santé. C'est aussi la plupart du temps, surtout le désir du patient qui a peur de ne pas être bien soigné s'il a trop de peu de médicaments, de radio, d'IRM et ainsi de suite. Il est nécessaire pour aller à l'encontre de cette fuite en avant vers la médicalisation à outrance, une prise de conscience de chacun de nous. Des médecins pour commencer, afin qu'ils prennent le temps, non seulement de la visite médicale, mais aussi, de la parole. Le patient a besoin autant de réconfort psychologique que de médicaments. Un entretien médicalisé plutôt que le terme de visite devrait durer entre 20 et 30 minutes, alors qu'il dure actuellement 10 minutes en moyenne dont la moitié est pris par l'administratif. C'est une aide psychologique, qui ne peut que faire le plus grand bien au patient, le plus souvent en détresse, car il ne sent pas bien et ne sait pas pourquoi. C'est grâce à un médecin qui a pris le temps de discuter avec moi que l'on a pu détecter un cancer au stade initial.

Le budget de la Sécurité Sociale est le plus gros budget de l'État, pas tout à fait innocent, puisque les coûts de santé entrent dans le calcul du PIB, Il y avait donc intérêt à ne pas le réformer en profondeur

pour éviter de faire chuter d'un point ou deux le PIB.

La santé des populations est un objectif mondial. Certaines maladies transmissibles, tels le sida, la grippe, la tuberculose, les MST, le paludisme, et bien d'autres continuent à ravager la planète. Elles coûtent chères à la collectivité. La prévention est un choix politique non négligeable, qui commence par le contenu de nos assiettes avec des aliments sans pesticides, ni antibiotiques.

Permettre à chacun de vivre décemment

Nous serons toujours pauvres par rapport à quelqu'un. Nous aurons toujours envie de quelque chose. Mais nous sommes riches par rapport à la plus grande partie de la population mondiale.

Comment peut-on définir un seuil de tolérance pour que le cadre de vie soit acceptable par chacun de nous, puisque nos besoins ne sont pas les mêmes pour tous ? Pour la mère de famille célibataire débordée ou la mère de famille nombreuse débordée elle aussi, mais qui a un compagnon ? Pour l'étudiant ou le retraité ? Pour le gardien de prison ou le délinquant en cellule ? Pour celui qui habite dans le nord de la France ou dans le Sud ? Pour que ce quotidien ait un sens, un sens qui dépasse le survivre pour vivre.

Toute notre économie et notre système social français sont basés sur des critères qui définissent un seuil de pauvreté identique pour tous. Pourtant il faut constater que nos besoins financiers, matériels ainsi qu'environnementaux et sociaux, ne sont pas les mêmes, suivant le sexe, le lieu géographique, le métier, la situation familiale.

Il est important que le seuil de tolérance soit associé aux différents changements de vie. (On peut prendre comme exemple le calcul des grilles des prestations logements) Il a été démontré qu'il existe un lien entre l'incidence des changements dans une vie et le

déclenchement de maladies psychosomatiques, de problèmes médicaux, ou de dépression. La santé physique et psychologique du RMIste résiste mal à la longueur du processus ainsi qu'aux échecs constants qui l'ont amené à ce stade et qui l'y maintiennent. Psychologiquement, si la personne a de quoi financièrement survivre, il n'en est pas de même pour sa santé qui évolue très souvent vers la dépression. On parle de plus en plus du revenu universel de base, mais qui continuerait à maintenir les personnes dans cet état dépressif.

Définir un seuil de tolérance¹⁹

Les charges locatives représentant un tiers des revenus (c'est ce qui est demandé par les bailleurs – hors prestations allocation logement). Les charges constantes représentent environ 65% du revenu. Si un seuil de tolérance pour un célibataire français se situe approximativement à 1350 € net (loyer à 450€ x 3), beaucoup plus élevé que le seuil de pauvreté dont les chiffres sont donnés par l'INSEE ainsi que ceux du SMIC (1445,38 € brut en 2014, qui correspond à un net de 1130€), il faudrait en conséquence réduire les charges salariales, soit pouvoir réduire les charges constantes et notamment locatives.

Certains pensent que pour calculer le niveau de vie, il faut déduire des revenus l'ensemble des charges de logement, car ce n'est pas la même chose d'avoir 1000€, de ne pas payer de loyer et d'avoir 1000€ et de devoir payer 450€ de loyer et de charges locatives. Il faudrait y ajouter pour certaines catégories l'autoconsommation et/ou l'accès possible à des services publics. S'il est vrai qu'il y a une forte différence, non de revenus mais de dépenses, suivant le calcul mis en place, l'égalité ne se situe pas dans ce qu'on dépense, ou la conception de le dépenser, mais dans un revenu minimum qu'on doit

¹⁹ Ici, le mot n'est pas pris dans le sens d'indulgence, mais dans le sens de ce qu'on peut tolérer entre vivre et survivre

percevoir pour vivre. C'est, je pense une mauvaise solution, car c'est un choix de vie que ces personnes ont faites. Pourquoi les pénaliserait-on pour ce choix ?

Dans cette optique, que ce soit pour le calcul du RSA ou le calcul du seuil de pauvreté, celui-ci est faussé si l'on compare les besoins par lieux géographiques. On a plus de dépenses dans le nord ou à la montagne que dans le midi, au soleil. De même que l'inégalité entre homme et femme n'est pas due seulement aux salaires, mais aussi aux coûts des besoins par rapport à la société et à l'environnement, ceux-ci n'étant pas les mêmes selon le sexe : vêtements, coiffeur, force musculaire, santé... Une famille monoparentale ou ayant à charge une personne invalide ou âgée, a autant de frais fixes qu'une famille composée de deux adultes qui peuvent s'entraider, ce niveau diminuant avec le nombre d'enfants et les besoins géographiques. Théoriquement, les besoins devraient être les mêmes pour tous et pourtant en pratique ils ne sont pas identiques pour tout le monde.

Avoir une nouvelle optique

Un état d'esprit

Il y a des sujets tabous dont il faut parler, il y a des mots qui font mal qu'il faut cerner et démystifier, il y a des blessures ouvertes qu'il faut panser. A force de se taire, de les éviter par peur du non politiquement correct ou par souci de déplaire aux futurs électeurs, les rancœurs et rancunes s'accumulent.

Dans tout projet de société, la vision du quotidien ne suffit pas, il faut aussi un état d'esprit qui l'accompagne. L'état d'esprit nécessaire pour faire face à cette crise récurrente ne pourra être que lorsqu'on aura mis à plat les différents qui nous séparent.

Nous sommes tous des immigrés depuis les Romains

Les mots immigration, intégration, discrimination, homophobie, sexisme, antisémitisme et bien d'autres encore sont des mots puissants dont le véritable sens est souvent détourné.

Comment est-on passé de l'intégration au sens large du terme, qui relève du vivre ensemble, intégration qui concerne tous les citoyens dans une société fondée sur certains critères, (je dis bien TOUS), moi compris, à « l'intégration » concernant seulement une certaine catégorie de citoyens désignant des populations de certains migrants et de leurs descendants nés en France.

Et si pour commencer on parlait de nos différences culturelles.

Même si on n'est pas d'accord, avec la politique d'Obama, le discours de Philadelphie, au moment de sa campagne électorale (dont je reprends de larges extraits en le plagiant) est l'exemple de ce qui devrait être la ligne de conduite de tous les peuples et notamment de la France qui a comme devise "Liberté, Egalité, Fraternité". (Obama - discours de Philadelphie du 18 mars 2008).²⁰

Je crois que nous commettrions aujourd'hui une grossière erreur en ignorant la question "raciale" dont se nourri l'extrême droite, en recourant à des stéréotypes et en grossissant le trait jusqu'à déformer la réalité, en amplifiant le côté négatif des choses au point de distordre la réalité. Nous avons vu émerger des tensions "raciales" au cours de ces dernières années ...Le fait est que les commentaires qui ont été faits et les problèmes qui sont remontés à la surface reflètent les complexités des questions "raciale" et religieuse spécifiques à notre pays sur lesquelles nous ne nous sommes jamais vraiment penchés. Et si nous ne les abordons pas maintenant, si nous refusons d'en discuter, nous ne serons jamais capables de nous unir pour relever les défis d'une société en crise."

En tant que tels, les commentaires de l'extrême droite continueront à chercher à diviser, à un moment où nous avons tant besoin d'unité ; ils ont une connotation "raciale", à un moment où nous avons besoin de nous rassembler pour résoudre une série de problèmes monumentaux - le chômage, une économie qui chute, une dette chronique du système de santé et un changement climatique potentiellement dévastateur ; des problèmes qui ne sont ni maghrébins, ni noirs, ni blancs, mais plutôt des problèmes qui nous concernent tous.

“Pour comprendre cette réalité il faut nous souvenir de comment nous en sommes arrivés là. Comme William Faulkner l'a écrit : « Le

²⁰ <http://www.africultures.com/php/?nav=article&no=7463>

passé n'est ni mort, ni enterré. En fait, il n'est même pas passé. Nous n'avons pas besoin ici de réécrire l'histoire de la colonisation. Mais nous avons besoin de nous rappeler que bien des disparités qui existent entre immigrants et Français de métropole remontent directement aux inégalités transmises par des générations précédentes qui ont souffert de cette colonisation.

Et cet échec a été transmis aux générations présentes, sans espoir ni projet d'avenir. Et même pour les immigrants qui ont réussi, les questions de la "race", et du "racisme", continuent toujours de façonner de manière fondamentale leur vision du monde. Pour les hommes et les femmes de la génération de la colonisation les souvenirs d'humiliation, de doute et de peur restent vivaces, aussi bien que les souvenirs de colère et d'amertume ressenties pendant toutes ces années. Cette colère peut ne pas s'exprimer en public, mais elle se fait entendre dans l'intimité de la famille ou entre amis.

En fait, une colère semblable existe chez les Français implantés depuis plusieurs générations. La plupart des Français qui sont ouvriers ou font partie de la classe moyenne ont le sentiment d'avoir été oubliés par l'Etat. Ils ont travaillé dur toute leur vie, pour voir souvent leurs usines fermées, leurs emplois délocalisés et leurs retraites partir petit à petit en fumée après une vie de labeur. Ils sont inquiets pour leur avenir ; à l'époque du pouvoir d'achat en berne et de la concurrence planétaire, l'immigration finit par être perçue, comme une concurrence déloyale. Alors, lorsqu'ils entendent qu'un "arabe" ou un "noir" leur passe devant et obtient un bon boulot parce ce que l'Etat leur demande de "réparer une injustice" qu'eux-mêmes n'ont jamais commise ; lorsqu'on leur dit qu'un HLM ne leur sera pas attribué parce qu'il y a d'autres priorités, alors avec le temps, leurs rancunes s'accroissent.

Quelquefois cette colère est récupérée par des politiciens qui, pour compenser leurs propres échecs, cherchent à capter des voix en jouant sur la fibre nationale. "La France aux Français"

Tout comme la colère dans la communauté musulmane ces rancunes ont aidé à dessiner le paysage politique depuis 60 ans. La colère face à l'Etat providence et à la discrimination positive a aidé à forger la montée de l'extrême droite. Les hommes politiques ont eu l'habitude d'utiliser la peur de l'autre pour arriver à leurs propres fins électorales. Certains journalistes et quelques animateurs de TV se sont bâti des carrières à dénoncer de fausses accusations de racisme et à éviter toute discussion légitime sur l'injustice raciale en affirmant que ce n'était que du politiquement correct ou du racisme à l'envers.

Tout comme la colère des immigrés , les rancunes des Français de plusieurs génération ont détourné l'attention des véritables causes du malaise des classes sociales : une avidité des spéculateurs à court-terme ; des secteurs où règnent des lobbies et des intérêts particuliers ; une politique économique qui favorise quelques-uns au détriment de tous les autres, le manque de services de base dans tant de banlieues urbaines – aires de jeux pour les enfants, commerces, patrouilles de police, ramassage régulier des ordures et respect du code de la construction – a contribué à créer un cycle de violence, de douleur et d'abandon qui continuent à alimenter le fond de commerce de l'extrême droite.

Mais là encore, si l'on traite ces rancunes par l'indifférence sans reconnaître qu'elles se fondent sur des inquiétudes légitimes, alors on contribue à élargir le fossé social, à bloquer la voie qui mène à une compréhension.

Cette colère est parfois contre-productive ; en effet, elle détourne souvent notre attention des vrais problèmes. Mais cette colère est réelle, elle est puissante. La traiter par l'ignorance, la condamner sans comprendre ses racines ne peut qu'élargir l'abîme d'incompréhension qui existe entre les Français de souche, Français d'émigrés depuis deux ou trois générations et nouveaux arrivants .

C'est une impasse sociale et non "raciale" dans laquelle nous sommes coincés depuis des années.

Je ne suis pas assez naïve pour croire que c'est avec de beaux discours que nous pourrions en finir avec nos divisions, mais si l'Etat n'est pas capable d'aller au-delà de certaines blessures "raciales" ou religieuses c'est que la loi de 1905 concernant la laïcité ainsi que la loi de 1902 sur les associations les lui interdisent, alors que nous sommes tous capables de nous donner la main, de gommer ces différences, de les accepter avant qu'il ne soit trop tard.

Tout comme à l'exemple de la France et de l'Allemagne, il s'agit pour les maghrébins, africains et tziganes de reconnaître le poids du passé, sans pour autant devenir victimes de ce passé. Elle signifie que nous devons insister pour que l'équité entre ces derniers et Français de métropole soit assurée dans tous les aspects de la vie. Mais elle signifie également que nous devons lier les revendications particulières aux aspirations plus larges de tous les Français : celles de la Française "blanche" qui se bat pour briser le plafond de verre, du Français "blanc" qui a été licencié, d'un immigré qui essaie de nourrir sa famille.

Pour les Français de métropole, la voie vers une union plus parfaite signifie reconnaître que les maux qui tourmentent la communauté musulmane n'existent pas uniquement dans l'esprit des Beurs, des immigrés ; que l'héritage de la discrimination est réel et mérite une réaction, non seulement verbale, mais concrète. Cette voie implique que TOUS les Français doivent comprendre que les rêves des uns ne se réalisent pas nécessairement au détriment de ceux des autres ; qu'en investissant dans l'emploi, l'éducation, nous pouvons en bout de course aider la France toute entière à prospérer.

Et pourtant une problématique évidente se pose. Ces migrants venus en France arrivent avec leur culture, leur langue, leur façon de vivre et de travailler. Ils doivent apprendre notre langue sinon ils ne

pourront se faire comprendre. Ils doivent se conformer aux lois régissant ce pays. Ils doivent suivre les rythmes imposés par la société pour y travailler. Peut-être seront-ils en symbiose avec les coutumes de ce nouveau lieu dès leur arrivé, sinon ils seront obligés de s'y adapter et il faudra les y aider. Les enfants scolarisés se socialisant avec les us et coutumes de leur nouveau lieu d'habitation.

La culture n'est pas figée, à pensée unique, ce n'est pas une culture d'état. Petit à petit ces migrants mélangeront la culture héritée et celle de leur pays d'adoption en apportant de leurs origines danses, chants, musiques, arts....Nous avons depuis des siècles assimilé les cultures d'autres pays, d'autres continents, depuis les châteaux de la Loire au tango argentin en passant par le chewing-gum et le coca-cola.

Il ne faut pas oublier que dans notre société, il n'y a pas que les immigrés, il y a aussi tous ceux qui sont ou se veulent "différents" de l'image que l'on veut imposer du citoyen "normal". (personnes handicapées, familles recomposées monoparentales, couples homosexuels, etc...) Eux aussi font évoluer la société.

Je vous entends d'ici me dire : Tous ces réfugiés, ces clandestins qui arrivent alors que nous n'avons déjà pas de travail, nous n'en voulons pas.....

Les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, ainsi que la France sont des terres d'immigrés qui se sont donnés depuis longtemps les moyens de maîtriser les flux. Ces pays ont eu jusqu'à présent une immigration choisie. Ils ne cherchent à faire venir que des cerveaux ou des professions dont la rareté dans leur pays est criante. Ainsi, ils profitent de cette immigration et celle-ci devient une bénédiction pour eux, mais elle vide de leur principale substance les pays d'origine, alors que ceux-ci ont besoin de cadres, de main d'œuvre spécialisée, de cerveaux pour se développer. Or, nous sommes maintenant devant de nouveaux problèmes : celui des réfugiés qui fuient la guerre, avec son lot de viols, tortures, assassinats et

celui du changement climatique, qui va aussi faire des déplacements de population dans notre pays.

Vous me direz que l'on ne peut partager que ce que l'on a, et pour l'instant c'est la dette nationale qui ne fait que s'aggraver tous les jours. Il va falloir pourtant se bouger. On ne peut rester dans l'attentisme d'une nouvelle crise bien plus grave que celle qui vient de nous toucher. En France, face aux catastrophes naturelles, nous n'avons pas les structures nécessaires pour accueillir nos propres concitoyens, ni pour faire face à la détresse des SDF ou des migrants. Pour accueillir les réfugiés qui seront de plus en plus nombreux, il faut avoir des structures qui vont les aider à attendre dans de bonnes conditions de rentrer chez eux.

Le problème de l'intégration n'est pas un problème racial, mais un problème social. Lorsqu'un maghrébin, un noir, un asiatique sont d'un niveau social élevé, ils ont les mêmes problèmes que les Français « blancs ». Qui dit social dit politique. C'est un problème politique soutenu par une manipulation médiatique qui est à l'origine du racisme en France. Entre 1959 à 1968, nous avons eu un Président du Sénat, puis au Conseil Constitutionnel un petit-fils d'esclave « noir ». Gaston Monnerville ! Cela ne gênait personne. Il était Français ! ²¹ Les maghrébins, les noirs se sentent visés alors que les Français de souche le sont tout autant lorsqu'ils ont des problèmes de présentation, d'instruction, d'éducation.

Je pense que la meilleure façon d'intégrer une immigration ayant des origines différentes est de lui donner un but, un idéal, des droits et des devoirs communs aux autochtones. Que l'on s'appelle Hollande, Sarkozy, Moreau, de Weerdt, ou Bussmann, nous avons tous des origines étrangères. C'est ainsi que s'est créé notre pays et nous en sommes fiers, comme les Américains le sont du leur. Alors pourquoi renier ce qui a fait ce que nous sommes, l'adoption à une nation qui

²¹ Grand porte-parole des Droits de l'Homme en France, Gaston Monnerville fut l'un des meilleurs orateurs français sous trois Républiques Réf. : http://fr.wikipedia.org/wiki/Gaston_Monnerville

nous a accueilli, instruit et permit par l'élection de la représentation du peuple de le gouverner.

Oui, il faut parler des mots qui fâchent, parce que ces mots impliquent des faits, des paroles et des actes. Mais l'immigration est-elle la seule source de nos différents ?

Mai 68 a été la charnière entre deux cultures sociétales. Il a été la rupture d'une société liée par des us et coutumes communs, la religion, l'emploi moins automatisé, l'enseignement qui incluait l'éducation sous forme des leçons de morale et du respect de l'enseignant, le service militaire, la famille où la femme avait un rôle essentiel (bien que minimiser socialement) en étant le pilier d'une communauté solidaire, pour aboutir sans que l'on s'en aperçoive à une société individualiste où la consommation prime. Bien que de plus en plus individualiste, cette société par la représentation de ses politiciens, a oublié le citoyen en tant qu'individu et en a fait un pion consommateur que la finance et les grandes industries lobbyistes manipulent.

Par leur comportement, les politiques en n'étant pas irréprochables ont été les premiers à ne pas assurer l'intégration dans la société de TOUS les citoyens. Pour que se maintienne la société, il existait jusqu'à présent un « foyer » d'où rayonnaient les personnalités les plus influentes, là où les opinions se renforçaient. Avec la révolution du numérique, l'opinion ne se fait plus à l'Assemblée, mais par les réseaux sociaux ayant le vent en poupe. Malheureusement, s'il s'amorce un désir de changement, les idées ne sont pas énoncées clairement et n'arrivent pas à fédérer.

Les manifestations contre le mariage pour tous puis celles de 2014, celles concernant tout ce qui touche de près ou de loin à l'organisation de la société, (notamment la théorie du genre, la GPA...) nous posent une question : avons-nous assez évolué pour cette nouvelle société que les politiques veulent nous imposer ?

Finalement ne serait-ce pas cela qui rend le FN populaire plus que la peur de l'autre. Ne pas changer, ne pas perdre nos repères

Une France laïque

La liberté de penser est aussi la liberté de pratiquer ou non une religion. Nous sommes un des rares pays au monde, à croire que nous n'avons pas de religion ou d'idéologie d'état. C'est seulement en 2007, que l'Irlande a cessé les guerres de religions entre catholiques et protestants. Aux Etats-Unis, on jure sur la Bible. Le communisme est une religion d'état, puisqu'il nie la religion.

Il faudrait d'abord définir ce qu'est un état laïque et ce que nous entendons par laïcité. La loi de 1905 ne le précise pas. Ce n'est que la reconnaissance de la séparation de l'Etat et de l'Eglise. Plusieurs conceptions s'affrontent et elles sont à discuter.

Nous sommes, un état laïque, d'origine chrétienne²² bien avant l'invasion des Francs et la conversion de Clovis, fils de Childéric, premier roi des Francs sur notre territoire. Au début du VI^e siècle, Clovis adopta la confession catholique, évitant ainsi les problèmes qui s'étaient posés dans les autres royaumes barbares entre souverains ariens et peuples catholiques²³, faisant de la France « la fille aînée de l'Eglise »

Au XXI^e siècle soit 1500 ans plus tard ;

- Le dimanche, jour de repos, est catholique.
- Les jours fériés, comme Pâques, Pentecôte, Noël, sont des fêtes religieuses.
- Tous les présidents de la République Française sont nommés « chanoine honoraire » de la basilique de St Jean de Latran

²² La présence chrétienne en Gaule est attestée au II^e siècle par les vestiges épigraphiques. Une des premières communautés chrétiennes était située à Lyon, elle nous est connue à travers le récit des persécutions des martyrs de Lyon en 177 https://fr.wikipedia.org/wiki/Église_catholique_en_France

²³ https://fr.wikipedia.org/wiki/Invasions_barbares#Le_royaume_franc

par le pape. Quatre chefs d'État de la V^e République sont allés à Saint-Jean-de-Latran en prendre possession: le général de Gaulle, Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy. Georges Pompidou, François Mitterrand et François Hollande ont accepté la charge, mais ne se sont pas allés à Rome pour « s'installer » formellement dans le chapitre. Pourtant le 24 janvier 2014, François Hollande rend visite au Pape François.

- En France métropolitaine l'Alsace et la Lorraine sont toujours sous le régime du Concordat.
- Etc....

La religion et/ou l'athéisme sont une part importante de notre individualité, faisant partie de notre quotidien. Même si les affaires de l'état ne sont pas celles de Dieu, et celles de nos croyances ne sont pas celles de l'état, nous sommes influencés par des siècles de culture chrétienne. Nous le voyons surtout au moment de Noël avec les crèches.

Jusqu'à la fin des années 80 tout allait bien, laïcité et chrétienté faisant bon ménage parce que la religion catholique était la première de France. Mais, et il y a un grand mais, depuis 68 les églises se vident au profit de l'athéisme et les musulmans qui sont évalués à environ 6 millions d'âmes ont besoin de pouvoir exercer leur religion. Or, on se trouve devant un phénomène bizarre; les athées qui jusqu'ici ne disaient rien, érigent un bouclier contre toutes les religions, aussi bien chrétienne que musulmane voulant interdire les crèches, les cloches etc.... en interprétant mal la loi de 1905. Au lieu d'être tolérante, la France devient intolérante envers TOUS les Français et érige l'athéisme en religion, en se réclamant de la laïcité.

On a deux possibilités ; soit admettre que toutes les religions aient leurs lieux de cultes et ainsi l'organiser officiellement, soit se retourner vers une religion d'état, qui serait celle de la négation, tolérant seulement les religions, les ignorant ou les interdisant.

Gardons précieusement notre tolérance. Dans un état laïque, ou au contraire, surtout laïque, qui se veut respectueux du citoyen, nous ne pouvons ignorer les croyances de ceux-ci alors qu'elles influencent leur quotidien. Mais à ne pas avoir de religion d'état, et pour que la laïcité soit vraiment respectée, il faudrait justement permettre à tous les cultes ainsi qu'aux non croyants de dialoguer avec l'État afin de ne pas perdre de vue le vivre ensemble et la tolérance, surtout si un jour nous élisons un président qui se révèle un intégriste de n'importe quelle religion que ce soit.... Il faut donc réviser la loi de 1905, ainsi que celle de 1902 concernant les articles sur les associations culturelles, si on veut éviter les dérives de l'intégrisme ou de l'athéisme religieux, qu'il soit catholique, musulman, protestant, juif, ou nouvellement des sectes, il faut que l'État reprenne la main et devienne le médiateur entre elles et tous les citoyens. On pourrait prendre en référence le Grand Sanhédrin organisé par Napoléon Ier en 1806 relatif à la question juive.

L'identité nationale et régionale

Selon que l'on vive en France ou dans la forêt amazonienne, au Pôle nord ou à l'Équateur, selon la culture, l'éducation, les croyances, les besoins matériels ne sont pas les mêmes sous toutes les latitudes. Mais le besoin d'appartenir à une communauté, de partager une culture est le même pour tous d'où l'importance que la droite et l'extrême droite veulent donner à l'identité nationale française, maintenant reprise par la gauche. L'identité nationale est donc la « marque de fabrique » de la société à laquelle nous faisons référence, autrement dit : la France laïque et ses coutumes.

J'entends les voix qui s'élèvent : « Nous sommes contre tous ces étrangers, nous voulons rester entre nous ».

L'identité est selon le dictionnaire ²⁴ « Etat d'une chose qui est la

²⁴ Flammarion édition 1990

même qu'une autre ou qui est toujours la même » - « Ensemble des éléments qui permettent d'établir qu'un individu est bien celui qu'il dit être ou qu'on présume être ». Nous n'avons jamais autant recherché nos origines dans la généalogie, le patrimoine, les langues régionales, les coutumes. Nous sommes tous devenus communautaristes. Nous revendiquons notre appartenance à une classe sociale, à un quartier. L'identité n'est plus nationale, elle est devenue régionale, l'état ne sachant plus nous rassembler dans l'union. Peut-être parce que l'Europe gomme les frontières et unifie les cultures, de plus en plus de citoyens revendiquent les us et coutumes de leurs régions : Alsace, Auvergne, Pays Basque, Bretagne, Guyane, Normandie, Martinique, Réunion, Provence Surfant sur un événement douloureux, le 11 janvier 2015 aurait pu être un nouveau départ que notre gouvernement n'a pas su exploiter.

Pourquoi tout ce qu'on fait pour les jeunes et les banlieues ne marche pas ?

Tout se décide en haut lieu, sans participation avec les habitants, ni avec les jeunes eux-mêmes. Les associations qui sont sur le terrain avec peu de moyen font plus que les gouvernements avec toutes les lois pour éviter qu'il n'y ait encore plus de ces jeunes à la dérive.²⁵

Pour tous ces jeunes qui se radicalisent, il faut leur dire qu'ils ne reverront pas leur famille, qu'ils vont au-devant d'une mort certaine. Que ce que la propagande leur raconte est un miroir aux alouettes qui surfe sur leur envie d'aventure, d'idéal. Que la réalité est différente, mais que ce sera trop tard. Qu'ils ont choisi l'exil et pas un jeu vidéo

²⁵Pour ne prendre qu'un exemple : suite au rapport Bacqué/Mechmache sur la réforme de la politique de la ville, qui encourageait à la création de formes d'auto-organisation pour répondre aux sentiments de discriminations et d'injustice, la coordination des quartiers populaires "Pas sans nous" a vu le jour. Les associations rassemblées dans cette structure n'ont de cesse de dénoncer les difficultés financières et matérielles pour se structurer. D'un côté, les pouvoirs publics déplorent le manque d'implication des habitants des banlieues populaires mais dans le même temps, tout est fait pour qu'ils ne puissent pas s'organiser. - See more at: <http://info.arte.tv/fr/banlieues-francaises-organisation-habitants-emeutes#sthash.zl3ohZ4b.dpuf>

ou un épisode d'une série « trach » que l'on peut effacer.

Les nouvelles lois sur la déchéance de nationalité sont un leurre, mais peuvent avoir de graves répercussions dans le futur. Tout ce qui ne serait pas en accord avec le futur gouvernement pourrait devenir un acte terroriste. Toute grève ou manifestation pourrait être considérée un acte subversif.

Nos lois sur la sécurité, bien appliquées étaient suffisantes, bien qu'il faut être conscient qu'il n'y a pas de risque zéro. Il n'y a pas que les attentats que nous avons à redouter pour notre sécurité. Une femme meurt tous les deux jours en France sous les coups de son compagnon. Sans vouloir être paranoïaque, vous ne savez jamais en prenant votre voiture si vous rentrerez ce soir chez vous indemne.

Une nouvelle optique

S'il est vrai que nous avons tous le souhait de profiter de toutes les technologies modernes ainsi que celui de casser le rythme « métro, boulot, dodo », comment avoir l'argent nécessaire pour le réaliser ? Comment partager le travail et les revenus du travail sans léser personne ? Comment redonner espoir à nos enfants sur leur avenir, à ces jeunes qui ont le sentiment de contribuer à un modèle social dont ils ne sont pas sûrs qu'ils pourront en bénéficier le moment venu, notamment au moment de la retraite.

Le principal défaut de nos institutions que la crise financière et économique mondiale a révélé est de cogiter sur des systèmes politiques, financiers et économiques dont les principales trames directives ont été mises en place à la fin de la guerre. Or depuis, la révolution du numérique est passé par là et a changé profondément le marché du travail. Que ce soit par l'intermédiaire des gouvernements de gauche ou de droite des réformes ont voulu être faites, qui n'ont pas pris en compte cette révolution. Ce ne sont pas des réformes en

profondeur, par peur de la rue et par manque d'imagination. C'est vrai qu'il est difficile d'admettre, que soient remises en cause les revendications pour lesquelles on a lutté pendant des années et qui sont devenues des droits acquis. Les retraites en sont un exemple. Les véritables réformes sont toujours des questions qui fâchent et devant lesquelles autant les politiques que les syndicats reculent. Du coup, nos parlementaires se risquent seulement à faire des modifications qui ont prouvé avec le temps qu'elles n'étaient pas en adéquation avec la réalité.

Tout notre système social, environnemental, économique est à repenser. Favoriser la socialisation, la solidarité, le « pouvoir d'acheter », rendre sa place au respect de la personne. Plus il y a de techniques, de machines, qui abolissent l'esclavagisme du travail, plus il y a de réglementations qui déshumanisent l'individu, plus important est l'Homme ainsi que ses relations avec les autres, avec la société, avec le travail. Que la robotisation va remplacer de plus en plus sur le travail manuel. L'Homme ne doit pas devenir un esclave du pouvoir de l'argent ou d'un contrat de travail. Il faut adapter le travail et l'emploi à l'homme, et non l'homme à l'emploi. Nous avons besoin dans les plus brefs délais d'un plan d'urgence social et sanitaire pour sortir de la crise.

Il nous faut être INNOVATEUR, CREATEUR, REFORMISTE. Actuellement, lorsqu'on parle d'innovation, on pense immédiatement économie de marché, prise de parts de marché, inventions techniques pouvant être mise sur le marché. La nouveauté n'est pas forcément une « denrée » de plus pour consommer. Il nous faut créer de nouveaux objectifs, un nouveau mode de pensée et de vie. Nous sommes trop spectateur de notre existence, alors qu'il faut en être acteur. Ne pas avoir peur du changement, des objections. Il y aura toujours des critiques et elles sont plus que nécessaires. Elles sont vitales. Cela signifie que, premièrement on est écouté, deuxièmement, qu'on intéresse, troisièmement, que le sujet peut être amélioré. Que ceux qui nous écoutent ne sont pas indifférents au

sujet. L'indifférence étant le début du rejet et de la dictature.

Nous ne sommes pas le seul pays avec ces problèmes. Plus de quarante-cinq ans de réformes ont alourdi les structures, multiplié les organismes d'état. Beaucoup ont compris qu'ils ne pouvaient plus continuer avec les organisations étatiques en place. Certains états ont déjà eu depuis longtemps le courage de les repenser, la France doit le faire.

Tout comme l'a écrit en mai 2004, la Présidente du Trésor de l'Etat québécois Monique Jérôme-Forget «... cette adaptation est inéluctable. En la matière, le statu quo n'est pas un choix responsable. On ne peut placer le Québec à l'abri de la mondialisation ou des conséquences des changements démographiques. On ne peut exiger plus d'effort de contribuables... On ne peut imaginer alourdir indéfiniment notre dette collective, et reporter sur nos enfants notre incapacité à ajuster nos dépenses à notre richesse ... pour accroître et prospérer, pour rester fidèle à nos idéaux de justice et de compassion et conserver les services publics auxquels nous tenons, nous devons repenser nos façons de faire. Il faut recentrer l'action de l'Etat sur ses missions essentielles, faire confiance aux régions et à ceux qui agissent en première ligne, s'ouvrir aux partenaires et aux pratiques novatrices, privilégier les services aux dépens des structures »

Ici aussi il faut être réaliste. Nous avons, croyons-nous, de moins en moins de latitude pour gouverner, parce que Bruxelles gouvernerait à notre place. Or, aucune décision n'est prise à Bruxelles sans l'accord de la France. Ce qui me pose cette question en passant: pourquoi François Hollande veut-il mettre un article de contrainte à la COP 21, alors qu'il sait qu'il ne le respectera pas et que cela nous fera payer de fortes amendes ?

De la cohérence avant tout

Un projet avant tout doit être cohérent globalement avec l'environnement politique, économique, social.

Prenons par exemple l'aménagement des journées scolaires. Il était question au départ d'aménager les programmes où les élèves auraient cours le matin et se consacraient à des activités sportives l'après-midi.

Bonne idée, mais inapplicable telle qu'elle était proposée et qui aura coûté très cher à la collectivité. Pour être réalisable, il aurait fallu :

- Des moyens en professeurs de sports et en locaux. Or, nous n'avons ni les uns, ni les autres. Il faut donc avant tout une formation de professeurs d'éducation sportive et la construction de locaux.
- Ce qui amène à réviser les programmes et le temps de la scolarité
- Etc....

On ne peut prendre sujet par sujet sans analyser les tenants et les aboutissants. C'est un peu l'exemple de ce qui se passe dans la nature avec le système de la chaîne alimentaire. Supprimer un maillon et le système se dérègle, des espèces disparaissent. Moins d'oiseaux, les insectes prolifèrent et il faut de nouveaux plus de pesticides alors que l'on cherche à les supprimer s'étant aperçu de leur nocivité sur l'humain et la nature. On parle du réchauffement climatique, mais changer le débit d'un cours d'eau et l'environnement change. Si l'ensemble n'est pas étudié au départ dans sa globalité avec les conséquences engendrées, on peut avoir inondation ou sécheresse sur les terrains environnants. On voit donc clairement ici la différence qu'il y a entre un programme politique et un projet de société. Il ne faut pas être à la recherche d'électeurs, mais réfléchir au devenir des générations futures.

Mais c'est comme vous voulez, nous pouvons ne pas en parler. Pour cela il vous suffit de refermer ce livre, ou alors, à ce moment précis, nous pouvons nous unir pour dire «Changeons!».

Adapter le marché du travail à une économie en crise

Tout ce qu'un individu reçoit sans rien faire pour l'obtenir, un autre individu a du travailler pour le produire sans en tirer profit. Tout Pouvoir ne peut distribuer aux uns que ce qu'il a préalablement confisqué à d'autres. Quand la moitié d'un peuple croit qu'il ne sert à rien de faire des efforts car l'autre moitié les fera pour elle, et quand cette dernière moitié se dit qu'il ne sert à rien d'en faire car ils bénéficieront à d'autres, cela mes amis, s'appelle le déclin et la fin d'une nation. »

~~~~~ **Dr. Adrian Rogers, 1931**

### *Le « droit au travail »*

Ici, il ne faut pas confondre « droit AU travail » et « droit DU travail ». Il ne s'agit pas du droit qui régit chaque corporation, mais celui qui nous ouvre la porte de l'emploi, parce que nous avons besoin de manger, de nous loger. Le « droit au travail » fait partie de notre « parcours de vie » et ne peut être dissocié de la formation, l'expérience n'étant que la mise en pratique de l'enseignement.

On peut lire sur Internet<sup>26</sup> ce passage sur le droit au travail :

«Le droit au travail participe à la dignité de l'être humain. **Il a été affirmé pour la première fois, en 1848**, par la IIe République qui créa, dans cette perspective, des Ateliers nationaux permettant de fournir un travail aux chômeurs. Ce droit au travail a été repris dans le préambule de la constitution de 1946, qui affirme : " Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi ".

Le droit d'obtenir un emploi ne s'entend pas comme une obligation de résultat, c'est-à-dire comme une obligation absolue de donner à tout chômeur un emploi, mais bien comme une obligation de moyens. Il s'agit, pour les pouvoirs publics, de mettre en œuvre une politique permettant à chacun d'obtenir un emploi. C'est d'ailleurs ainsi que l'a interprété le Conseil constitutionnel. Dans une décision de 1983, il a affirmé qu'il appartient au législateur "de poser les règles propres à assurer au mieux le droit pour chacun d'obtenir un emploi en vue de permettre l'exercice de ce droit au plus grand nombre d'intéressés". C'est dans cette optique que s'inscrit l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) créé en 1967.

Ce droit au travail existe donc bien, mais sa portée juridique est très limitée. Par ailleurs, les difficultés économiques qui ont pesé sur l'emploi en France depuis les années 1970 ont rendu ce droit encore moins effectif. Quoiqu'il en soit, un chômeur ne pourrait espérer trouver un emploi en saisissant un juge sur le fondement de ce droit au travail. »

Sauf (et c'est une des raisons qui me met en colère) que lorsque suivant la manière de calcul on a plus de 3 millions de chômeurs et plus de 5 millions de demandeurs d'emploi, ce n'est plus une obligation de moyen, mais le besoin d'un état d'urgence social pour remédier à ce fléau.

---

<sup>26</sup><http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/citoyennete/definition/droits/existe-t-il-droit-au-travail.html>

Travailler est une obligation à la fois morale et matérielle, mais avons-nous la liberté du choix ? Beaucoup trop de salariés doivent se satisfaire d'un travail leur permettant de survivre et dont ils ne tirent aucun plaisir. Quelques rares privilégiés s'épanouissent dans leur travail, mais ceux qui subissent, même parmi les cadres, ont-ils jusqu'à présent, le choix de faire ce qu'ils ont envie, de vivre comme ils veulent ? Notre éducation, notre instruction, notre environnement influencent ce choix. Surtout, si en plus, nous avons eu une orientation subie et non choisie pendant nos études. Pendant des années, on nous a martelé des phrases comme « l'épanouissement de la femme dans le travail », ou « ce n'est pas un travail pour toi », mais s'épanouit-on vraiment dans un travail en usine, à la chaîne, où le même geste est répété des millions de fois. L'homme s'épanouit-il au rythme des « cadences infernales ». Sans parler des heures décalées, des travaux dangereux, des ventes forcées pour arriver à son chiffre d'affaire, etc...

### ***Les outils du travail***

Avant de parler des solutions que l'on peut proposer, il faut d'abord parler de l'entreprise et de ses « outils » principaux ; les patrons et les salariés.

#### 1) La taille de l'entreprise et les patrons

Pour adapter le marché du travail à une économie en crise il ne faut pas considérer que toutes les entreprises sont égales face à la concurrence et doivent être traitées de la même manière. Un petit commerce n'a pas les mêmes atouts qu'un hypermarché. Pas plus qu'un garagiste face à une enseigne à multiple succursales.

Commençons par classer les entreprises en catégories, ainsi que les patrons qui les dirigent.

- Les PME/PMI en SARL ou entreprise individuelle, les SCOP, les artisans, les petits commerçants, tous ceux qui constituent le principal tissu économique du territoire. Leurs patrons et/ou leurs salariés ont engagé non seulement leur temps et leur responsabilité, mais aussi leur argent. Il est normal que plus ils travaillent, plus ils peuvent s'enrichir. Sinon, ils se seraient contentés de rester salariés sans contraintes et ils nous manqueraient cruellement
- Toutes les entreprises ayant à leur tête un PDG nommé par un conseil d'administration, et salarié de celle-ci (S.A., entreprises cotées en Bourse...) Les entreprises dont l'État détient des capitaux (Air France, Renault ....) Si un salarié commet une faute, il est pénalisé suivant la faute par un licenciement qui peut aller jusqu'à la faute lourde. Il devrait en être de même pour eux. Ne dit-on pas « Tous égaux ». Cela n'empêcherait pas qu'ils puissent tout comme les salariés qui travaillent sous leurs ordres, avoir des primes en rapport avec leur poste lorsque l'entreprise est bénéficiaire, et ne pas en avoir lorsque celle n'enregistre pas de bénéfice ou pire, est déficitaire. Mais cela, je l'avoue, relève du fantasme, car la plupart ont un dirigeant qui peut émarger dans un autre pays s'il le souhaite.
- Les entreprises publiques (EDF, GDF, France Télécom, La Poste .... ) qui selon les critères économiques européens faussent la concurrence.dont le maillage du territoire sont indispensables à la population, surtout en zone rurale.

## 2) L'outil de travail

La mondialisation a permis le transfert rapide des capitaux. Sur notre territoire, de nombreuses entreprises françaises deviennent des filiales étrangères, par l'intermédiaire de l'acquisition d'actions par des entreprises ou des groupes financiers étrangers. Ce qui a permis à Mittal, devenu le patron d'Arcelor, de fermer son entreprise et de

refuser de la vendre. C'était son droit, l'aciérie lui appartient. Mais aux salariés, que reste-t-il ? Les yeux pour pleurer et personne pour reconstruire une autre unité de production. Il faut d'abord que la France soit certaine de pérenniser son outil de travail.

Inexorablement, petit à petit, les entreprises sont soit rachetées, soit fermées. Un pays sans usines de production est un pays qui dépend entièrement des autres. Par l'intermédiaire de la Bourse, nous nous donnons le bâton pour nous faire battre et si nous n'inversons pas la vapeur. Les pays investisseurs pourront nous mettre à genoux en refusant simplement d'exporter leurs produits ou en fermant les entreprises qu'ils auront racheté. Ni les nouveaux métiers relevant de l'écologie comme le pense la gauche, ni les services et le tourisme comme le pensait la droite ne pourra sauver l'économie française..

Le système économique en place se révèle donc obsolète et inefficace. Le secteur public avec les entreprises détenues par l'État avait jusqu'ici assuré la pérennité de la production, mais la communauté européenne l'oblige à l'ouvrir au capital privé, ce qui le contraint pour continuer à assumer le service public à devenir non rentable.

### 3) Temps de travail

Les socialistes nous avaient expliqués les bienfaits du partage du travail et ils avaient raison. Pour cela ils ont mis en place le temps de travail à 35 heures par semaine, ce qui devait permettre d'embaucher plus de personnes pour compléter les heures non effectuées nécessaire. Depuis, les gouvernements qui se succèdent souhaitent faire un retour en arrière, et supprimer le système des 35 heures, mais pour cela, est-ce mieux ? Ils souhaitent « redonner aux Français le goût du travail » ! Comme si nous l'avions perdu ! Ils pensent que les chômeurs ne cherchent pas assez un emploi. Ce n'est pas le goût du travail que nous avons perdu, c'est le travail lui-même.

On a beau dire qu'il faut adapter le travail à l'Homme et non le contraire, dans notre monde moderne, c'est le salarié qui doit s'adapter au travail. Il serait temps que cela change, afin qu'il puisse retrouver son identité et non celle d'un matricule de sécurité sociale. Mais cela ne signifie pas pour autant que l'entreprise ne doit pas être rentable et dégager des bénéfices pour réinvestir dans du matériel plus adapté afin de faciliter le travail et non de remplacer la main d'œuvre. L'automatisation systématique d'une chaîne n'est pas toujours la meilleure solution, car, si elle entraîne la mise en œuvre d'un produit de qualité toujours égale, elle ne peut s'adapter à un changement de programmation sans des frais très onéreux et sans réactivité immédiate.

### ***Des leviers indispensables***

Il est tout à fait possible de créer rapidement des emplois supplémentaires, mais pour cela il faut agir sur plusieurs leviers simultanément.

#### *1) Augmenter le pouvoir de productivité de l'entreprise.*

Commencer par augmenter la productivité de l'outil de travail, car si on ne peut diviser l'emploi d'une machine par deux, on peut permettre à deux personnes de travailler l'une après l'autre. On ne peut créer des postes supplémentaires que si l'on augmente la capacité de l'outil de production, soit dans l'investissement de matériels, dans l'agrandissement des locaux ou en permettant aux entreprises de travailler 24h/24h et 7 jours sur 7 afin de rentabiliser leur matériel et d'être plus compétitif sur le marché. Ce qui ne veut pas dire qu'une loi doit obliger toutes les entreprises à travailler 168 heures par semaine, il faut que cela reste un choix, le travail restant encadré à 35 heures.

Ce qui résoudrait un autre problème Celui du repos dominical, tellement défendu par les syndicats. Une contradiction entretenue par

le Gouvernement, les syndicats, et nous-mêmes, lorsqu'on pense que ces mêmes syndicats défendent l'état laïque avec la même ferveur. Or, il me semble que le dimanche est le jour du Seigneur chez les catholiques. Donc si je raisonne bêtement, ils souhaitent un état laïque, mais avec une religion d'état. !!! Pourquoi ne pas admettre que tout salarié pourrait choisir en entrant dans une entreprise ouverte 7 jours sur 7, ses jours de congés. Ces jours ne sont pas forcés de correspondre à sa religion. Ils font partie du « droit du choix de vie ».

### *2) Revaloriser l'emploi*

Autant pour les entreprises que pour les salariés, le travail peut et doit être revalorisé financièrement et psychologiquement, sans toutefois augmenter les coûts qui pèsent sur les entreprises. Tout travail est utile à la collectivité. Il n'y a pas de « petits métiers » ou des emplois non valorisants. Il n'y a que des fonctions utiles à tous en général et à chacun en particulier. Il faut sortir de l'idée que certains emplois sont dégradants.

### *3) Revaloriser les salaires*

On croit souvent bien faire. Cela a été le cas pour la minoration des charges patronales sur les bas salaires. S'il est vrai qu'on ne peut augmenter les salaires sans fin, puisque plus nous augmentons les salaires bruts, rajoutant le coefficient des charges sociales, plus les prix augmentent, il n'est pas judicieux de baisser fictivement les charges sociales en favorisant par des mesures législatives les bas salaires pour employer des chômeurs en fin de droits ou des « RMistes ». Les employeurs ayant des avantages sur ces contrats revus à la baisse, ont tendance à embaucher le personnel pouvant les faire profiter de ces privilèges. En favorisant cette législation, plutôt qu'une véritable réforme de fond, on a permis de prolonger la durée du chômage, on a rogné sur les heures de travail par des mi-temps, des temps partiels, non choisis, mais imposés. Il ne faut plus cataloguer les demandeurs d'emploi dans des filières : longue durée, RSA, primo demandeurs .... Ces filières ne font qu'accroître la

longueur d'attente au chômage. Alors que l'État croyait bien faire, il a permis à la précarité de s'installer. C'est donc sur le salaire net qu'il faut jouer par un réajustement imposé des salaires avec la suppression de charges salariales. Cette revalorisation ne pesant pas sur les coûts de production.

Nous aimons bien nous plaindre et l'instauration des 35 heures s'est vue dotée de tous les maux, comme l'euro. Nous pensons qu'ils sont à la base de tous nos problèmes. Pourtant, les 35 heures sont rentrées dans le quotidien des entreprises, ainsi que dans la vie des salariés qui y trouvent des avantages, si ce n'est financier, au moins dans l'organisation de leur quotidien. Si l'on supprime la semaine des 35 heures, où sera la possibilité et la liberté de faire des heures supplémentaires ?

#### *4) Un seul contrat de travail*

Dans notre société française, si un individu n'a pas de contrat de travail à durée indéterminée, (CDI), encore moins de fiches de paie, il n'a pas de droit au logement, puisqu'il doit le ou les fournir. Pas de travail s'il n'a pas de logement. Et encore moins de droit au crédit, d'accès aux soins, de retraite... à moins qu'il n'ait un gros compte en banque. Ce manque de CDI le marginalise et lui fait perdre peu à peu son statut social.

On a trop tendance à croire que lorsqu'on rentre dans une entreprise, ce sera un long parcours, sans aléas, qui se fera jusqu'à la retraite. Nous n'avons plus les mêmes existences que nos grands-parents, ni les mêmes ambitions. Le progrès fait que la technique évolue tous les jours. En 20 ans, nous sommes passés du gros téléviseur encombrant et inesthétique à l'écran plat LCD en H.D. Du téléphone fixe au portable, etc... En tant que consommateur, nous nous sommes non seulement adaptés, mais nous en redemandons. Pour l'emploi, il faut raisonner de la même manière. Des métiers, des emplois, des entreprises disparaîtront supplantés par Internet. Évitions les réflexes de pensées immobilistes qui nous empêchent de voir autrement. La

sécurité de l'emploi est là ! Ce contrat n'est pas une utopie. Ce ne sont que quelques dizaines de millions de mentalités à changer.

### *5) La réduction du temps de travail*

La robotisation et le numérique ont révolutionné non seulement l'industrie, mais le tertiaire. Dans peu de temps ce seront des semaines de 24 heures qu'il faudra envisager pour avoir du plein emploi.

## ***La gestion des ressources humaines***

1) Le « droit au travail » dit bien ce qu'il veut dire.

« Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front ». Les termes ont changés, mais le fait est toujours là. En règle générale, et à moins que l'on fasse travailler son argent à sa place, (encore faut-il en avoir !) il faut travailler pour gagner de l'argent. Encore faut-il pouvoir trouver ce labueur. Il arrive que l'on soit sans travail, donc sans revenus. Si l'état a comme objectif de réduire le chômage, cela ne suffit pas. Ce n'est d'ailleurs pas un objectif, c'est un souhait, puisque les économistes considèrent le chômage comme un composant ne pouvant et ne devant cesser d'exister. Les objectifs de Lisbonne sont de 70% de taux d'emploi pour les pays européens<sup>27</sup>.

Partant du principe qu'il s'agit d'une volonté politique, que ce n'est qu'une question d'objectif : rémunérer le travail et non le chômage, chacun redevient maître de son parcours de vie. Mais la aussi, l'état d'esprit doit changer. Du travail, il y en a pour tout le monde, il suffit de le mettre sur le marché. Il n'y a pas besoin de 1,5 à 2 points de taux de croissance pour créer de l'emploi. Nous n'avons pas les conséquences sociales d'une crise économique, mais les conséquences économiques d'une crise sociétale.

---

<sup>27</sup><http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/approfondissements/strategie-lisbonne-strategie-europe-2020.html>

Il coûtera moins cher aux entreprises et à l'État de financer le travail que de financer le chômage, car si, dans un premier temps, le budget de financement est identique, (les postes budgétisés à pourvoir étant déplacés) le résultat, lui sera bénéfique. Moins de jeunes inactifs, moins de violence, moins de stress..... Répercussions positives sur la sécurité sociale, sur la délinquance, sur la croissance économique.

## 2) Les causes du blocage du « droit au travail »

Il n'y a pas que la fermeture d'entreprises qui engendre le chômage. Il existe aussi des causes dues à un système obsolète :

Par des blocages du côté de l'entreprise

- Les dispositifs empêchant les entreprises de licencier et d'embaucher facilement
- Les charges sociales qui font reculer les entreprises à embaucher
- Le passage pour les entreprises à 10 salariés, puis à 50 avec des contraintes syndicales
- La fermeture de la majorité des entreprises et des commerces le dimanche
- Travailler à l'international avec les décalages horaires lorsqu'on ferme à 17 ou 18 h.
- Le manque d'unités de production, les entreprises étant de plus en plus orientées vers le tertiaire

Et de celui des demandeurs d'emploi :

- Sans CDI, on ne peut avoir ni logement, ni crédit, ce qui fait que le futur salarié recherche à tout prix ce contrat.
- Il est de plus en plus exigé par Pôle Emploi et les entreprises des diplômés alors que l'on a l'expérience apprise sur le tas,

ou un diplôme ayant des points communs avec l'emploi proposé mais pas d'équivalence avec le diplôme imposée par celui-ci.

- Les emplois trop ciblés par les diplômés, qui ne donnent pas l'accès à un autre emploi
- Le refus légitime de travailler pour des salaires au SMIC, alors que l'on a BAC + 3 ou 4
- Travailler coûte cher à certains salariés en aide maternelle, déplacements, frais professionnels
- Les distances entre le lieu de travail et l'habitation
- Les personnes bénéficiant de certaines allocations perdent leurs avantages lorsqu'elles travaillent, et « gagnent » moins en travaillant.
- Et pour terminer, les « petits métiers » qui sont dans l'esprit de beaucoup d'entre nous, dévalorisés parce que précaires avec un CDD, leur dévalorisation ayant entraîné une rémunération de bas salaire, alors que l'on a tellement besoin d'eux pour nous faciliter la vie quotidienne et nous la rendre plus conviviale.

Mais comment venir à bout de tous ces blocages ? Avec une idée simple, mais qui remet en cause la gestion de l'entreprise :

### **Externaliser les ressources humaines.**

On part des principes suivants :

Le salarié n'a plus qu'un employeur qu'il aura choisi en s'inscrivant dans une agence d'intérim devenue une Agence pour l'Emploi (APE) De ce fait, le salarié n'aura plus qu'un contrat de travail en CDI qu'il aura négocié et qui le lie à l'APE. Contrat dont il pourra tout au long de sa vie professionnelle négocier les termes :

- qualification
- nombre d'heures de travail (temps plein, temps partiel, mi-temps)

- jours de repos

Du côté des entreprises :

- Souplesse de mouvement de personnel pour les entreprises n'ayant plus de contrat de travail avec le salarié, mais avec l'APE. Elles embauchent et licencient suivant leurs besoins.
- La gestion de la paie passe par les APE ainsi que la gestion des ressources humaines (droit à la formation, etc...)

Pour inciter les entreprises à délocaliser la gestion de leurs salariés, les cotisations « ASSÉDIC » seront versés aux APE qui géreront leur contrat et payera ainsi le service. D'où diminution de charge pour l'entreprise.

Grâce à la création d'un outil informatique national semblable à celui des URSSAF permettant de gérer à la fois les offres d'emploi, la gestion des contrats avec les entreprises, les ordres de missions des salariés, ainsi que le dossier professionnel de ceux-ci (emploi, congés, droit à la formation etc... ) l'externalisation devient un outil national permettant à la fois de gérer le marché de l'emploi et de réduire de façon drastique le travail au noir des entreprises.

Je vous entends me dire : Encore une liberté de moins, le suivi des dossiers professionnels de chaque individu est contraire à l'idée de liberté. Mais n'avez-vous pas remarqué que le suivi de votre vie professionnelle, de soins etc... est déjà fiché, encarté, (URSSAF, Impôts, Assedic, etc... ).

Afin de sécuriser le parcours du salarié les services d'inspection de la DDTE seront renforcés afin d'éviter toutes dérives de « droit au travail » et « droit du travail » non respecté.

Il faut inverser nos raisonnements. On rémunère le travail et non le chômage, parce que le chômage, (étymologiquement : se reposer pendant les heures chaudes) en tant que dépendre d'événements extérieurs indépendants de notre volonté ou du bon vouloir d'un

dirigeant ne doit pas exister. C'est avec l'agence qu'on discute les contrats, qu'on peut changer d'entreprise, de travail, qu'on a le choix. Il ne faut pas avoir peur de ce système.

Formés à un travail, ayant la connaissance de l'entreprise, l'entreprise a intérêt à garder et à « chouchouter » ses salariés. Il faut aussi penser que « l'huile de moteur » du salarié est son bien être dans l'entreprise. Un bon gestionnaire évite de faire un turn-over avec ses employés.

*Mise en place de « conseil d'entreprise ».*

Il faut faire la différence entre les représentants des salariés d'une entreprise et les syndicats qui représentent l'ensemble des salariés auprès du gouvernement. Ainsi, dans chaque entreprise de plus de 5 salariés, il pourrait être créé un « conseil d'entreprise » composé à 50% par les salariés et 50% par la direction. Ce conseil servirait à organiser et gérer le bien-être et la sécurité des travailleurs. Un salarié qui vient travailler de bon cœur le matin, est un salarié qui est « profitable » à l'entreprise, qui a du « rendement ».

Dans les entreprises de moins de 5 salariés, ceux-ci côtoient en général leur patron et peuvent régler directement leurs problèmes

Je ne connais pas une personne qui ne soit capable d'assurer deux ou trois emplois différents. Par exemple un tourneur peut aussi bien travailler en tant que tourneur qu'enseigner son métier. Un artisan connaît autant la gestion que sa production etc... Les hobbies peuvent devenir d'excellentes bases pour rebondir. Un passionné de cinéma peut travailler comme vendeur dans ce secteur ou comme soutien dans l'enseignement de culture générale .....

Si l'agence ne trouve rien qui convienne, et si on souhaite avoir un salaire, des emplois d'attente seront créés, permettant aux demandeurs de patienter jusqu'à ce qu'un poste qui leur convient se libère. L'État, les collectivités ou les entreprises d'insertion le prendront en charge

contre un travail, mais qu'il est obligé d'accepter s'il veut être payé ».

Les agences qui auront du personnel à placer en « difficulté » (agressivité, manque de ponctualité, difficultés d'adaptation...) auront la possibilité de les orienter vers des structures spécialisées prises en charges par les communes.

Tout ne se fera pas d'un claquement de doigt. De plus, il faudra du temps pour mettre en place les dossiers d'environ quarante millions de personnes. Il faudra de la patience et je suis consciente qu'actuellement nous en manquons, vu la crise. C'est bien pour cela que nous avons besoin d'un état d'urgence sanitaire et social.

### ***Le droit à la paresse***

Il est tout à fait normal d'avoir des périodes où l'on n'a pas envie de travailler. C'est un choix que l'on doit être en droit d'exercer. Plusieurs solutions peuvent être envisageables :

- Cumuler des heures supplémentaires non payées ou des RTT non prises = congés payés supplémentaires
- Prendre un congé sabbatique sans solde
- Travailler moins (temps partiel, mi-temps ...)
- Etc...

### ***Qui paie les formations et rémunère les stagiaires?***

Il y a en France plus de cinq millions de demandeurs d'emploi, entre les déclarés et ceux qui ne le sont pas. La réforme entraînera dans un premier temps un gros effort d'investissement pris en charge par l'état, pour la formation afin de permettre à tout le monde de trouver un travail intéressant. Il faudra le répartir sur une période de trois ans à cinq ans pour pouvoir former tous ceux qui en ont besoin, avec un

soutien aux APE et aux entreprises. Les salariés partant à la retraite, les demandeurs d'emploi récents devenant des tuteurs pour apprendre aux jeunes un métier. Viendra ensuite le temps des formations qui interviendront dans un cadre « normal », prise en charge par :

- Les entreprises, pour des nouvelles techniques ou de nouvelles méthodes spécifiques à l'entreprise
- L'état, les collectivités locales, pour les formations DIF

### ***Formations initiale et continue***

Comme dans tout, trop tue. Trop de diplômes tuent la valeur du diplôme. Trop de diplômes spécialisés pour des métiers dans le commerce, la restauration, l'hôtellerie, et les services aux personnes ferment la porte à l'emploi.

D'après un rapport d'information sur les dispositifs de formation professionnelle établi par le Sénat en 2007 il est recensé par la Commission nationale de certification créée par la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 (CNCP) fin 2006 « quelques 2660 fiches descriptives de certifications dont plus de 1200 délivrées au nom de l'État, réunies au sein du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP).

Les diplômes ou titres nationaux délivrés par les différents ministères certificateurs, sont élaborés depuis 1948, en association avec les partenaires sociaux, dans le cadre des commissions professionnelles consultatives (PCC) organisés par grands secteurs d'activités et fonctionnant auprès des ministères organisateurs.

- 613 diplômes délivrés par l'Education Nationale (auxquels s'ajoutent les quelques 15 000 titres délivrés dans l'enseignement supérieur, dont près de 1 500 licences

professionnelles, ces diplômes ont vocation à être préparés aussi bien par la voie scolaire, qu'en apprentissage, par la VAE, ou en formation continue. On compte aussi 198 CAP, 35 BEP et 37 mentions complémentaires de niveau V, 73 bacs professionnels et 20 mentions complémentaires, 59 brevets professionnels qui ne s'acquièrent que par la voie de l'apprentissage ou de la formation continue) et 20 mentions complémentaires de niveau IV, 109 BTS, 40 diplômes des métiers d'art de niveau III.

- 291 titres professionnels délivrés par le ministère de l'emploi, élaborés par l'AFPA et préparés par cet organisme ou des centres agréés.
- 196 titres ou diplômes délivrés par le ministère de l'emploi.
- 130 titres délivrés par le ministère de la jeunesse et des sports.
- 14 par le ministère des affaires sociales et 3 par le ministère de la santé

S'y ajoutent 452 CQP (en 2005) ne figurant pas toutes au RNCP. »<sup>28</sup>

Toujours selon ce rapport, il est clairement dit « Si des rapprochements sont mis en œuvre entre les ministères concernés, afin d'établir des équivalences ou reconnaissances de titres, les cloisonnements entre les filières de formation restent encore un obstacle à la construction de parcours cohérents. Tel est notamment le cas de la filière sanitaire et sociale, dans laquelle il existe des besoins de recrutements massifs. En effet, les résistances des appareils de formation font que les avancées sont lentes ..... Il s'agit notamment d'offrir des débouchés aux diplômés du BEP « carrières sanitaires et sociales » délivrés par l'Éducation Nationale, alors que ceux-ci de l'avis de M. Jean-Paul Denanot, président de la commission formation professionnelle ARF, « ne débouchent sur aucun métier ».

---

<sup>28</sup> (Rapport d'information fait au nom de la mission comme information des dispositifs de formation professionnelle – Sénat – 2007- page 34)

Si on y regarde de plus près, chacun de ces titres, de ces CQP, CAP, BAC, BTS, DEUG ont des points communs. Mais vous ne pouvez exercer le métier que vous avez choisi en formation initiale, ou plus tard en formation continue que si vous avez le diplôme ou titre correspondant.

Or, si tous les programmes menant à des diplômes ont des points communs, par conséquence :

- Tous les diplômes ou certificats peuvent être découpés en Unité de Valeur ou Unité d'Enseignement représentant un point commun.
- L'Unité de Valeur est sanctionnée par un examen, qui peut être un QCM informatisé, un examen oral, pratique, écrit, ou conjuguant plusieurs étapes, suivant le niveau et les besoins.
- La totalité des Unités de Valeur donne l'acquisition du diplôme s'y référant.

Pour conclure : Il est tout à fait possible d'adapter à toutes les matières les programmes d'enseignement découpés en Unité d'Enseignement<sup>29</sup> permettant l'obtention d'un diplôme

Avec la mise en place d'un portefeuille de compétence comptabilisant les Unités d'Enseignement, le recrutement des salariés peut ainsi subir une évolution fondamentale dans le choix des entreprises, en laissant plus de place à l'expérience et en donnant ainsi à tout le monde des chances identiques pour un même emploi.

---

<sup>29</sup> Le projet pédagogique de l'unité d'enseignement : ce projet, élaboré par les enseignants de l'unité d'enseignement, constitue un volet du projet de l'établissement ou service médico-social, ou du pôle de l'établissement de santé. Il est élaboré à partir des besoins des élèves dans le domaine scolaire, définis sur la base de leurs projets personnalisés de scolarisation. Il s'appuie sur les enseignements que ces élèves reçoivent dans leur établissement scolaire de référence défini à l'art D. 351-3 du code de l'éducation ou dans l'établissement scolaire dans lequel ils sont scolarisés afin de bénéficier du dispositif adapté prévu par leur projet personnalisé de scolarisation.  
<http://www.education.gouv.fr/cid24428/mene0903289a.html>

Ainsi, une entreprise, pourrait sans exiger un diplôme complet s'en tenir aux Unités d'Enseignement en adéquation avec les compétences nécessaires ou recherchées par l'offre d'emploi offerte. Par exemple, il n'est pas obligatoire de connaître l'anglais pour être expert-comptable dans une entreprise travaillent uniquement avec la métropole, mais celui-ci est indispensable pour un expert-comptable travaillant dans une entreprise d'import export.

### ***Des pistes pour doper le marché***

Après avoir adapté le marché du travail, c'est-à-dire donner les moyens aux entreprises de travailler dans de meilleures conditions, il faut aussi leur donner les moyens de faire face à la concurrence des multinationales.

Les propositions de François Hollande sont de miser sur les énergies nouvelles et l'environnement pour dynamiser l'économie. Il ne voit pas que ce ne seront que déplacements de postes ou métiers devenus obsolètes, remplacés par d'autres emplois.

Pour le tourisme, cela risque de devenir un non sens si notre mode de vie continue à s'uniformiser mondialement, au point de nous rendre comparable à notre clone humain des antipodes. Pourquoi se déplacer si c'est pour trouver ailleurs le même mode de vie, la même culture, la même cuisine que chez soi pour le même coût ? Même raisonnement pour nos voisins s'ils n'ont pas l'argent nécessaire pour le dépenser chez nous. De plus la peur des attentats n'incitent pas aux déplacements.

Créer des emplois aidés est un pansement sur une jambe de bois, car le CDD terminé, le poste créé n'est pas pérennisé.

Alors ?

Chaque créneau de la production et de la distribution doit être

réaménagé en fonction du droit au travail. Pas en fonction d'une réforme permettant de payer moins d'impôts ; de taxes, de cotisations sociales et/ou cherchant à obtenir des subventions comme le demande Pierre Gattaz aggravant la dette publique.

Nos multinationales au sommet du CAC 40 ne se portent pas trop mal malgré un plongeon à la Bourse. Bien qu'elles représentent un fort potentiel, ne pourront à elles seules assurer un redressement de notre économie. En réalité, celles qu'il faut soutenir et dont Pierre Gattaz, patron du MEDEF ne parlent jamais, sont les PME/PMI, les petits commerçants, les petits artisans qui contribuent au plus lourd apport à la fois des impôts, mais aussi des embauches. Les artisans et commerçants représentent à eux seuls plus d'un million d'entreprises<sup>30</sup>. Si chacune d'entre elles pouvait embaucher ne serait-ce qu'un salarié en plus, cela ferait 1 million de chômeurs en moins. Avec la possibilité d'embaucher par l'intermédiaire des APE suivant les besoins de leurs carnets de commandes cela devient possible. Peut être auront elles le courage de se lancer !

Pour pouvoir absorber plus de cinq millions de demandeurs d'emploi, il faut non seulement augmenter la productivité de l'outil de travail existant, mais aussi permettre la création et la pérennisation de nouvelles entreprises ou de nouveaux métiers.

Le souci de produire au plus près du consommateur par souci de développement durable, donc de moindre transport, peut amener à développer une fabrication dans d'autres pays. Mais à ce moment là, ce n'est plus une délocalisation, mais un investissement de la maison mère. Il est vrai que ce n'est qu'avec une réforme complète du système social, la simplification administrative de la gestion des salariés, un changement complet de l'esprit d'entreprise et de son fonctionnement que les entreprises retrouveront leur dynamisme et les salariés un meilleur pouvoir d'achat.

---

<sup>30</sup> <http://www.artisanat.fr/espaceartisanat/lartisanatenfrance/tabid/66/default.aspx>

Mais revenons à nos moutons. Si la solution est simple sur le papier, elle l'est beaucoup moins en pratique. Si au départ les syndicats, les salariés, les demandeurs d'emplois, bref, toute la population, n'est pas partie prenante avant de légiférer la première ligne, il sera très difficile, sinon impossible de mettre en place le droit au travail. C'est pour cela qu'il faut instaurer un état d'urgence sanitaire et social. L'État aura, dans un premier temps, un gros effort à fournir avant toute mise en place. La rémunération du travail n'est pas évidente comme conception, surtout que depuis plusieurs décennies, il est rentré dans les mœurs de rémunérer autant le travail que le chômage. C'est un effort qui malgré un état d'urgence ne pourra se faire en six mois, car il y a plus de cinq millions de personnes demandeurs d'emploi entre les déclarés, ceux qui ne le sont pas, ceux qui arrivent sur le marché du travail, et ceux qui n'ont aucune formation qu'elle soit dans notre langue, l'alphabétisation ou un métier. De plus, il faudra agir par paliers successifs pour mettre en place les différentes mesures nécessaires à ce changement.

En partant d'un principe que l'on oublie trop souvent, qu'un chat échaudé craint l'eau froide et n'ose plus se mouiller, il faut d'abord redonner confiance. Ce n'est pas en annonçant quelques réformes, qu'un gouvernement suivant peut changer à tout moment, que l'argent des grandes fortunes françaises reviendront en France. Pourquoi reviendraient-elles ? Elles se trouvent bien, là où elles sont. On leur a fait des ponts d'or, dans des pays qui ne changent pas de politique sur les prélèvements d'impôts tous les cinq ans quand ce n'est pas tous les six mois. Déjà, si ces ex-français (souvent ils ont pris la nationalité de leur pays d'adoption) reviennent en touristes, puis s'ils réinvestissent de l'argent dans des entreprises, on aura fait un immense pas dans leur confiance.

Encore quelques leviers pour réduire le nombre de demandeurs d'emploi

## *Les associations*

Si je parle ici des associations, dans le chapitre des entreprises, c'est que le réseau associatif a beaucoup évolué depuis sa création. Beaucoup d'associations en France vivent des subventions, ce qui coûte de l'argent au contribuable. Sous prétexte qu'un réseau d'association est bénéfique aux citoyens, tout et n'importe quoi a été créé. C'est comme cela que l'on retrouve de véritables entreprises ayant le statut d'association. Elles font de la sorte une concurrence déloyale aux entreprises, par des prix bas, avec des stagiaires et des salariés payés en partie par l'état. Bien que régit par la même loi, il existe plusieurs sortes d'associations. Une profonde réforme, là aussi, doit être faite, non pour remettre en cause, la loi de 1901, mais pour réformer leurs contenus et leurs gestions.

## *L'aide à la création d'entreprises, d'industries et de commerces*

Trop de créations d'entreprises ferment au bout d'un an, ou au bout de trois ans. Peu arrivent à perdurer. Il ne suffit pas d'aider financièrement à la création, ni de donner une formation aux créateurs pour leur apprendre à gérer. Il faut aussi les aider sur un plus long terme, par des réseaux. L'aide de l'État se ferait sous forme de création d'une SARL où l'État par l'intermédiaire d'une association/relais (pépinière d'entreprise) investira de l'argent et prendra des parts. L'association se comportera comme un véritable associé participatif. Elle aura un regard sur la société et apportera aide et conseils. Elle partagera aussi les bénéfices à hauteur du nombre de parts. Lorsqu'ils en auront la possibilité, l'associé ou les associés fondateurs, pourront racheter les parts appartenant à l'état, pour la somme prêtée avec un taux d'intérêt équivalent à l'inflation du cours de l'euro. Ainsi, une société créée par un particulier avec l'aide de l'État peut ensuite devenir individuelle.

## ***La possibilité d'« assistants maternels » pour les parents***

Pas une prestation sociale, ni un recul social.... mais un emploi. Car, rappelons qu'avec la législation actuelle, si vous ne travaillez pas, pas de droit au logement, au crédit etc... Vous êtes une personne non reconnue par la société.

Une mère ou un père de famille qui choisit de ne pas travailler pour s'occuper de ses enfants a les mêmes droits et devoirs qu'une assistante maternelle. Il serait logique qu'un des premiers choix de vie des parents soit de pouvoir choisir entre élever eux-mêmes leurs enfants ou avoir un emploi et les confier à une crèche ou une assistante maternelle. Il en est de même pour s'occuper d'un parent âgé infirme ou d'un handicapé. Ce n'est pas une aide de l'état pour remplacer ou accroître des revenus qui lui est proposé. C'est l'emploi d'assistant(e) maternel(le) qui est rémunéré, à la seule différence, qu'au lieu que ce soit les enfants des autres, ce sont les leurs. C'est un métier à temps plein, que l'état se transformant en employeur rémunère. Les « assistants maternels » désirant se repositionner sur le marché de l'emploi. pourront suivre un DIF (droit individuel à la formation). Comme pour les assistantes maternelles, formations et suivis seront obligatoires.

De plus la formation et le suivi permettront de mieux appréhender la contraception ainsi que de signaler les violences conjugales et/ou violences sur mineurs souvent passées sous silence.

## ***L'agriculture et l'agro-alimentaire***

Ici c'est un état d'urgence sanitaire et social dont nous avons besoin. Trop de normes débiles qui ne profitent qu'à des multinationales, trop de pesticides, d'engrais, qui coûtent une fortune aux agriculteurs. Notre modèle est en fin de course avec les cultures intensives qui appauvrissent les terres et mettent en danger la santé des

consommateurs. Nous avons abouti à une agriculture de produits bas de gamme au prix d'une concentration qui élimine les petits producteurs.

Le vin appartient à notre culture de « bonne bouffe », et à notre patrimoine. Le Conseil européen en demandant aux viticulteurs d'arracher des hectares de vigne, nous enlève aussi notre patrimoine. S'il est vrai que pour des raisons de santé publique, nous avons intérêt à boire moins, nous en profitons aussi pour boire mieux. La qualité remplaçant la quantité.

Les règles qui s'appliquent pour la production des vins français (interdiction d'utiliser certains produits, contrôle de la qualité, traçabilité...) doivent s'appliquer de la même façon aux vins importés d'Australie, de Californie, du Maghreb .... Les Etats-Unis interdisent l'entrée sur leur territoire des produits qui ne répondent pas à leurs normes d'hygiène, faisons de même.

Mais pourquoi l'arrachage ? Pourquoi ne pas avoir des quotas vinicoles et avec le reste promouvoir le jus de raisin de l'Hérault, du Beaujolais, de la Bourgogne. Chaque jus de raisin ayant un goût différent. Un jus de raisin est aussi bon au point de vue santé qu'un jus d'orange ou de pamplemousse que nous ne produisons pas. Produit sur place, moins de transport, donc moins de pollution, il y a toujours plein de solutions avant d'en arriver aux extrêmes.

De même pour toutes les filières pêche, avicole, bovine, porcine, des problèmes spécifiques se présentent ayant pourtant des points communs. Avec une partie des charges salariales et patronales supprimées, avec une réforme des circuits de distributions, les filières agro-alimentaires pourraient se porter beaucoup mieux.

## **Réformer la Constitution**

**La différence entre l'homme politique et l'homme d'État est la suivante : le premier pense à la prochaine élection, le second à la prochaine génération".**

**James Freeman Clarke (1810-1888)**

### ***Réformer la Constitution ?***

Mais il faut commencer par le commencement.

Nous ne voulons plus de cette Ve République, qui a été fait pour le général de Gaulle. Nous voulons une VIe République avec un pouvoir parlementaire.

Fini de cette République monarchique nous voulons une assemblée nationale qui représente le peuple

Depuis quelques décennies, à chaque nouvelle campagne présidentielle des candidats souhaitent et proposent une nouvelle constitution. Encore faut-il prouver cette initiative. Quelle est la grande réforme qui justifierait un tel changement ? Quels critères justifieraient non un remaniement, mais une évolution radicale ? Le régime est-il en déliquescence où ingouvernable comme à la fin de la IVe République ? Époque où le Général de Gaulle a, par la voie du référendum, fait voter le changement de mode d'élection du

président, lui conférant, par le suffrage universel direct, une autorité et des pouvoirs dont ses prédécesseurs étaient exclus et que même le Président des Etats-Unis ne possède pas. A cette époque, une telle réforme méritait un référendum et une nouvelle république !

Il faut croire pourtant que les Présidents en exercice n'en n'étaient pas satisfait, puisque la Constitution de 1958 a été modifiée à vingt-quatre reprises à leur demande, soit par le pouvoir constituant, soit par le Parlement réuni en Congrès, rarement par le peuple à travers l'expression du référendum.

Une Constitution, devrait non seulement régler ce qui constitue l'organisation de l'état entre séparation des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires, mais surtout devrait être une charte déontologique, une pensée, qui nous élève, nous dynamise, que l'on respecte, non seulement dans les textes, mais dans sa philosophie. Les Américains de la rue, font à ce point de vue, constamment référence aux amendements de leur Constitution, à leurs droits, dont ils sont si fiers. Nous gagnerions à les imiter sur ce point. A l'enseigner à l'école. Combien de citoyens connaissent les droits contenus dans le préambule de la constitution datant de 1946, et dont on retrouve juste la référence dans le préambule de celle de 1958 ? Nous devrions être fiers de la nôtre, qui a l'instar de la déclaration des États-Unis clama en 1791 : Tous les hommes naissent libres et égaux.

Or, notre constitution, à part l'article 1<sup>31</sup>, a été recentrée complètement sur le fonctionnement des pouvoirs politiques en ignorant les droits du citoyen.

Rétablir la confiance envers les institutions est une priorité. On voit

---

<sup>31</sup> « **Art. 1.** - La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée.

La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales. »

surtout depuis 2007 que la contestation règne autant parmi la société civile que parmi les parlementaires. Elle règne parce que personne n'écoute et n'est écouté. C'est un dialogue de sourds. Parlements et syndicats n'ont pas de véritables pouvoirs. Les syndicats sont affaiblis et les parlementaires doivent voter des lois toutes ficelées par des technocrates régnants dans les Cabinets ministériels, sous peine de dissolution de l'Assemblée. La Constitution modifiée en 2008 a modifié les rapports entre le Gouvernement et les parlementaires, mais n'a pas abrogé l'article 49.3<sup>32</sup> qui permet de faire adopter un projet sans vote et l'article 12 permettant la dissolution de l'Assemblée. Lorsque vous avez une épée de Damoclès au-dessus de votre tête, vous hésitez toujours afin qu'elle ne vous tranche pas. Les objectifs et les enjeux du pouvoir sont à définir, car il s'agit d'une bataille des ego et des pouvoirs personnels.

Ne pas commencer par doter la France d'une Constitution dont tous les points seront inviolables, qui redéfinisse les pouvoirs, c'est fortement limiter les possibilités de réforme et d'innovation. C'est ne pas donner aux représentants du peuple de vrais pouvoirs. C'est ne pas permettre que toutes les opinions soient exprimées. C'est ne pas permettre aux syndicats, c'est-à-dire à la société civile, d'avoir du poids dans les décisions gouvernementales. Cette nouvelle Constitution est la base nécessaire à un changement d'esprit qui nous permettra de retrouver confiance envers nos dirigeants.

Pour cela elle doit :

### 1) Garantir les droits du citoyen

Tous les individus naissent et demeurent égaux devant la loi sans distinction d'origine ou de religion. Oublions toute idée de parité ou de discrimination positive, puisque l'égalité véritable ne devrait dans

<sup>32</sup>l'article 49 de la Constitution stipule que « le Premier ministre peut, après délibération du Conseil des ministres, engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un texte. Dans ce cas, ce texte est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée

une loi ne faire aucune différence entre sexes (parité) et origines (discrimination positive). Ceux-ci leur attribuant une idée de différence.

Pourquoi n'est-il pas écrit dans la constitution les droits au logement, à l'instruction, au travail, aux soins, à la retraite, à un revenu minimum, sans lesquels il n'existe pas ce que l'on pourrait appeler une vie « décente » ? Il faut les inclure.

## 2) Garantir les droits à la vie privée et les droits à l'information

Une chose est sûre, la liberté s'arrête au moment précis où commence la liberté d'autrui. Mais est-on encore sous le « régime » de la vie privée lorsqu'on se sert d'Internet, des portables ou des GPS ? Les lieux publics et notamment la rue avec les techniques de surveillance vidéo sont-ils devenus des lieux où aucune liberté « privée » n'a droit de cité ? La voiture reste-t-elle un lieu privé puisqu'elle embarque toute cette technique ainsi que le domicile ?

## 3) Garantir les droits de la société civile à la vie politique

Notre Constitution reconnaît trois pouvoirs : pouvoir exécutif, pouvoir législatif, pouvoir judiciaire, représentés par le gouvernement, les assemblées parlementaires et le Conseil de la magistrature. Il doit en exister un quatrième, celui de la société civile représentée soit par les syndicats soit par une entité représentant celle-ci.

### ***Inscrire dans la Constitution les garanties de souveraineté du peuple***

Garantir que seuls, les électeurs pourront sanctionner leurs représentants. La aussi le droit des citoyens est bafoué puisqu'il est écrit : « Le Président de la République peut, après consultation du Premier Ministre et des Présidents des assemblées, prononcer la

dissolution de l'Assemblée Nationale. »

Cet article sous-entend que si le Président de la République est en désaccord avec l'Assemblée, il est en désaccord avec la plupart d'entre nous, puisque ce sont les électeurs qui ont envoyés leurs représentants à l'Assemblée. En démocratie, c'est le peuple et le peuple seul, qui doit « évaluer » et sanctionner les résultats du Gouvernement par ses votes.

Pourquoi ne pas inclure dans la Constitution, que seuls les électeurs peuvent réclamer la dissolution de l'une des assemblées.

### ***Inscrire dans la Constitution ce qui nous rassemble et fait notre identité***

La France est une république laïque, qui puise sa culture dans des racines multi culturelles (invasions, colonisations, migrations etc....) avec un historique chrétien qui a fortement marqué ses us et coutumes depuis la fin du 1er siècle<sup>33</sup> devenu après bien des aléas un « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » .

Composée de régions aux us et coutumes diverses (n'oublions pas les régions d'outre-mer, qui font partie intégrante de la France) elle est une et indivisible. Sa langue est le français.

L'emblème national est le drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge.

L'hymne national est « La Marseillaise ».

La devise de la République est « Liberté, Égalité, Fraternité ». Je préférerais : Liberté, égalité, solidarité. Mais bon, la notre est très belle, sauf que l'on oublie trop souvent FRATERNITE.

### ***Le parjure devant les représentants de l'État doit-il être considéré comme un crime et inscrit dans la Constitution ?***

---

<sup>33</sup> Ste Blandine fut martyrisé à Lyon en 117

François Hollande a voulu inscrire dans la Constitution l'état d'urgence alors que nous avons des lois suffisantes pour cela. Cependant l'affaire Cahuzac, donne à réfléchir. Se parjurer devant l'Assemblée Nationale c'est se parjurer devant le peuple. Mais soyons réaliste. Toutes les questions peuvent-elles être posées ? L'État a des secrets qui ne peuvent être divulgués sans mettre en danger des vies ou l'État lui-même. Peut-être faudrait-il définir où commence et où finit le secret d'état. Vouloir la transparence à tout prix, vouloir tout savoir ne doit pas être à la portée de tout le monde.

### *La représentation des électeurs à l'assemblée*

D'après des chiffres sérieux, les militants, tous partis politiques confondus, sont 365 000...Soit 0,5 % des français soit 1% des inscrits sur les listes électorales...

Trouvez-vous normal que ce 0,5% nous imposent leurs candidats ?

Le principe fondamental d'une république démocratique est un gouvernement du peuple par le peuple. Ici, la démocratie pêche sur plusieurs points. Si le peuple ne vote pas en masse, comment est-il représenté à la tête du pays ? Qui dirige ? Qui gouverne ? Le représentant d'une minorité d'un premier tour, qui devient par un jeu de désistement, majoritaire au second tour. Car si l'on compte l'ensemble des inscrits, (et encore toutes les personnes en âge de voter ne sont pas inscrites) et non des votants, un député ne serait élu au premier tour, que par un électeur sur quatre. Idem pour l'élection présidentielle.

Les députés sont censés être les représentants élus par le peuple, mais en fait, les électeurs votent, surtout au second tour, pour ceux et celles qui sont les moins éloignés de leurs idées, quand ce n'est pas en contradiction totale avec leurs opinions ou en suivant les directives de leur parti suivant le jeu des alliances. Le Président

Jacques Chirac a ainsi été élu par la gauche, pour que le représentant du Front National ne puisse accéder au poste suprême. François Hollande a été élu, non par enthousiasme, mais par rejet de Nicolas Sarkozy. La question se pose donc. L'Assemblée Nationale est-elle réellement le miroir de l'opinion publique ? La représentativité de son élection n'est-elle pas la raison principale d'une incompréhension entre gouvernants et gouvernés ?

### ***Doit-on inclure dans la Constitution l'obligation de participer au maintien de la démocratie ?***

Si l'on a des droits, nous avons aussi des devoirs notamment celui de participer au maintien de la démocratie en votant. Le vote devrait-il être obligatoire ? Ce serait encore une liberté supprimée, mais si les citoyens boudent les élections c'est qu'ils n'ont aucune possibilité de faire entendre leur mécontentement, obligés pensent-ils, de faire un choix entre la peste et le choléra. Il serait utile que le vote blanc ou nul soit pris en compte.

### ***Les programmes électoraux***

Si la réforme sur les retraites a été tellement contestée, alors que tout le monde était d'accord sur le fait qu'il fallait les réformer, c'est que tous les candidats à la présidentielles ou aux législatives nous avaient clamé à grand renfort de discours, qu'il fallait réformer, mais n'avaient pas argumenté sur les moyens pour y parvenir. J'ai entendu qu'il était réclamé plus de pédagogie de la part de nos dirigeants. Ce n'est pas de pédagogie dont nous avons besoin pour comprendre, nous ne sommes plus des enfants, mais d'un développement des procédures de la réalisation. A titre d'exemple ; Toute entreprise lorsqu'elle répond à un appel d'offre pour la passation d'un marché doit, non seulement remettre le programme de réalisation, mais aussi la procédure, le financement. On parle plus des candidats que du

programme. Ne serait-il pas judicieux de prendre en modèle l'entreprise, prévoyant un programme avec procédures, financements et agenda pour expliquer au moment des campagnes électorales, les moyens et les structures qui seront mises en place pour y parvenir. Ceci dans la perspective d'une meilleure compréhension entre le peuple et ses dirigeants.

Ce qui éviterait une autre question très importante qui en découle : Un gouvernement doit-il diriger la politique pour le bien de tous sans s'occuper des contestations de la rue, ou doit-il être le reflet d'une manifestation de la population et stopper son projet ? Ces deux solutions se révélant parfois inadaptées. Ne pas se préoccuper des contestations est antidémocratique, mais ce plier à la contestation, c'est-à-dire seulement au « non » à une réforme, une loi, un décret dans sa globalité, n'est pas réaliste non plus, puisque la contestation n'a pas la possibilité par sa manifestation de proposer une autre solution.

### *Un leader ou un gestionnaire ?*

Nous n'avons pas élu un président reconnu par tous les Français, mais un « quart de président », ce qui au final n'est pas très « démocratique » mais comment faire ? On a reproché à Jacques Chirac d'avoir été élu en réalité en 2002, avec 24% des votants, alors qu'en raisons de circonstances spéciales, il avait été élu avec plus de 82%. Ce qui est vrai pour l'un, l'est pour les autres. François Hollande a été élu, sur ce principe avec 28,63% des votants, mais 79,48% des inscrits soit environ 18% des inscrits. D'où sa difficulté à faire appliquer des réformes. Le respect que nous avons envers notre constitution lui donne le pouvoir légitime, mais en fait-elle un leader pour autant ? La contestation qui règne montre que non.

Un Président ne sera jamais « normal » mais souhaitons-nous que le Président soit le représentant de la France, au sens d'être un symbole

représentatif d'union comme la Reine d'Angleterre ou être le chef du Gouvernement ? La question du leader, du législateur ou du représentant de la France déposant des gerbes aux monuments aux Morts persiste au sujet de l'image et du pouvoir que nous souhaitons pour notre chef d'état.

En France, nous avons actuellement droit à un être hybride, un peu de l'un, un peu de l'autre et pas tout à fait des trois, pas bien défini, puisque c'est le Premier Ministre, au sens de la Constitution qui est le chef du gouvernement. A se demander pourquoi, le Président est élu au suffrage universel, puisqu'on lui conteste dans un certain sens, tout au moins dans la Constitution, le droit d'être le chef du gouvernement, d'appliquer son programme, puisqu'il ne peut, à ce titre, aller débattre devant l'Assemblée.

Il est vrai que le terme même de leader fait peur. On a trop souvent vu, à travers l'Histoire, des leaders se transformer en dictateur. Mais devant la crise économique et financière mondiale l'opinion n'aurait-elle pas besoin d'un leader qui puisse la motiver.

Avec Nicolas Sarkozy, on a entendu et lu dans pas mal de médias, que notre république était gouvernée par un président qui se comportait comme un monarque en étant omniprésent ! La Constitution lui donne ce droit, puisque tout ce qui n'est pas interdit est autorisé. A contrario, il lui a été reproché de se comporter comme monsieur Tout le monde, en ne parlant pas un langage châtié. C'est vrai que par moment, en considérant certaines sorties protocolaires, il a « dérapé », mais nous sommes des êtres humains, et nous n'avons pas toujours la bonne attitude au bon endroit. Question d'exercice ! François Hollande a voulu être un président « normal ». Mal lui en a pris. Il a été trouvé pas assez « Président » en se promenant en scooter. C'est le problème justement de ne pas avoir été élevé dans l'optique d'être le représentant d'un pays, comme un futur roi, où depuis votre enfance, vous êtes préparé au comportement que vous aurez à adopter en toutes circonstances. C'est à la fois les faces

endroit et envers d'une élection démocratique qui permet aux fils du peuple de gouverner. Alors ? Quel style de Président souhaitons-nous ? A se rappeler la fable des grenouilles qui voulaient un roi. Elles eurent une grenouille comme elles, puis un soliveau, et ensuite un héron qui les mangea. Attention à demain .....

C'est vrai que nous avons besoin d'un leader, pour nous motiver, nous redonner un but, un idéal, mais qu'il soit bien encadré par les directives morales de la Constitution. Ce sont dans les pays démocrates, où il n'y avait plus de gouvernement efficace et respecté, que les dictatures ont eu le plus de facilité à éclore, lorsque l'anarchie commençait à s'installer. Le peuple a élu « démocratiquement » des hommes venant de l'extrême droite comme Hitler. C'est à nous, électeurs, d'être vigilant lors des élections. C'est notre responsabilité.

Jusqu'ici, il n'avait jamais été question de la place du conjoint du Président, parce que le président était un homme, et que les mentalités rétrogrades trouvaient normal que la femme d'un président ne travaille pas. L'égalité des droits peut amener une femme à la présidence. Avant qu'une femme ne soit élue présidente, il faudrait prévoir un statut pour son conjoint qui ne peut se contenter de quitter ses occupations pour éviter les conflits d'intérêts et jouer les princes consorts.<sup>34</sup>

### *Les dérives financières*

On a vu avec les affaires URBA, Baladur et maintenant Bygmalion

<sup>34</sup>Enfin, 60% préfèrent qu'à l'avenir les conjoint(e)s de président de la République "ne jouent plus aucun rôle et que plus aucun moyen ne leur soit attribué par la République", contre 25% qui préfèrent que "soit créé un véritable statut définissant officiellement leur rôle" et 15% veulent que "les choses restent comme elles sont aujourd'hui". Sondage réalisé par internet par Odoxa les 25 et 26 septembre 2014 auprès d'un échantillon de 1.001 personnes, représentatif de la population française adulte.

<https://fr.news.yahoo.com/valerie-trierweiler-69-français-mauvaise-opinion-065910969.html>

les dérives financières d'une campagne électorale qui limitent les chances des petits candidats qui ne peuvent suivre cette surenchère de factures, du toujours plus, toujours plus grand, des shows à l'américaine, un cinq étoiles que peu peuvent soutenir.

Avec des primaires on pourrait se contenter d'un nombre restreint de candidats et pour qu'il y ait une véritable égalité entre les candidats, il est nécessaire qu'il y ait aussi une égalité financière. En proposant un financement public intégral au premier tour de l'élection présidentielle<sup>35</sup>, avec un plafonnement des dépenses de campagne, englobant les frais des candidats, les frais de la propagande officielle ainsi que les frais de la campagne radiotélévisée officielle. Ce « régime » mettant tous les candidats au même niveau aurait le mérite de rendre la campagne égale pour tous et transparente.

De plus ce « régime » permettra des économies, certes négligeables puisque seulement une fois tous les cinq ans, mais il n'y a pas de petites économies, les contribuables en faisant les frais.

Pour égaliser les chances, il faut que les dons en numéraire des particuliers soient interdits, par contre, il ne faut pas surtout pas interdire le bénévolat qui lui est gratuit et ne peut être rémunéré. Au contraire, la motivation et la participation des sympathisants étant le ressort de la démocratie.

### ***Les consultations par Internet***

Le gouvernement actuel souhaite informatisé les élections, mais à mon avis c'est une erreur. Il ne faut pas croire que tout le monde a un ordinateur, Internet et sait s'en servir. Les personnes âgées, les plus pauvres d'entre nous en sont privés. Il est important que tout le

---

<sup>35</sup> <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/fonctionnement/president-republique/comment/comment-est-financee-campagne-electorale.html>  
<http://renedosiere.over-blog.com/article-combien-coute-l-election-presidentielle-103124695.html>

monde puisse voter. Il est important que les élections restent un rituel républicain, alors que de dématérialiser le vote c'est aussi dématérialiser l'unité républicaine.

Alors qu'un référendum revient aussi cher à la communauté qu'une élection à un tour, une consultation par Internet serait beaucoup plus économique. Nous déclarons nos impôts par Internet, nous avons des dossiers à la CAF, à la Sécurité Sociale que nous pouvons consulter depuis un ordinateur. Pourquoi ne pas se servir de ces réseaux sécurisés pour consulter les Français ? Les sujets sociétaux faisant l'objet de consultations à l'échelle nationale avec des réponses à choix multiples, précédés de débats. Ces consultations seraient non un référendum, mais un avis demandé aux Français, avis qui permettrait au gouvernement de travailler dans un climat plus propice à une adhésion des électeurs, afin de réfléchir sur leur prochain programme.

### ***Gouvernement avec et par les représentants du peuple***

Nous avons deux assemblées ; l'Assemblée Nationale et le Sénat, qui ont, toutes deux, quoiqu'on en dise, des pouvoirs législatifs. L'Assemblée Nationale représente le peuple. Le Sénat par l'intermédiaire des grands électeurs, représente les collectivités locales. En pratique, ces deux assemblées n'ont pas de vrais pouvoirs, puisque l'Assemblée Nationale, si elle est en contradiction avec le Gouvernement peut être dissoute, et le Sénat qui fait un travail énorme de rapports, de suggestions n'est pas réellement écoutée. De plus, où se situe la société civile par l'intermédiaire des syndicats, puisque les lois sont élaborées lorsqu'elles arrivent en « discussion » ? Il ne reste plus aux syndicats que la grève, de moins en moins suivie par les salariés, ne pouvant plus se permettre des journées non payées par manque de pouvoir d'achat.

Puisque nous avons deux assemblées, pour une plus juste

gouvernance par le peuple, pour un gouvernement plus légitime, pourquoi refuser à l'Assemblée Nationale un réel pouvoir exécutif ? La démocratie y gagnerait. Pourquoi refuser au Sénat un véritable pouvoir de vote et de contrôle du fonctionnement de l'État ? L'Assemblée Nationale serait notre gouvernement légitime parce qu'élue et non nommée. Le Président en est le chef, mais il ne pourrait faire n'importe quoi. Ses pouvoirs seraient encadrés. Il ne pourrait remanier le Gouvernement, ni dissoudre l'Assemblée. Dans ce gouvernement, chaque député aurait une fonction. Le pouvoir législatif restant au Sénat, qui vote la loi avec décrets d'application immédiat, circulaire d'application, ou la renvoie après débats.

Vous allez soutenir que si l'opposition se retrouve au gouvernement, soit elle va obéir au chef de l'état, soit cela va devenir une cacophonie. Je vous répondrai nous devons grandir, que des démocraties nous ont prouvé qu'un gouvernement de coalition était plus productif qu'un gouvernement avec une opposition. Le danger serait que les oppositions au pouvoir se taisent, qu'il n'y ait plus aucune idéologie autre que celle de la majorité en place, que cela devienne la pensée unique. Si une démocratie n'a plus d'opposants, avec des opinions contradictoires, elle devient une dictature.

En 1962, Pierre Mendès France, dénonçait déjà la bipolarité  
*« La Vème République a inventé une arme d'une extrême perfidie, la bipolarisation. S'agit-il d'un référendum ? Il faut voter oui ou non. S'agit-il d'une élection présidentielle ? Il n'y a finalement que deux candidats. S'agit-il d'une élection législative ? Il n'y a que deux grandes coalitions. Le système trouve son avantage dans un pareil conditionnement de la vie politique. Mais du même coup il empêche tout débat sérieux et objectif sur les véritables problèmes; il ramène tout à un affrontement des bons et des mauvais [...] je n'ai pas l'intention de faire l'éloge des régimes précédents : je peux dire cependant qu'ils étaient au total beaucoup plus pédagogiques, c'est-à-dire en dernière analyse beaucoup plus démocratiques que le régime actuel. »*

Et cette petite voix qui me poursuit pour me dire ; Tu crois réellement que les Français sont prêts à accepter un gouvernement de consensus ?

Qu'on le veuille ou non, nous avons besoin d'un gouvernement de salut public. L'état d'urgence sanitaire et social le réclame. Les médias ainsi que les « ténors » de notre politique sont accrochés au bipolarisme car ils pensent, que si la proportionnelle l'emporte et que si celui-ci n'existe plus, la France est ingouvernable. Or, rien n'est moins démocratique, que la bipolarité, qui met « hors jeu » plus de la moitié des Français. Elle dresse les Français les uns contre les autres, la gauche contre la droite, les politiques contre les syndicats. Nous devons dépasser ces clivages, apprendre à négocier, à travailler en équipe, en respectant l'opinion de l'autre, en prenant ce qui est le meilleur dans chacune de nos réflexions, pour le bien de tous. En s'opposant plus par habitude, par obligation, en réponse à une question par oui ou non, ce qui est le résultat d'une question fermée, ou d'un vote. Le « oui / non ... mais », est plus constructif que le oui/non.

Au cours de la V République, il a été mis en place des commissions, dont la plus connue est la Commission des Finances, dont la composition est à l'image de la représentation de l'Assemblée Nationale. Une situation qui n'empêche pas les députés de dépasser leurs clivages politiques afin d'exercer un véritable rôle. Plusieurs pays ont adopté cette solution de concertation devant les défis économiques et sociaux qui les attendaient. Comme quoi, la preuve est que le système fonctionne lorsqu'on le veut.

Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, puis de François Hollande, le Président et le premier ministre ont une exclusivité de décision au détriment de la préparation et du consensus. Ces gouvernements donnent l'impression de toujours fonctionner dans l'urgence, sans véritable coordination entre les différents ministres. Il donne l'impression d'une succession de décisions sans cohérence

d'ensemble. Un rapport sur la coordination du travail interministériel remis en juillet 2007 précisant que la coordination est une phase essentielle et incontournable du processus de décision qui se retrouve dans tous les systèmes politiques.

De plus, la France croule sous une législation trop volumineuse (environ 10 000 lois et 120 000 décrets) et la pesanteur d'un réseau administratif trop lourd et trop complexe, devenue une administration de paperasserie. Ce n'est plus une politique de moyens, ni de résultats, mais une politique qui veut des résultats sans moyens. Un rapport de 1991 mettait déjà en garde contre ces lois bavardes auxquelles le citoyen ne prête qu'une oreille distraite, et auxquelles le plus souvent, il ne comprend rien.

On a toujours besoin « d'un avocat du diable », pour connaître le bien-fondé d'une réforme ou d'un ajustement à une loi. Il s'agit donc de représenter au gouvernement tous les courants politiques. Les lois étant débattues avant d'être présentées au Sénat, chacun y aura marqué son empreinte, par ses opinions, son expérience. Les syndicats seront intervenus. Oui, on ira certainement moins vite pour légiférer, mais il y aura plus de réflexions, de consensus, de préparation, de suivi, bref, plus de bon sens.

### ***Pour un vrai gouvernement démocratique***

- ***Le Président***

Mandat non renouvelable afin d'éviter que le Président ne pense qu'à sa réélection et ne soit en campagne électorale perpétuelle. Rien ne l'empêcherait d'être candidat soit à une autre élection, soit de se représenter à la présidentielle cinq ans plus tard.

Cela me choque de voir cette haute fonction voter pendant sa mandature puisqu'il est le président de tous les Français et

constitutionnellement « l'arbitre », <sup>36</sup> de ce fait doit être au-dessus de tous les partis. On ne peut être à la fois juge et parti. Ce droit devrait lui être interdit pendant sa fonction.

Tout ce qui a pour objet de lier la fonction du chef de l'État avec celle d'une éventuelle majorité est contraire à l'idée de représentation de président de tous les Français.

- *L'Assemblée Nationale gouverne*

Il n'y aura aucune différence de compétences, puisque les ministres sont nommés non sur leur savoir-faire, mais sur leur appartenance à un parti en respectant la parité.

La question principale qui reste posée est la représentativité de la population au Parlement. Est-ce les problèmes particuliers liés à chaque département ou le nombre d'habitants qu'il faut représenter, puisque les députés sont les représentants de tous les Français, même s'ils sont élus par circonscription. Quelques voix se sont élevés pour suggérer la représentation des professions afin de représenter à travers les électeurs, l'outil de travail, ce qui nous amenait vers une conception de plus en plus libéralisée de l'économie politique.

Puisque un député est sensé représenter tous les citoyens, pourquoi ne pas pencher pour l'élection par département qui ne tient pas compte du nombre de population, mais des problèmes liés à une structure administrative et géographique existante. Forte démographie ou désertification, industrialisation ou commerce avec les ports ou plus forte ruralité, territoire d'outre-mer ou métropole, etc. ... Par contre, faut-il une quarantaine de ministres et de secrétaires d'État, cinq cent dix sept députés et trois cent quarante trois sénateurs pour légiférer alors que les députés européens réfléchissent de plus en plus pour nous et que la décentralisation

---

<sup>36</sup> Article 5 de la Constitution

soulage les fonctions de gestion gouvernementale.

Le nombre de députés serait réduit et limité à trois par département, élus pour 5 ans, sans cumul de mandat, ne pouvant être élus que pour deux mandats, consécutifs ou non.

Trois cent vingt-quatre députés<sup>37</sup> ne voulant pas dire trois cent vingt-quatre ministres. Mais trois cents vingt-quatre personnes ayant une mission gouvernementale pour représenter et diriger le pays : président de l'Assemblée, assesseurs, ministres, secrétaires d'état, délégations, etc.....

Les députés bien qu'élus par département, sont des élus nationaux, non des élus locaux.

- ***Le Premier Ministre doit être un député élu***

Nicolas Sarkozy nous a démontré qu'un Premier Ministre n'est Premier ministre que de nom, et si le personnage ne lui plaît plus, il fera tout pour lui rendre la vie impossible, surtout si son Premier Ministre est plus populaire que lui. Il en est de même pour n'importe quel membre du gouvernement. Il a donné comme explication qu'il est « nommé » et non « élu ». Ce qui est l'exacte vérité. Donc, pour lui, il n'a aucune légitimité, opinion renforcée par une communication du 10 juin 2007, de Monsieur Jean-Louis DEBRE, Président du Conseil Constitutionnel, à l'occasion de la proclamation des résultats de l'élection du président de la République notait : « La République c'est un rituel, on pourrait presque dire une liturgie dont le moment fort est le scrutin. En effet, il n'y a pas de République sans élection puisque toute légitimité, dans notre système politique, est tirée de cette élection. » Bien que les réponses théoriques se trouvant dans la Constitution nous soutient que le Premier ministre est le chef du gouvernement, (*Article 8 et 21 de la Constitution de 1958 mise à jour*) la pratique lui conteste maintenant cette légitimité. Manuel

---

<sup>37</sup> 101 départements, les français de l'étranger

Valls a bataillé pour s'imposer, mais François Hollande reprends souvent la main.

De fait, on a parlé à plusieurs reprise du supprimer le poste de premier ministre. On arrive donc à la question. Qu'est-il en réalité ? L'assistant du Président de la République ou le chef du gouvernement ? Cela dépendra de la relation qui existera entre le Président et son Premier Ministre. Pour que le binôme soit efficace, il ne faut pas légiférer sur leurs relations, mais leur laisser toutes latitudes. Aussi le Premier Ministre pourrait être choisi par le Président parmi les députés.

- *Sept ministères*

Si on souhaite réellement un gouvernement du peuple par le peuple, et non la gouvernance d'un pouvoir personnel, il est logique que les ministres soient les représentants du peuple, élus par lui, puisqu'ils vont travailler avec des sensibilités différentes sur les lignes de politique définies par le Président de la République.

Il est important que reste au fil des années et des investitures le même nombre de ministères et de ministres. Les hommes changent, pas les postes. Une réorganisation devant être très rare, car si elle parfois obligatoire, elle freine sa productivité, déstabilise la fonction publique, modifie les relations et a des conséquences sur notre politique étrangère.

Au cours de sa première séance, la nouvelle Assemblée Nationale, élit les ministres, au nombre de 7. Ils sont élus ou nommés parmi et par les députés. Exception faite du Garde des Sceaux.

Coordonnés par le Premier Ministre, les ministres sont secondés par des secrétaires d'État pour chaque dossier

- Ministère de l'Intérieur

- Ministère du Commerce
- Ministère des Affaires Étrangères
- Ministère des droits du Citoyen
- Ministère des Finances
- Ministère de l'Environnement / Aménagement du territoire / Agriculture
- Ministère de la Culture et des Communications:

- ***Le Garde des Sceaux***

Qui a dit que la justice était autonome et indépendante ? C'est un leurre, lorsqu'on sait que pour en garantir l'indépendance, le Président de la République est le président du Conseil de la magistrature,<sup>38</sup> qu'aux termes de l'article 65 de la Constitution, le Président de l'Assemblée nationale nomme une des trois personnalités appelées à siéger au sein des formations du Conseil supérieur de la magistrature compétentes à l'égard des magistrats du siège et des magistrats du Parquet, que le ministre de la justice est nommé par le président, etc.... Le ministre de la Justice retrouve son nom d'origine : Garde des Sceaux

La réforme ne s'effectue pas en commençant par fermer des tribunaux, mais en donnant la possibilité au Conseil de la Magistrature de suivre l'évolution de la carrière de ses magistrats, de réorganiser ses services internes, en lui donnant à ce niveau une véritable indépendance. Ce n'est pas au Président de la République de nommer les présidents de tribunaux, mais au Conseil. Si le gouvernement se mêle de nomination, où se trouve la véritable indépendance de la justice ? C'est dans la Constitution que l'indépendance des juges doit se trouver, non parce que le Président de la République est le Président du Conseil de la Magistrature et le ministre de la justice, le vice-président. C'est au Président du Conseil de la Magistrature d'être le Ministre de la Justice. Alors –oui – la

---

<sup>38</sup> <http://www.conseil-superieur-magistrature.fr/node/44>

justice sera vraiment indépendante.

Mais il est en même temps incompréhensible que les juges aient autant de droits à légiférer qu'un député, vu que leurs attendus dans les rendus de justice font office de jurisprudence. Ils font de cette manière partie intégrante à la fois du pouvoir judiciaire, du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif.

Afin de rendre toute leur indépendance aux tribunaux et aux juges en particulier, pour rendre la justice en « leur âme et conscience » la jurisprudence des rendus d'audience ne doit plus faire office de loi. Chaque cas étant différent, elle peut tout juste être un argument pour les avocats, mais non une référence réglementaire.

- ***Le représentant parlementaire sur le terrain***

On reproche à nos politiques d'en faire un métier. Comme pour le Président, il y a le pour et le contre. Il est difficile de faire partie d'un gouvernement si vous n'avez pas fait vos armes avant. Elu en binôme avec le député, le représentant parlementaire pourra faire ses « classes » sur le terrain. Ainsi pourront se renouveler nos élites.

## *Restructuration de la carte administrative de la France*

**« Nous devons toujours être prêts à  
affronter les surprises du temps  
(Pablo Coelho)**

### *Régions et communes*

L'État pour jouer son rôle a besoin de la représentativité des élus, mais plus il y a de niveaux de hiérarchisation et plus la division règne, chaque élu voulant garder le peu de pouvoir qu'il a. Ce qui explique que l'État aime créer afin de mieux régner, des divisions de divisions. Pour retrouver un sens à la démocratie, il faut supprimer des niveaux.

Revenons à des structures simples en supprimant les Conseils Généraux, répartissant leurs compétences entre Régions et communes, supprimons les intercommunalités, les communes de communes, les métropoles (dernier rajout) et tout ce mille feuilles administratif pour ne garder que la commune, la région et la préfecture.

A part leurs élus, presque tout le monde est d'accord pour supprimer les Conseils Généraux. Certains vont plus loin et souhaitent supprimer les départements.

Il est pourtant indispensable de garder les limites géographiques des départements, non pour des raisons sentimentales de patrimoine,

mais parce que tout notre « fichage » personnel est basée sur la numérotation départementale de naissance. Les préfets restant les représentants du ministère de l'Intérieur et les garants de la sécurité, ainsi que les pivots administratifs des élections. Ce sera leur simplifier la tâche que les circonscriptions des élections deviennent les frontières des départements

Cependant il faut prendre conscience que cette restructuration entraînera le redéploiement de plusieurs milliers de personnes.

C'est dans la proximité de son lieu d'habitation, de travail, que le citoyen recherche la sécurité et le soutien. Le maire est le responsable vers qui les citoyens se tournent en premier, surtout dans les communes rurales. Ce qu'ils décident, ils peuvent l'appliquer de suite ou presque. Construire une crèche, aider un sans logis etc... Plus de trente six mille communes c'est trop, disent beaucoup de personnes, et pourtant la qualité de vie de notre pays tient surtout au fait qu'il y a peu de grandes villes et beaucoup de petites communes. Nous avons l'immense chance d'être un pays où les très grandes villes sont rares. Pourquoi veut-on toujours ressembler aux autres, alors que les autres nous regardent d'un œil jaloux ? Profitons-en pour permettre aux élus d'être proches de leurs électeurs. Les mégapoles, où les élus locaux sont loin moralement et physiquement de leurs habitants, créent un rejet du citoyen, non de la vie politique de sa cité, mais de ses élus.

Afin d'économiser l'argent des contribuables, il faut mutualiser certaines ressources des communes. Cela se déciderait au niveau de la région. Entretien des routes, gestion de l'eau, développement du commerce, de l'industrie, etc.... Il devient évident que les maires doivent gérer non seulement leur commune mais aussi leur région, dont ils ont une connaissance approfondie des problèmes. En gérant la région on gère mieux la commune. En mutualisant les services juridiques, financiers, comptables, on restreint les dépenses. On pourrait l'expliquer en renversant l'idée. On élit les conseillers

régionaux dont chaque élu est maire d'une commune.

Mais, il y a un mais, parce que bien sûr, il y a toujours un mais. Ce qui était facile à 22 régions métropolitaines l'est beaucoup moins avec des régions regroupées. Il faudrait revenir à des régions plus petites qui « parle » aux oreilles de leurs habitants et des touristes.

On va sur la Côte d'Azur, on visite la Bretagne, etc ... C'est aussi un label pour les exportations. (Exemple les galettes bretonnes). Et puis pourquoi vouloir des régions grandes ou plus grandes que certains pays européens ?

Quant aux problèmes des régions d'Outre-Mer, de la Corse, régies par les lois françaises auxquelles elles ne pourront déroger, ce sont les Conseils Régionaux qui leur donneront un véritable statut à caractère régional. Une redéfinition des contours géographiques de certaines régions est nécessaire. La Corse doit rester une région à part entière de part son implantation géographique. La Polynésie, la Réunion, la Guadeloupe, la Martinique et les Comores, bien que petites de taille, ont des problèmes spécifiques de par leur situation géographique et culturelle.

### ***La fonction publique***

Si la fonction publique est selon la Constitution de 1958 à la « disposition » du gouvernement, elle est avant tout « public ». C'est dire que tout le monde en profite. Elle est au service de la collectivité. A ce titre, justice doit lui être rendue, sans elle, le fonctionnement d'une nation serait anarchique.

Dans la fonction publique, et dans l'ensemble des services publics, comme dans toute organisation, le personnel constitue la première ressource. Il est le lien entre tous les Français et en assure les structures principales, tant en matière de sécurité des personnes et des biens, de l'instruction, des soins, de l'organisation de la

solidarité, de la préservation de notre environnement, de la distribution des énergies que des communications.

L'allègement des structures, la suppression des Conseils Généraux permettront une restructuration des services, des redéploiements nécessaires. Mettre plus de moyens au service de la police, de la fonction pénitentiaire, de la DDTE, etc.....

Restructuration ne veut pas dire chômage. Comme dans toute organisation, il est fréquent qu'un certain nombre de ses agents soit amenés à un certain moment à occuper de nouvelles tâches, de nouvelles fonctions, afin de répondre à de nouveaux besoins. Cette réorganisation signifiera : travail plus intéressant, promotion ou augmentation de salaire, possibilité si on le souhaite, de changement de ministère ou de région, d'évolution de carrière qui ne sera pas dû à l'ancienneté, mais aux compétences. La fonction publique devrait bénéficier du « droit au travail ».

La restructuration permettra de mettre en place une nouvelle conception interne, autorisant la fonction publique à une simplification en terme de mobilité, de promotion, de changement de service comme dans le privé.

## *L'importance de la politique étrangère*

### *Peut-il exister encore une politique étrangère française ?*

Je n'avais pas l'intention de parler de politique étrangère, ni de nos rapports avec les autres pays. Mais il est vrai qu'à l'heure actuelle même si ce projet de société concerne la France (parce qu'il faut d'abord balayer chez soi avant de vouloir mettre son grain de sel sur la scène internationale) tout ce qui est fait au niveau européen et mondial a un effet au niveau national. Je souhaiterais que le contraire devienne vrai, que tout ce qui se fait au niveau national ait un impact au niveau européen et mondial.

Que voyons-nous aujourd'hui ? Une Europe qui n'a même pas été capable de réagir face à des drames comme le tremblement de terre en Haïti. Ce n'est pas au nom de l'Europe que l'aide humanitaire est arrivée à Port au Prince, mais au nom de la France et d'autres pays. L'Europe par la visite de son représentant s'est manifesté .... plusieurs jours plus tard. Ce n'est pas l'Europe qui intervient au Mali contre Boko Haram, mais la France. Ce n'est pas l'Europe qui intervient contre Daesh mais les Etats-Unis, la France, la Grande Bretagne. Une Europe incapable de se mettre d'accord face à l'arrivée massive des réfugiés.

Bien qu'officiellement, si l'on s'en réfère à l'esprit du traité de Lisbonne, nous n'ayons plus droit à une politique autonome des

affaires étrangères, il nous reste encore de belles possibilités, notamment en reprenant le leadership de l'Europe, actuellement détenu par l'Allemagne.

Il nous reste encore les outils et les moyens nécessaires pour mener une politique ambitieuse ?

Avec une voix

- au Conseil de Sécurité des Nations Unies
- au sein de l'Union européenne,
- La place dans le commandement intégré de l'OTAN

et à des postes clés

- au Fonds Monétaire International,
- à la Banque Mondiale,
- à l'Organisation Mondiale du Commerce, anciennement GATT
- de la Banque Centrale Européenne

### ***Définir nos rapports avec le Monde***

Pour commencer, il faut d'abord faire un état des lieux. Le constat n'est pas très réjouissant. Tout comme il y a de part le monde, une fracture sociale de plus en plus importante entre riches et pauvres, il y a une fracture de plus en plus importante entre pays revendiquant une religion d'état qu'ils soient musulmans, israélites ou de confessions chrétiennes et pays où la tolérance des religions règne. Cette fracture en occasionne une autre où l'intolérance des uns entraîne l'intolérance des autres commençant à diviser en deux ces pays dits tolérants, notamment avec la montée de l'extrême droite.

La pauvreté dans le monde favorise le développement des organisations mafieuses et terroristes (Daesh en est la preuve) ainsi que la culture de la drogue, souvent seule ressource de certaines

provinces pauvres d'Amérique du Sud ou d'Orient.

D'autre part les places boursières déplacent par le jeu des transactions financières la souveraineté intrinsèque des états. La Chine par ce jeu d'écriture achète petit à petit les Etats-Unis et maintenant l'Afrique. Si la Grèce n'a plus la confiance sur le marché pour rembourser ses emprunts, c'est qu'on ne dit pas qu'elle n'a plus grand-chose à hypothéquer, ce qui lui vaut une mise sous tutelle pratique du FMI et de l'Union Européenne.

Pour définir nos rapports avec les autres pays, il faudrait d'abord définir quelques grandes lignes respectant des principes qui rendent cohérente notre politique étrangère :

- Rendre transparente notre politique
- Balayer chez soi avant de vouloir donner des leçons au Monde
- Respect de la volonté des peuples
- Pas d'ingérence, mais aide technique si celle-ci nous est demandé.

Renoncer à vouloir à tout prix et contre toute réalité que tous les pays soient des démocraties (on ne gouverne pas la Principauté de Monaco, comme on gouverne la Chine, ou la Suède) On ne gouverne pas 32 796 habitants (recensement monégasque de 2008) comme la Chine dont la population s'élève en 2015 à 1 378 374 167 habitants.<sup>39</sup>

En politique étrangère, puisque nous n'avons pas la possibilité du choix, et parce qu'il faut vivre dans la réalité et non dans l'utopie, il s'agit d'admettre et non de vouloir imposer la nôtre. Si un peuple conserve un dictateur, c'est que la majorité de ce peuple n'est pas contre. Sinon, il a toujours la possibilité de renverser une dictature si personne ne s'en mêle. Il faut laisser aux peuples le choix de leurs dirigeants. Si une dictature s'instaure, c'est que le ferment de la

<sup>39</sup><http://countrymeters.info/fr/China>

politique en place leur a permis d'éclore. Ce n'est pas à nous de décider si c'est bien pour eux ou pas. Balayons d'abord devant notre porte avant de juger ce qui se passe ailleurs. Notre culture, qui se plaît et se complet dans la contestation, n'est pas celle des pays asiatiques, arabes, africains ou latino-américains. Nous ne devons pas agir sur la conséquence, mais sur les causes. Ce n'est pas en boycottant un pays qu'on aidera son peuple. On renforce au contraire sa haine contre les boycotteurs et on le solidarise contre eux. D'autre part, on laisse le champ libre à d'autres pays qui non pas les mêmes valeurs, ni des idées neutres et bienveillantes envers nous.

Pourquoi vouloir imposer une démocratie à des pays qui refusent celle-ci. Leur culture a été depuis des siècles « dictatoriale ». Elle est de plus de « droit divin » dans les pays islamiques depuis l'an 622. Au lieu de s'inscrire dans la différence, nous nous en faisons des ennemis. Au lieu d'accepter de part et d'autre une conception différente de nos idéaux moraux, nous en faisons un challenge, un pousse au meurtre. Acceptons cette « différence » ou « diversité », appelons la comme on veut, et repartons sur des bases simples afin de nous entendre. Évitions l'engrenage de la surenchère de la violence. Nous n'avons pas encore compris que notre sauvegarde était justement certaines de ces dictatures. Ce sont les armées qui ont pris le pouvoir dans ces pays qui maintienne un semblant de tolérance, en empêchant la montée de l'intégrisme. Cela a été une erreur d'avoir voulu éradiquer Saddam Hussein de « son trône ». alors que sa dictature maintenait les intégristes hors du pouvoir. Assassiner Khadafi a été une erreur monumentale dont nous ne faisons que commencer à payer le lourd tribut. Dans d'autres contextes, une démocratie peut par vote engendrer une dictature. Vouloir à tout prix d'une démocratie, dans un pays dont la laïcité n'est pas une priorité et inscrite dans la constitution, laisse le champ libre aux partis politiques intégristes, de quelque bord soit-il ! Bien qu'il ne faille pas oublier qu'une Constitution peut évoluer ou être radicalement remplacée par une autre.

## Les médias, œil de la « vox populi »

Le développement d'une véritable culture de l'information constitue, un vrai défi pour la France. Relever ce gant suppose des efforts

Des nouvelles de l'étranger, on ne parlera que des catastrophes naturelles, ou une petite phrase à l'occasion d'une élection. L'information est franco-française et le plus souvent de la rubrique des « chiens écrasés ». Mais que se passe-t-il hors de nos frontières? Que se passe-t-il au Japon, en Amérique du Sud, en Australie, et même en Europe. Nous sommes tenus dans l'ignorance et avons de ce fait une profonde méconnaissance des informations qui pourraient aider les entreprises à mieux orienter leurs objectifs.

« Les faits sont sacrés, mais les commentaires sont libres ». Je ne sais plus quel quotidien l'avait inscrit sous son titre, reprenant une maxime de Beaumarchais, afin de bien faire comprendre toute la différence. Un Christophe Barbier ou un Edwin Plenel sont dans leur rôle lorsqu'ils écrivent un article et qu'ils en font l'analyse politique. On peut être de leur avis ou non, ils ne s'adressent pas à tout le monde, mais à leurs lecteurs. Par contre, un journaliste de la rédaction du J.T. s'il a la possibilité de choisir ses reportages n'aurait, à mon humble avis, que droit « aux faits sacrés » puisque TOUT le monde l'écoute. Dans ce cas, il n'a pas le droit d'orienter dans quelque sens que ce soit l'opinion des téléspectateurs. Or, on entend parler des commentateurs !!!! du J.T. Où est donc passé le journaliste ??? Pour commenter, il existe d'excellentes émissions où politiques, rédacteurs invités, experts viennent échangés leurs idées. Les événements sont relatés suivant la lorgnette franco/française. C'est Gordon Brown<sup>40</sup> qui a résolu la crise financière de 2008, et non la France pourtant à la présidence de l'U.E. C'est ainsi que l'EIL a pu monter en puissance pendant que nous avons les yeux tournés vers

---

<sup>40</sup> <http://www.lefigaro.fr/international/2008/10/14/01003-20081014ARTFIG00096-la-crise-financiere-remet-gordon-brown-en-selle-.php>

le conflit israélo-palestinien

Les journalistes spécialistes des grands dossiers deviennent de plus en plus rares. Il suffit de lire les journaux anglais ou d'écouter la BBC pour voir la différence de niveau.

### **Pas d'ingérence, mais aide technique**

C'est par une politique commerciale et culturelle que pourra se développer notre politique étrangère.

L'immigration doit faire partie à la fois de la politique étrangère mise en place et de la politique nationale. Une trop forte démographie dans des pays comme l'Inde, la Chine où les dirigeants essaient de s'attaquer au problème, soit en interdisant plus d'un enfant, soit en stérilisant la population, crée d'autres problèmes comme celui par exemple de se retrouver avec seulement des garçons ou dans 40 ans avec plus de vieillards et de jeunes que de personnes actives. Il faudrait donc pouvoir réguler à travers le choix des parents la courbe de natalité d'un pays. La réponse serait dans les pays développés où il y a moins d'enfants, et en même temps, il serait bon de se poser la question : avons-nous assez de natalité dans ces pays ? Si nous n'avions pas l'immigration, aurions nous assez d'enfants pour assurer le renouvellement d'une population vieillissante ? Sans nous en rendre compte au fil des années, l'égalité des sexes, l'éducation, le progrès, la richesse, les loisirs, le travail ont influencé nos esprits et agit sur la courbe de la natalité.

Il faut donc s'attaquer aux causes : ignorance, pauvreté. Plus la courbe de la démographie évoluera vers le haut, plus elle sera exponentielle, plus le problème sera conséquent, plus il sera difficile d'agir sur la cause. Or, face à ce problème, c'est par une politique commerciale et culturelle (au sens de la scolarisation) dans les pays concernés que nous pouvons agir.

Mais il ne s'agit pas ici d'une ingérence pour s'en servir à notre profit, mais pour les aider à atteindre notre niveau de vie tout en gardant leur culture. Il ne faut pas avoir peur de l'externalisation, pour produire et vendre sur place, non pour réimporter en France, supprimant de ce fait des emplois. C'est avec l'externalisation et non la délocalisation qu'il peut y avoir une réponse à l'immigration sauvage. Nous n'arrivons pas à exporter, parce que nos produits en dehors des produits de pointe, sont trop chers. Plus nous serons externalisés avec des salaires convenables pour vendre sur place, moins les salariés qui travailleront dans ces industries, n'auront pas envie de partir de leur pays. Quand on peut vivre correctement chez soi, on n'a guère envie d'aller habiter chez les autres, là où l'on se sent dépaycé, hors de ses racines.

Au siècle dernier, on voyait le colonialisme comme le fait d'apporter un certain progrès à des pays que l'on percevait comme moins développés que les nôtres, parce que différents, mais en prenant leur richesses minières, ou agricoles. Oui, nous avons construit des routes, creusé des puits, amené l'électricité, participé au développement urbain en imposant nos lois, en dominant une civilisation, en voulant gommer leur culture parce que cela nous était profitable. La délocalisation de l'industrie, du commerce et des services, en faisant fabriquer et en réimportant les produits fabriqués à bas prix est une forme détournée du colonialisme. Actuellement, les Etats-Unis, l'Europe, tous les pays industrialisés font du colonialisme en cachant le nom. On essaye simplement de résoudre nos propres problèmes de coût de production en faisant travailler à moindre coût et sans charges sociales des peuples africains ou asiatiques. La Chine, en ouvrant ses portes sur l'extérieur, souhaite, elle aussi exporter son hégémonie vers le Maghreb et l'Afrique.

Le colonialisme n'a pas eu que des mauvais côtés. Il a fait cesser la piraterie en Méditerranée. Il ne faut pas oublier que si l'armée française a envahi et colonisé le Maghreb, c'était pour vaincre les

barbaresques qui attaquaient les navires en Méditerranée et emmener leurs prisonniers en esclavage. Leurs bases de replis étant sur les côtes du nord de l'Afrique. (Personne ne trouve rien à dire lorsque l'ont bombarde l'Afghanistan qui abrite les Talibans). Actuellement, avec une sémantique différente, nous répétons l'erreur de la conquête.

Oui, à l'investissement dans les pays en voie de développement. Oui à l'aide technique, commerciale, sociale, solidaire. C'est travailler main dans la main avec un état en permettant de garder au peuple sa culture, ses coutumes, ses racines, sans vouloir les transformer à notre image. C'est dire non à toute ingérence politique. Mais oui à l'aide de la construction d'écoles, d'hôpitaux, de centrales marémotrices, hydrauliques ou photovoltaïques. C'est l'esprit de profit personnel qui est néfaste.

A travers le monde nos consulats ferment, faute d'argent. Les lycées français ferment ou ne se modernisent pas faute de moyens. Le quai d'Orsay a le plus petit budget de l'Etat, alors que notre rayonnement dans le monde et notre commerce international dépendent de la culture et de la formation que nous pouvons dispenser non seulement à leurs élites, mais aussi à leurs cadres et à leurs populations.

Nous préférons renvoyer un sans papier manu militari que le former avant de le renvoyer. C'est avec le suivi des étudiants que nous aurons formé, que les relations internationales pourront continuer.

### **Face à la concurrence mondiale ne pas confondre délocalisation et externalisation**

Les syndicats ont aussi leur part de responsabilité dans cette méconnaissance de la politique étrangère. Ils ont confondu délocalisation et externalisation des entreprises. S'il est tout a fait inadmissible de fermer une entreprise française bénéficiaire pour la

transporter à l'étranger afin de permettre aux actionnaires d'engranger encore plus de bénéfice, il est nécessaire de monter des projets et d'implanter des usines à l'étranger.

## **Réconcilier les Français avec l'Europe**

Je suis européenne, non seulement de cœur, mais aussi de naissance, pourtant et avant tout, comme 500 millions d'européens, j'appartiens à mon pays. Je suis Française ! Et dans cet exemple se situe toute la difficulté que rencontre l'Europe dont le premier défi est de réconcilier l'Europe avec sa population et notamment avec les Français.

En ce mois de février 2016, les Anglais ouvrent la boîte de Pandorre. L'Angleterre ne fait pas vraiment partie de l'Union Européenne, pas l'euro, pas Schengen, pourtant 2 millions des Britanniques vivent sur le continent. Ils pensent qu'ils sont encore la grande nation qu'ils étaient du temps des colonies. Ils ont la nostalgie de la grandeur britannique. Parce que l'Europe a peur de la sortie de la Grande Bretagne, elle lui donne un statut encore plus indépendant. Ce qui va permettre à tous les pays d'en demander un. A nous aussi.

Nos modes de vie, nos cultures sont trop différents, pour que le citoyen européen puisse accepter qu'un Polonais, un Espagnol ou un Français lui donne une réglementation concernant sa culture, ne serait-ce que pour cuisiner (Plus de pizza au feu de bois, suppression des camemberts au lait cru, ...). Au début de l'Union Européenne, les populations ne se rendaient pas compte de ce que cela allait impliquer que de se fondre dans des cultures qui ne sont pas les leurs.

On ne parle pas de l'Europe à l'école, on ne sait même pas à quoi ça sert, pour la plupart, les médias sont contre. Pour réconcilier les citoyens avec leurs parlements, la France peut avoir des propositions simples et fédératrices, qui permettraient de mieux faire adhérer les

européens et notamment les Français à l'Europe :

- Un jour férié et chômé pour toute l'Europe afin de marquer l'appartenance à l'Union.
- Une chaîne de télévision européenne et une chaîne de radio qui retransmettraient les séances du parlement européen, à l'exemple de LCP Sénat, chaîne française. Cela permettrait aux européens d'être plus prêt de leurs instances et d'en comprendre le fonctionnement ainsi que les différentes décisions qui y sont débattus. Les médias nous parlent de transparence, les citoyens souhaitent de la transparence, mais rien n'est plus opaque que ce qui se trame au sein de l'Union Européenne.
- Une langue commune neutre simplifierait énormément la logistique des Parlements européens. : l'Espéranto ne donne pas la suprématie à la langue d'une nation par rapport aux autres. L'espagnol, le portugais, le français, l'allemand, l'italien sont des langues qui se parlent dans le monde entier, alors pourquoi vouloir imposer l'anglais qui est devenu, grâce ou à cause d'Internet et de tous les internautes, la langue internationale, qu'on le veuille ou non. Bien obligé que nous sommes de la lire et de la comprendre pour surfer. Elle est aussi devenue la langue officielle de la finance. Dominique Strauss-Kahn, Christine Lagarde ont du faire, en anglais, leur discours d'entrée au FMI. Si l'Europe souhaite être un bloc face aux Etats-Unis, à l'Asie, à l'Amérique du Sud, à l'Inde, elle a besoin de se différencier.

Si l'Europe souhaite un véritable marché concurrentiel sur son territoire, il lui faut une langue commune, on ne peut négocier efficacement lorsqu'on est obligé de passer par un traducteur, aussi brillant soit-il, car il ralentit le processus de décision et favorise auprès des décideurs l'envie de s'adresser à quelqu'un qui comprend

« en direct » sa langue.

On nous dit très fréquemment, qu'il faut être réaliste, que sans l'Europe, notre place, (nous ne représentons qu'un pour cent de la population mondiale) et la place de chaque pays européen est insignifiante dans le monde. Pas assez de courbe ascendante démographique, pas assez de natalité par rapport à la Chine, l'Inde, l'Amérique, les pays arabes. Que c'est l'Europe qui nous permettra d'avoir une place dans le monde. Que c'est de notre union que naîtra notre force.

Pourtant, certains pays avec bien moins d'habitants et faisant moins parler d'eux, ont une influence énorme sur nos comportements : ce sont les pays producteurs de pétrole. Comme quoi, lorsque l'on souhaite garder une certaine indépendance et que l'on a une « matière » nécessaire aux autres états on peut influencer les stratégies mondiales.

Mais revenons à l'Europe. L'Europe telle que nous l'envisagions avait au temps du Général de Gaulle deux raisons d'être :

- Réconcilier les Européens pour éviter une troisième guerre mondiale
- Etre une troisième puissance entre l'ordre bipolaire de l'époque USA / URSS.

La réconciliation s'est faite avec succès, mais le mieux est l'ennemi du bien et maintenant il apparaît des divergences pour résoudre certains problèmes et il pourrait y avoir des blocages et/ou des dérapages si l'administration européenne devient trop contraignante.

Le monde bipolaire de 1945 est passé au multipolaire depuis le début du XXIe siècle, avec la montée de la Chine, de l'Inde, du Brésil, de la Russie ..... ce qui fait que l'Europe n'a pas les mêmes raisons d'existence qu'en 1945. Qu'est ce qui pousse le Conseil Européen à

vouloir faire de l'Europe une seule nation ?

L'Europe doit évoluer dans sa conception, si nous ne voulons pas aller à une rupture. Elle ne doit pas vouloir régir les états, mais les fédérer en leur laissant toute latitude de gouvernance propre, alors qu'elle essaie petit à petit de les administrer.

Comme en France, les technocrates aiment bien avoir des doublons. L'Europe a des compétences communes aux pays adhérents. Il faut repenser et réorganiser les compétences de l'Europe afin d'en faire une force commune. Presque toutes les compétences doivent rester aux mains des gouvernements des pays adhérents. Par contre, il est important de mettre en commun la politique étrangère sur l'immigration, notre sécurité face aux attentats, à la circulation des drogues. Une union qui demande que le nationalisme, donc l'amour propre des gouvernants de chaque état européen soit mis dans la poche.

Si nous souhaitons une Europe soucieuse de son environnement, il faut commencer par revoir la politique agricole, le commerce. L'écologie et le développement durable étant contraires à l'idée de distances, donc de transports polluants. Si l'échange de technologies est normal car les recherches deviennent de plus en plus coûteuses, il faut par contre adapter cette grande zone de libre-échange à une économie de solidarité et d'entraide et non de concurrence.

Il a été souhaité au cours des années, notamment par les syndicats, une Europe sociale, en contradiction avec les coutumes de nos pays, nos éducations, nos mentalités qui font que chacun de nous est culturellement différent. Les aspirations sociales sont à ce niveau parfois contradictoires. Pourquoi vouloir obliger (l'exigence d'une politique européenne faisant loi) un Français qui a un esprit individualiste et contestataire à vivre comme un Allemand à l'esprit moins indépendant et plus rigoriste.

Car c'est de notre diversité que naîtra le progrès, le vrai progrès, qui est la richesse culturelle de chaque individu. Que l'humain continue à dominer la machine et n'en devienne pas l'esclave. Surtout, par tous les moyens, éviter de nous transformer en clone, en robot, à force de vouloir tous nous ressembler, de faire de nous un troupeau réceptif au marketing, à la publicité, au mondialisme. Avec une culture unique, celle des armes et de la peur.

**Pour reprendre un second souffle, il faudra sortir provisoirement de l'Europe avec un statut spécial.**

La Chancelière allemande n'avait pas tort lorsqu'elle proposait que la Grèce sorte de l'Europe pour se « remettre à flot ». C'était lui permettre d'éviter d'être sous la tutelle pratique du FMI. La Grèce aurait réintégré la tête haute l'Union Européenne lorsqu'elle aurait de nouveau répondu aux critères économiques. Elle aurait ainsi prouvé qu'elle était un pays qui était capable de se gérer et de se prendre en mains. Un pays autonome.

On a imposé la solidarité, qui n'est pas dans l'esprit de celle que nous souhaitons, c'est-à-dire une main mise sur le devenir d'une nation à qui l'on rappellera plus tard ce que l'on a fait pour elle.

La France ne doit pas accepter cette situation, situation dont elle menacée à plus ou moins longue échéance. Il faut absolument qu'elle fasse une pause avec l'Europe contre un statut spécial tout en restant dans la zone euro pendant le temps qu'il lui faudra pour mettre ses structures, ses finances et son économie à jour, afin de pouvoir réintégrer ensuite celle-ci et dire : « Vous voyez, nous n'avons eu besoin de personne et nous n'avons rien coûté à l'Europe, alors que nous avons continué à payer notre contribution ».

## **Rapports avec le Monde musulman : Quand il est question du foulard et de la burka**

Par les personnes à qui j'ai fait une première lecture, il m'a été reproché de mêler le religieux à la politique étrangère. Si l'on veut comprendre comment les états mènent leurs politiques nationales et étrangères, il faut aussi comprendre leurs cultures.

On méconnaît dans nos pays occidentaux le pouvoir de la femme musulmane. Il y a dans ces pays du voile intégral, des opposantes à ce que l'on peut considérer à juste titre, une atteinte à l'égalité des droits, mais la plupart des femmes sont de ferventes adeptes qui n'hésitent pas à dénoncer celles qui, selon leurs idées, ne sont pas dans le droit chemin. Parce que si nous savons que des atrocités ont été subies par des femmes : 200 coups de fouet à une femme enceinte, ensuite exécutée de trois balles dans la tête, un nez et des oreilles coupés parce qu'une autre avait voulu fuir une famille qui la battait, ce ne sont pas les talibans qui ont pu le deviner. Il a fallu que ces femmes soient dénoncées. Et souvent par leur propre famille et par les femmes de leur famille !

Leur pouvoir se situe dans l'éducation de leur fils et surtout sur la main mise sur leurs filles. De plus, lorsque celles-ci se marient, la belle-mère devient l'autorité toute puissante de la maisonnée. Il faut croire que parce que depuis moins d'une centaine d'années elles portent ce costume qui pour beaucoup est un cache misère et les mettent à égalité dans les lieux publics avec les autres femmes, elles sont devenues encore plus rigoristes et ainsi exigent de leur descendance et de leurs voisines la même conduite ?

C'est par l'éducation, par la formation que seules ces mentalités pourront évoluer à condition que ces femmes n'arrivent pas à convaincre les occidentales du contraire. Lorsqu'on voit en Europe le nombre croissant des « foulards », des « haïks », des « burqas » on peut se poser la question. Si on les interroge, on s'aperçoit que pour

la plupart de ces nouvelles « converties au voile » ce n'est pas leur entourage direct qui les a convaincu, mais des amiES qui en portent déjà.

Quant à la question du port de la burka, il suffit d'une simple logique légiférante. On ne circule pas nu dans les lieux publics de nos pays, la loi l'a inscrit pour des raisons d'atteinte à la pudeur. On ne sort pas le visage caché pour des raisons de sécurité, la loi peut l'exiger sans aucune explication mettant en cause quelque religion que ce soit. Peut être pourrait-on devenir plus tolérant si dans les pays appliquant la charria, les femmes pouvaient choisir de la porter ou non. Les occidentales en visite dans ces pays étant obligées de se conformer au code vestimentaire, la logique implique que nous en fassions autant chez nous. De même tout prosélytisme étant interdit dans ces pays, cela devrait aussi être interdit chez nous.

N'oublions pas que nous avons connu nous aussi, ce genre de femmes intransigeantes fin du XIX et jusque vers les années 1970, nous les appelions les « grenouilles de bénitier ». Des femmes mal dans leur peau, suspendues aux prêches des prêtres, et qui pensaient que d'appliquer strictement les règles de l'Eglise leur permettraient d'aller au Paradis. Pour cela, elles devaient surveiller non seulement leur entourage direct, mais aussi les voisins... La délation et la mise en quarantaine étaient choses courantes. 1968 a fait beaucoup pour nous libérer, mais personne de l'extérieur n'est intervenu à part un certain étudiant allemand faisant ces études en France (pour qui j'ai beaucoup de respect parce qu'il n'a jamais retourné sa veste face à ses convictions)... Il faut laisser aux peuples leur autonomie et ce n'est que par notre exemple que nous pourrions les inciter à nous imiter. Mais que voudraient-ils imiter à l'heure actuelle ? La corruption, les affaires politico-juridiques amplifiées par les médias, le laisser-aller, la délinquance, la désunion, etc.... Nous ne leur montrons qu'une triste image de ce que nous sommes. Aussi, avant de vouloir faire appliquer les droits de l'Homme tels que nous les concevons, il faut d'abord les faire appliquer chez nous. Parce que c'est nous qui ferons

que le regard et le jugement que porteront sur nous le monde et notamment les populations à la recherche de ce que sont les droits de l'Homme seront un rejet ou un exemple pour eux.

Notre principale faiblesse est d'ordre interne : il faut d'abord réorganiser notre pays, lui redonner un souffle politique et social cohérent.

Il faut améliorer notre efficience par

- Des buts soigneusement définis et cohérents
- Une cohésion dans l'exécution qui nous manque et dont nous semblons incapables.
- Une continuité.

Pour cela il faut commencer par :

- Redonner un souffle aux entreprises en instaurant la politique du « droit au travail »
- Privilégier une véritable politique de l'information
- Donner au Quai d'Orsay les budgets nécessaires

### ***En conclusion***

Je n'ai pas parlé de la Palestine, ni de l'EIL, ni des terroristes de Boko Haram, ni de .... ce projet de société devra faire face aux événements extérieurs qui prennent aussi possession de notre territoire. Aussi il est urgent de résoudre nos propres problèmes afin de pouvoir peser dans la balance internationale. Les 10 prochaines années seront les plus dangereuses pour l'humanité. En 2025, nous devons avoir solutionné les problèmes d'énergie, de pollution, de pauvreté dans le monde, sinon nous entrerons dans un siècle de violence avec un scénario catastrophe, pour l'appropriation des énergies fossiles et de l'agro-alimentaire.

Aussi posez-vous certaines questions .... Pourquoi l'EIL demande aux nouveaux convertis de tuer en se faisant exploser. Pourquoi n'est-ce pas les fondateurs qui le font, bien à l'abri à l'arrière ? Pourquoi recrute-t-il en Occident ? Pourquoi les habitants du cru ne grossissent pas leurs rangs ? Pourquoi autant de réfugiés ? L'EIL nous l'a dit « On vous enverra les réfugiés vous envahir ». La bonne question à se poser serait ; le font-ils parce qu'on les pousse à partir en détruisant leurs maisons, en les terrorisant ou bien le font-ils parce qu'ils servent les idées véhiculées par l'EIL ?

Les Français se croient depuis 70 ans dans une ère de paix, sans guerre à l'horizon. S'il est vrai que la guerre telle que l'ont connu nos grands-parents n'existe plus, elle s'est transformée en guerres civiles qui n'osent pas dire leurs noms, en guérillas, en manipulations d'informations, en spéculations financières, en placements de fonds à travers des sociétés écrans, en économie parallèle. Ces guerres qui ont pour but de détruire des civilisations, de donner la suprématie à des dictatures qui, elles non plus, ne se nomment pas a déjà commencé en arrière-plan. Virus, chevaux de Troie, faux sites bancaires, attaques terroristes, destruction par l'intermédiaire de la drogue, de la corruption. On se sert des dieux, qu'ils soient païens ou divins comme prétextes et incitations. Ce sont des guerres surnoises, mais qui existent.

## *Construire une société solidaire*

### *Le passage d'un statut à l'autre*

Bien sûr qu'il faut un état transitoire pour passer d'une économie à une autre, d'un concept de vie à un autre. On ne peut pas tout raser par un coup de baguette magique, et repartir à zéro, si ce n'est dans un bain de sang et une dictature. C'est dans la continuité que le changement peut s'effectuer sans traumatisme. C'est en concertation avec les partenaires sociaux que ce passage peut et doit se faire. Il ne faut pas penser que ce sera en trois mois que des réformes aussi importantes pourront se réaliser. Mais lorsqu'on est malade, on est impatient de vite guérir. Or, la maladie est plus grave qu'un simple rhume. C'est un cancer.

Rien ne peut se faire tout seul. Il est dans la nécessité – non - dans l'obligation qu'une nation adhère à un but, à un programme qui emporte l'approbation générale. Mais, il est dommage que l'on coupe politiquement la France en deux. Que les Parlementaires votent systématiquement les lois qui leurs sont proposées s'ils sont de la majorité ou systématiquement contre s'ils sont de l'opposition. Il faut qu'entre le pouvoir et la rue, tous les courants soient représentés. D'accord, il sera moins facile à un gouvernement de diriger, d'imposer son idéologie, même s'il a été élu sur un programme. On s'aperçoit aussi que toutes les idées votées ne sont pas toujours bonnes, et que si on avait pris le temps de discuter avant, de trouver un consensus ou de la rejeter, on aurait gagné beaucoup de temps, éviter de gaspiller de l'énergie et de l'argent en

plus de faire des mécontents. C'est aussi un challenge pour qu'il y ait un vrai travail constructif autour d'une table entre gouvernement et partenaires sociaux, et seulement ensuite légiférer au lieu de polémiquer dans un hémicycle. Pas seulement prendre l'avis et ensuite imposer son idée, qui était déjà toute faite avant. Parce que les démarches venues du sommet et du sommet seul ne fonctionnent pas, si la base n'est pas partie prenante.

Mais, et il y a un grand mais, il faut commencer par le commencement. On parle de politique de la civilisation, de changement de vie, de changement d'éducation, de réformer l'audiovisuel, etc.... sans vraiment donner d'explications. Comme d'habitude, on commence par la fin. Il faut commencer par réformer la Constitution, puis l'organisation du Gouvernement et des Syndicats avant toute réforme importante et non le contraire. Ne pas mettre dans un programme de belles idées sur les négociations avec les partenaires sociaux et ne pas avoir la possibilité d'avoir en face de soi, des partenaires forts et légitimes. Ne pas faire passer en premier des réformes importantes avant que ces dits partenaires n'aient les vrais moyens pour faire valoir leurs opinions afin que l'on puisse travailler ensemble, en mettant ensemble nos idées, en prenant ce qui est le meilleur dans chacun de nous, non en s'opposant par habitude, parce qu'il faut rendre des comptes à ses électeurs. Il faudra toujours que ceux qui ont été élu par les citoyens continuent à rendre des comptes à ceux qui les ont portés au pouvoir, mais si le résultat est là, si le chômage n'existe plus, si tout le monde mange à sa faim, ils pourront dire qu'ils en ont fait leur part, et qu'elle a été efficace.

Nous sommes une nation qui avons les moyens, si nous le voulons, de montrer l'exemple, encore faut-il en avoir le courage politique, pour avoir la possibilité de faire de vraies réformes, et non des emplâtres sur jambes de bois.

## *Question de choix*

Faut-il laisser une place plus grande à l'individu et à sa liberté ? Ou au rôle de l'État, ce qui réduit la liberté de l'individu ? C'est la question fondamentale de la société française depuis des siècles.

L'article 2 de notre constitution stipule que « **Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple** ». La trop large abstention des électeurs est anti-démocratique. La plupart de nos députés élus représentent une majorité d'environ 15 % des personnes qui devraient réellement voter dans leur circonscription. C'est-à-dire les inscrits plus les non-inscrits. La « non-concertation » des citoyens concernés directement et indirectement est anti-démocratique. Nous sommes dans un régime qui à une part de dictatorial émit par une partie de la population, par un parti politique, et par un individu. Dans ce contexte, on ne peut pas jouer l'ouverture au camp opposé, sans faire de mécontents dans tous les camps. Il faut que celui qui a la plus haute fonction de notre État puisse oublier ainsi que tous les Français qu'il a été élu avec le soutien d'un parti, pour travailler avec TOUS les représentants de TOUS les citoyens, qu'ils soient de gauche ou de droite. Encore faut-il que les citoyens votent.

Cessons de renvoyer dos à dos la gauche « trop laxiste » et la droite « trop répressive ». Ce sont les fondations mêmes qu'il faut revoir, mais pour cela il faut que les mentalités évoluent. Pour réussir à résorber le chômage, à payer les retraites, la dette fiscale, à enrayer la violence, à agir sur l'environnement, il faut, comme devant une grande catastrophe, une cellule de crise qui envisage un programme global et qui, à travers la concertation responsabilise tous les participants, qui de spectateurs, doivent se sentir concernés et passer au stade d'acteurs. Il ne faut pas se contenter de belles paroles, mais agir. Rêver ne sert à rien. L'action, seule, est efficace. Jusqu'à présent, les solutions apportées n'ont pas les effets promis, il nous faut des idées nouvelles. Il faut cesser la politique actuelle qui

engendre « le massacre des fils par les pères »

Chaque fois que l'on se trouve devant un problème, ne pas oublier de se demander : Qui sommes-nous ? Où allons-nous ?

Vers quoi courons-nous si vite ? A la destruction ? Ou vers une vie meilleure ?

Qu'est-ce que nous voulons ? Pourquoi ou pour quelle raison ?

Et si tout le monde faisait la même chose, en même temps, que se passerait il ?

### ***Un nouveau concept : la liberté du choix de « parcours de vie »***

La liberté du choix de vie ne signifie pas permettre tout et n'importe quoi, puisque les impératifs de cette liberté sont le respect de l'autre et de notre environnement. La liberté est celle d'avoir le choix de mener la vie que nous souhaitons, sans contrainte, autre que celles de ces impératifs. Pour avoir la liberté, le choix, il faut permettre à tout le monde de vivre dans de bonnes conditions, afin que nous même puissions en profiter. C'est l'effet du miroir. Si ce que nous voyons dans le miroir est une belle image de nous, de notre environnement, nous nous sentirons bien.

Une société libertaire au sens de liberté du choix de parcours de vie, et non libérale au sens de la production, de la concurrence et de la consommation, ne peut s'épanouir que dans la sécurité. J'ajouterai qu'elle ne peut s'épanouir que dans le respect de l'autre, c'est à dire l'égalité des droits.

La France, contrairement à ce qu'elle prône, n'est pas égalitaire dans ces lois, ces réglementations. La population a été scindée en catégories, en corporations, en classes sociales, en zones. Il y a des exceptions pour tout, et pour tous. Ce qui fait qu'il faut rentrer dans une catégorie, et que nous n'avons plus la liberté de choix, une fois entrée dans cette catégorie. Nous avons été mis sur des rails et avons

d'énormes difficultés pour en sortir. Si nous ne rentrons pas dans les normes, nous sommes marginalisés. Certains esprits chagrins et pessimistes vous soutiendront que c'est dès le berceau que notre existence est forgée. L'enfant né dans une famille bourgeoise, aura droit à l'affection, les études, l'argent, les relations, les carrières de prestiges. Pour l'enfant né dans une cité, à lui les difficultés à l'école, l'enfance malheureuse, les petits métiers, les fins de mois difficiles, la drogue, la délinquance. Ce qui sous-entendrait que, suivant l'endroit, ou la classe sociale dans laquelle nous naissons, nous ne pourrions rien changer à notre destinée. Or rien n'est plus faux, mais à force d'entendre certaines rumeurs, on finit par y croire. On finit par croire que l'on est bon à rien, incapable, qu'il y a une France d'en bas et une France d'en haut.

Je crois fermement que tout ceci est faux. Nous avons tous, je dis bien, tous, les mêmes chances. Ce ne sont pas celles que nous offre l'état, mais celles qui sont en nous, en notre volonté. Nous pouvons tous naître dans une cité et devenir un Zinedine Zidane, un Pierre Bérégovoy<sup>41</sup>, ou un Gaston Monnerville<sup>42</sup> à force de travail, de ténacité, d'énergie, avec nos qualités et nos défauts. Nous pouvons tous, même avec des handicaps, devenir une Mimi Mathy ou un Djamel Debouz. Ils ont mis leurs atouts en avant ; humour, joie de vivre. Nous ne deviendrons pas tous des vedettes, des héros, nous sommes des gens ordinaires, mais nous avons tous un potentiel dont il faut nous servir. Encore faut-il que l'Etat nous facilite la tâche en légiférant des lois simples, afin de nous permettre de choisir le parcours de vie que nous voulons mener.

Je crois fermement qu'il existera toujours des inégalités qui ne pourront pas être réglées par des solutions toutes faites, très belles sur le papier, mais irréalisables dans la pratique, parce que ce sont

---

<sup>41</sup>Pierre Bérégovoy a commencé avec un CAP d'ajusteur et finit ministre d'Etat sous la Présidence de François Mitterrand, puis 1<sup>er</sup> Ministre en 1992

<sup>42</sup> [http://www.senat.fr/senateur/monnerville\\_gaston000677.html](http://www.senat.fr/senateur/monnerville_gaston000677.html)

nos individualités qui créent aussi nos inégalités. Parce que ce potentiel qui est en chacun de nous, tout le monde n'a pas l'envie ou le courage de l'exploiter. Parce que l'inégalité hommes/femmes prend des formes différentes selon la société considérée et selon l'individu. C'est aussi la différence entre l'homme et la femme, morphologique, biologique, caractérielle, car nous avons notre caractère, nos envies, nos qualités et nos défauts qui font cette différence et qui influencent le parcours de notre existence. Lutter contre l'injustice, la pauvreté, ne veut pas dire qu'il ne faut pas admettre une réalité qui sera un équilibre de bon sens et de faits, entre orientation, intelligence, valeurs de l'individu, qui génèrent égalité et inégalité. Admettre qu'il n'y aura jamais d'égalité véritable parce que pour qu'il y ait une égalité véritable, il faudrait que nous fassions tous le même travail, que tous les emplois soient payés au même salaire, qu'il n'y ait plus de hiérarchie, que nous soyons tous habillés d'uniformes, que nous mangions tous une unique nourriture, bref que nous soyons une armée de robots. Inadmissible et intolérable !

Je crois fermement qu'il faut revoir non l'égalité des droits entre homme/femme, (elle n'est malheureusement pas encore complètement appliquée dans les faits) mais la conception de l'égalité hommes/femmes ainsi que l'égalité des classes et des chances avec une approche différente. Admettre que l'égalité ne se situe pas par rapport à des statistiques de parité et de discrimination positive, avec des résultats par obligation, mais par rapport à des résultats dus aux besoins, aux envies, aux choix des individus. Ouvrir toutes les portes, sans à priori, mais n'y passerons que ceux qui se sentent motivés pour la franchir. Là, dans ce contexte, sera la véritable égalité dans le travail, dans la vie politique, dans la famille

Je crois fermement qu'il faut reconnaître que les modèles conventionnels qui définissent notre vie en dehors du travail proprement dit, selon que l'on soit un célibataire avec ou sans enfants, un couple avec ou sans enfant, une famille recomposée, le

nombre d'enfants à la maison, que l'on soit jeune et en pleine santé, malade, âgé, handicapé, ne sont pas égalitaires et ne le seront jamais, à moins de nous robotiser. Que l'on veuille modéliser le couple et le montrer en exemple comme un lieu de coopération entre homme/femme induit à un aveuglement général qui ne laisse plus de choix au conjoint sur son devenir. Si une femme ou un homme marié, seul, divorcé, ou veuf choisit d'élever ses enfants sans travailler, sous une forme implicite de critique, il n'est plus considéré par la société de consommation, les banques, les bailleurs, comme l'égal de ces concitoyens, alors que l'éducation des enfants et l'entretien d'une maison sont un travail à temps plus que plein.

Je crois fermement que pour avoir une égalité véritable entre femme et homme, il faut tout simplement permettre de laisser à chacun l'envie de s'accomplir en lui donnant l'environnement permettant de se réaliser. L'égalité n'étant pas le résultat, mais la possibilité des moyens.

Je crois fermement qu'il faut cesser de croire qu'une France forte est une France qui est doit être dans les premières places de la croissance économique. La force d'une nation est non, dans sa croissance, mais dans le bien être de ses habitants et son rayonnement culturel.

Je crois fermement qu'un pays au seuil de tolérance raisonnable, qui stabilisera sa croissance économique à zéro avec un pouvoir d'acheter et de consommer conscient et réfléchi de la part des citoyens, et ne l'augmentera qu'en rapport de son accroissement démographique aura une politique de sagesse, de partage des biens et des matières premières raisonnées ainsi qu'une protection efficace de son environnement.

Je crois fermement que notre pays est un des plus beau pays et que nous avons la possibilité de donner à tous ces habitants les moyens pour non seulement subvenir à leurs besoins minimum mais pour qu'ils puissent « en profiter ».

Je crois fermement que si nous le voulons, nous avons les moyens d'être un exemple pour l'Europe entière et pour le monde, en étant innovateur en matière de politique et d'économie.

Je crois fermement qu'il faut reconnaître, que ce soit en politique étrangère ou en « réactionnisme individuel », que nous avons des approches différentes avec les autres pays, et que nous avons l'obligation de respecter ces idéologies distinctes. C'est un des moyens pour qu'eux aussi nous respectent. Ne pas vouloir mondialiser nos concepts afin qu'ils nous ressemblent.

Je crois fermement que l'utopie, si elle est raisonnée, expliquée, et démontrée, n'est plus de l'utopie, mais une philosophie, pour devenir un programme que nous pouvons appliquer.

### *Ne pas être indifférent*

Reprenons les questions posées au début du livre : Sommes-nous devenus inconscients ou tout simplement croyons-nous que c'est une fatalité contre laquelle nous sommes impuissants ? Comment ne peut-on dépasser les enjeux de l'individualisme et du nationalisme ? Comment, à notre époque, alors que l'on a marché sur la lune, ne peut-on dépasser ce stade ? Que peut-on faire pour y remédier ! Est-ce une solution politique ou un engagement de chacun de nous ?

La France est un pays qui a été à l'origine d'idées, d'événements, qui se sont internationalisés. Depuis la déclaration des droits de l'Homme jusqu'à la création des journées du patrimoine, de la fête de la musique. Elle se doit de continuer à montrer l'exemple, à innover.

La solution est un engagement de chacun de nous, mais elle passe par la politique et le politique. Mais sans l'engagement de chacun,

les politiques avec la meilleure des réglementations ne pourront rien. L'État ne peut faire les choses à notre place, seulement nous en donner les moyens.

Il n'y a rien de pire que l'indifférence ou la résignation. Quand il n'y a plus de sentiments, de buts, de critiques, de discussions, de passion, d'amour, la porte est ouverte à toutes les dérives. Les dirigeants politiques de certains pays le savent bien. Ils pensent que lorsque les trônes sur lesquels ils sont assis tremblent, rien ne vaut une guerre. Réunissant alors tous les courants d'idées contre un ennemi commun, le peuple oublie pendant un instant la contestation contre le régime en place. Pendant le temps où il se bat, on lui a donné un but, un idéal, une raison politique .... Bouter les ennemis hors du pays, ou bien agrandir les frontières, cela dépend des cas.

Ne restons pas indifférent à ce qui nous arrive. La politique, les politiques, sont l'affaire de tous. Que l'on soit de gauche, de droite, du centre, des extrêmes, nous avons tous des idées, qui ne sont pas forcément mauvaises. Avec l'aide de tous, en mettant les idées en commun, en en discutant, en arrivant à des consensus, nous pouvons avancer vers un redressement, une vie meilleure pour nos enfants. Un programme sans changement de cap, qui sera suivi sur une génération au moins est indispensable. Les gouvernements qui se succéderont devront suivre ce plan en l'améliorant, si cela est possible, en le gérant au fil des ans, avec les événements survenus de l'extérieur. Ils n'auront pas la tâche facile, mais cela vaut la peine d'essayer.

Certaines approches de sujets ont pu vous choquer, Trop de tabous, trop de non politiquement correct. Il faut appeler un chat, un chat, et nous n'avons pas l'habitude de le faire.

Nous sommes entrés avec la mondialisation dans un jeu de poker menteur dont le pouvoir est l'enjeu, et les populations, les jetons.

Cependant, on fera toujours des mécontents. Nous en sommes conscients. On ne fera jamais plaisir à Pierre et à Paul en même temps. Mais on peut proposer à Pierre de goûter à un plat que Paul aime et vice versa, et que les deux finalement apprécieront. C'est ce qui fait notre individualité, et c'est pour cela qu'un gouvernement appliquant des consensus égalitaires, pour une politique de « choix de parcours de vie », avec un seuil de tolérance remplaçant le seuil de pauvreté est nécessaire. Après la société la consommation, la société solidaire.

Certains, nous diront « réformistes ». Pourtant je n'ai rien inventé. Tout ce qui est proposé existe, soit en France, soit dans des pays étrangers. La VAE, VAP, les valeurs d'enseignement, le portefeuille de compétence, l'intérim, l'externalisation de la paie, des ressources humaines etc... Je n'ai fait que chercher ce qui avec une vision globale, en les rassemblant pouvait marcher.

Il faut d'abord réformer les structures de l'État pour pouvoir intervenir efficacement. Ce ne sont pas des réformettes qu'il nous faut, mais une véritable restructuration. Il faut cesser ce que l'on fait depuis 60 ans, avec des réformes pour seulement obturer des brèches. La véritable révolution n'est pas celle des armes, ni celle que l'on fait dans le sang. La véritable révolution est une révolution tranquille, celle qui change les esprits et les comportements. Commencer par réformer la Constitution, le Gouvernement, les partenaires sociaux. Mettre les réformes en place avec réflexion. Une telle politique ne peut se faire en un jour, elle ne pourra porter ses fruits qu'à long terme. Il faut le comprendre et ne pas l'oublier. Il faudra de la patience.

Je crois fermement qu'une vision n'est pas un phantasme. Une fois réalisé, il en faut un autre. Une fois le but atteint, il en faudra un autre, plus lointain, plus grand, plus idéaliste. Une idée, un concept, une philosophie, se doit d'évoluer après un certain laps de temps. Si elle ne le fait pas, la société qui repose sur sa conception disparaît.

C'est ce qui est arrivé aux civilisations antiques, à la monarchie de droit divin, au communisme. C'est ce qui risque d'arriver à notre société de consommation et à notre République. Tout comme si ce projet se réalise, il en faudra un autre, mais en attendant....

Certains diront qu'ils sont mieux placés que moi pour savoir ce que la France et les Français ont besoin. D'autres diront que c'est de l'utopie. Mais l'utopie, c'est aussi la sagesse de la folie. Avoir l'audace de croire qu'avec de la bonne volonté, on peut déplacer des montagnes. Nous avons sur ce sujet des références: Coluche a créé les « restos du Cœur », l'abbé Pierre les chiffonniers d'Emmaüs, et tant d'autres ont fait alors qu'ils n'avaient rien. Rien si ce n'étaient des idées simples. Avec une confiance indéfectible en ce qu'ils croyaient, ils ont lutté pour les autres, contre la faim, contre l'exclusion. Des idées tellement simples, que personne n'y pensait ou n'osait faire le premier geste, par peur du ridicule. Ils ont montré le chemin, et leurs œuvres continuent après leur mort.

Ma dernière utopie est de croire que tout ceci pourra s'appliquer. Comme il est dit, lorsqu'une utopie est expliquée, démontrée, chiffrée, ce n'est plus une utopie, c'est un programme politique réalisable.

Et ensuite.... si vous êtes partie prenante, il y aura le programme.....

***POUR FINIR ..., RIEN NE M'EMPÊCHE DE RÊVER.***

***NI VOUS, NON PLUS***

